

Selon la Croix-Rouge  
internationaleDes milliers de Khmers  
meurent chaque jour  
de maladie et de faim

LIBRE PAGE 4

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,40 F; Tunisie, 1,60 F; Allemagne, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 3,00 F; Côte-d'Ivoire, 1,60 F; CFA; Danemark, 4,00 F; Espagne, 3,00 F; Grande-Bretagne, 3,00 F; Grèce, 3,00 F; Iran, 1,50 F; Italie, 2,00 F; Japon, 2,00 F; Luxembourg, 1,50 F; Norvège, 1,50 F; Pays-Bas, 1,25 F; Portugal, 2,00 F; Suède, 1,50 F; Suisse, 2,00 F; Thaïlande, 1,50 F; U.R.S.S., 1,50 F; Venezuela, 2,00 F.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS CEDEX 09

C. C. P. 4397-23 Paris

Tél. : 246-72-23

## La France et les institutions européennes

- **ASSEMBLÉE** : M. Messmer demande que soit confirmée l'incompétence de la Commission en matière d'armement
- **COUR DE JUSTICE** : Paris refuse d'appliquer la décision sur les importations de moutons

## Une condamnation

La Cour européenne de justice a condamné mardi 25 septembre la France à lever ses restrictions sur les importations de moutons en provenance de Grande-Bretagne. La décision était attendue, la jurisprudence la rendait prévisible. Tellement prévisible que, depuis le dépôt de la plainte par la Commission européenne, le 25 octobre dernier, les ministres de l'Agriculture britannique, travailliste puis conservateur, n'ont pas cédé un pouce de terrain dans la négociation pour l'adoption d'un règlement communautaire de la viande ovine.

Dans la même journée de mardi, quinze mille éleveurs français manifestaient à Rodos (Aveyron) pour réaffirmer leur hostilité à un projet communautaire qui, selon eux, les condamne.

Comme M. Barre l'avait assuré en recevant M. Gundelach, le commissaire européen chargé des questions agricoles, la France maintiendra son régime de son tarif, en dépit de la condamnation par la Cour de Luxembourg, tant qu'il n'existera pas un régime communautaire garantissant les revenus des producteurs. De son côté, la Grande-Bretagne attend de la France qu'elle se conforme au jugement de la Cour européenne de justice, comme elle l'a fait le gouvernement britannique lorsque les restrictions sur les importations de moutons de terre furent jugées injustes par cette Cour. Ainsi le dit-il en place pour que la politique agricole commune, qui assure bientôt l'âge de sa majorité, connaisse une nouvelle malade infantile.

C'est que les Neuf, après avoir négocié les règlements communautaires de productions « éleveurs » (bœufs, vaches, moutons, etc.) et longtemps bataillé entre eux sur le volume des dépenses de soutien, ont quelque peu laissé traîner l'étude des dossiers concernant les petites productions, c'est-à-dire, dans une certaine mesure, les petites productions. Depuis 1973, la récession économique a rendu plus nécessaire le maintien de l'emploi en milieu rural et le ralentissement de l'exode agricole, auxquelles les petites productions peuvent contribuer, tout comme y contribue l'élevage en général et surtout la production laitière.

Depuis son entrée dans le Marché commun, la Grande-Bretagne condamne le fonctionnement de la politique agricole commune, sans pour autant apporter de contribution à une réforme qui soit acceptable par ses partenaires, tant sur le plan économique que sur le plan social.

Les pères de l'« Europe verte » avaient envisagé un mécanisme complexe qui ne souffre pas de voir s'enrichir un seul de ses membres. La liberté de circulation des produits agricoles repose sur le respect de trois principes : des prix communs, une solidarité financière, une préférence communautaire. Pour le moment, aucune de ces trois conditions n'est en mesure d'être remplie. Sur le marché mondial, la viande de mouton est considérée comme un sous-produit de la laine. Les droits de douane, consolidés au GATT en 1974 à hauteur de 28 %, s'appliquent sur un cours aléatoire sans lien précis avec les coûts de production. Aujourd'hui cet environnement international, imprudemment négligé, profite à la Grande-Bretagne, dont les firmes importatrices contrôlent les marchés.

Faute de pouvoir résoudre ces contradictions, les Neuf vont s'ingénier à trouver un compromis pour le court terme. M. Gundelach va surtout s'employer d'ici à la seconde quinzaine d'octobre à calmer M. Walker, qui, pour l'heure, l'affaire du beurre en est un indice — tente surtout de montrer qu'il n'est pas moins soucieux du sort des consommateurs britanniques que son prédécesseur travailliste, M. Silkin, alors que le cabinet de Mme Thatcher donnait plutôt l'impression d'avoir une réelle volonté de participer à la construction européenne.

A Strasbourg, le débat qui s'est engagé mardi à l'Assemblée européenne sur la coopération en matière d'armement devait se terminer mercredi 28 septembre par un vote. Deux députés (un Britannique et un Allemand) lui ayant demandé si elle comptait « prendre langue avec l'OTAN » pour dresser des programmes communs d'armement, la Commission a répondu avec prudence par la voix de M. Davignon, soulignant que la défense ne relevait pas de la Communauté, mais que la coopération européenne en matière d'armement pouvait être efficace. Le débat qui suivit — auquel prirent part notamment MM. Marchais (P.C.F.) et Messmer (R.P.R.) — aurait pu se terminer sans conclusion si l'ancien premier ministre n'avait pris l'initiative de provoquer un vote en demandant à l'Assemblée de dire clairement que, à son avis, la commission n'est pas compétente « pour prendre langue avec l'OTAN » en vue de dresser des programmes d'armement.

D'autre part, à Luxembourg, la Cour européenne de justice a, conjoint à la France de lever les restrictions qu'elle impose depuis 1978 aux importations de moutons en provenance de Grande-Bretagne.

De notre correspondant

Strasbourg. — Deux questions ont occupé l'essentiel du temps de l'Assemblée européenne mardi 25 septembre : la coopération en matière d'armement et la défense de l'Europe ; l'exportation de beurre et, de façon plus générale, l'évolution de la politique agricole commune.

Le débat sur « les programmes communautaires de fourniture d'armement dans le cadre de la politique industrielle » suscité par la question orale de MM. Fergusson (conservateur, Royaume-Uni) et von Hassel (démocrate-chrétien, R.F.A.), s'est déroulé mardi après-midi sans surprise. Chacun des protagonistes a tenu la rôle qui lui était assigné. MM. Marchais et Messmer, très entourés, ont été quelques instants les vedettes de l'Assemblée. Il n'y a pas eu d'éclat ni d'amorce de dialogue.

Le vote sur une proposition de résolution présentée par le groupe des démocrates européens de progrès (composé principalement des R.P.R.) a été renvoyé à ce mercredi. L'Assemblée (...), dit le texte proposé, reprenant les termes mêmes de la question posée par MM. Fer-

(1) Les élus R.P.R., communistes et socialistes français, que MM. Edgar Faure et André Roel, tous deux élus sur la liste d'Union Vainc, étaient opposés à l'examen de cette question.

guson et von Hassel, estime que la commission n'a pas compétence pour prendre langue avec l'OTAN, ni avec les services compétents des Etats membres en vue de dresser des programmes communautaires de fourniture d'armement.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 8.)

## Je m'en fous...

par PIERRE MARCILHACY, sénateur (\*)

Que les diverses composantes de la majorité se disputent entre elles un pouvoir qui ne leur appartient plus, je m'en fous.

Que les partis de l'opposition se fassent une agaçante guerre intestinale, je m'en fous.

Que M. Chirac ou M. Barre se placent contre M. Valéry Giscard d'Estaing dans l'hypothèse du scrutin de 1981, je m'en fous.

Que MM. Mauroy ou Rocard tentent de suppléer à la tête du P.S. un Mitterrand qui les a tirés du néant, je m'en fous.

Que Jimmy Carter soit remplacé par Kennedy, cela ne me regarde pas et je m'en fous.

(\*) Sénateur non inscrit de Charente.

## FAIRE SON BEURRE

envoyer en U.R.S.S. ses 70 000 tonnes de beurre excédentaires.

Un calcul simple montre qu'on ferait ainsi une sérieuse économie sur les frais de transport, ce qui permettrait sans doute d'ajuster les prix.

Reste à savoir ce qu'on veut faire de tout ce beurre : le manger, en graisser les rouages du commerce international ou le jeter sur la seu?

ROBERT ESCARPIT.

## AU JOUR LE JOUR

A première vue, le problème du beurre paraît du niveau de l'arithmétique élémentaire. Si la France exporte 70 000 tonnes de beurre vers l'U.R.S.S. et la Nouvelle-Zélande, 120 000 tonnes vers la Grande-Bretagne, pourquoi la Grande-Bretagne ne prendrait-elle pas les 70 000 tonnes de beurre français, quitte à faire l'appoint avec 50 000 tonnes de beurre néo-zélandais ? La Nouvelle-Zélande n'aurait alors qu'à

Les vrais romans,  
c'est rudement agréableFrançois Nourissier  
Le Figaro MagazinePIERRE-JEAN  
REMY  
Cordélia ou l'Angleterre

Gallimard

## Les rapports soviéto-américains

L'affaire des militaires basés à Cuba  
compromet les chances  
d'une ratification rapide des accords SALT 2

Dans le discours qu'il a prononcé, mardi 25 septembre, à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Gromyko a dénoncé la « campagne mensongère lancée contre la politique de Cuba et de l'U.R.S.S. ». Il a demandé aux Américains de mettre fin au débat ouvert à Washington au sujet de la présence d'unités soviétiques à Cuba.

Cette demande a, dans le climat actuel, peu de chances d'être satisfaite. Le président Carter, assailli de toutes parts, se doit d'adopter une attitude énergique, et nombre de sénateurs exigent de solides garanties. L'affaire de la brigade soviétique risque fort d'empêcher la ratification des accords SALT 2 avant la fin de l'année.

De notre correspondant

Washington. — L'appel lancé aux Américains par M. Gromyko de « clore » le problème de la brigade soviétique à Cuba a eu, à Washington, l'effet directement contraire. Le discours du ministre soviétique a été interprété au Congrès comme une fin de non recevoir qui relance toute l'affaire et rend maintenant très problématique une ratification des accords SALT avant la fin de l'année.

Selon le sénateur Jackson, l'assertion de M. Gromyko, selon laquelle les troupes soviétiques à Cuba n'ont aucune mission de combat, est « un mensonge flagrant ». Le chef de file des « durs » a rappelé que M. Gromyko avait déjà menti à John

Kennedy en 1962 à propos des fusées soviétiques installées dans l'île. Il a conclu : « Tout le processus des SALT est maintenant au réfrigérateur pour une période indéfinie ».

Plus inquiétante encore pour l'avenir du traité est l'attitude du sénateur Church, président de la commission des affaires étrangères, puisque c'est de lui que dépend l'envoi des textes au Sénat pour leur discussion en séance plénière. Or M. Church s'est prononcé, mardi 25 septembre, pour que cet envoi soit retardé, arguant que le traité serait rejeté dans les circonstances présentes. Pour lui, l'affaire de la brigade ne pourra être considérée comme close que lorsque M. Carter aura pu prouver au Congrès qu'il n'y a plus de troupes soviétiques de combat à Cuba.

M. Church a été au premier rang dès le début de la crise. Il a été le principal élément au public. Le sénateur affronte l'an prochain une réélection difficile dans l'Idaho où plusieurs lobbies conservateurs ont déclenché une campagne nationale contre lui en raison de ses votes « libéraux » au Sénat. Il est donc très enclin à se montrer ferme.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 8.)

## LE RAPPORT DE M. HANNOUN

L'aide publique à l'industrie  
est très concentrée et peu efficace

(Lire page 39.)

AL. V.

(Lire la suite page 42.)

## Intervenir, ou pas ?

par ANDRÉ FONTAINE

Le chah, Pol Pot, Idi Amin, Somoza, Macias, Bokassa : six tyrans renversés depuis le début de l'année, c'est un beau tableau de chasse. Venant après la chute de la dictature en Grèce, au Portugal, en Espagne, et au moment des régimes à tous égards aussi atroces l'un de l'autre que ceux du Brésil et de la Chine parais- sent s'enrouler à la liberté, il vient heureusement compenser la sinistre avalanche des nouvelles relatives à la course aux armements, aux guerres, aux attentats, aux crises de toutes sortes.

Il est vrai qu'il ne suffit pas d'abattre un trône pour que, du jour au lendemain, s'épanouissent la démocratie et l'abondance : l'Iran n'a échappé à une extravagance que pour tomber dans une autre ; la famine et l'invasion, au Cambodge, ont pris la relève du génocide, les Khmers rouges continuent de tenir de vastes secteurs et les combats ont toutes chances de reprendre dès la fin de la saison des pluies ; la plus complète anarchie règne en Ouganda ; les libérateurs du Nicaragua et de la Guinée-Equatoriale héritent de pays si meurtris que, à supposer qu'ils parviennent à surmonter leurs divisions, la tentation du recours à la manière forte ne peut pas ne pas les effleurer à leur tour. Et le maître du Centrafrique a été trop proche, pendant des années, de celui dont il a pris la place pour qu'on ne se pose pas quelques questions à son sujet.

Plus personne aujourd'hui, en tout cas, ne se hasarderait à présenter la défense des six empereurs ou présidents déchu. Et pourtant, l'an dernier encore, M. Carter, dont on connaît la passion pour les droits de

l'homme, saluait en Mohammad Reza Aryamehr (« lumière des Aryens ») un de ses « meilleurs amis », un des « hommes au monde pour lesquels il éprouvait le plus de respect ». M. Giscard d'Estaing acceptait une invitation à déjeuner en famille de son « parent » de Bangui, dans l'un des châteaux que celui-ci avait achetés en France. Il a maintenu jusqu'au bout une ambassade auprès de

Macias. Les progressistes de Moscou et de La Havane, pour ne pas parler du colonel Kadhafi, ont tenu à bout de bras les Néron de l'Ouganda et de la Guinée-Equatoriale. Ce n'est qu'à la dernière minute que les Etats-Unis ont laissé tomber leur protégé de Managua. Les Chinois ont armé les Khmers rouges et ils arment toujours, avec la complicité de Bangkok, ceux qui poursuivent le combat.

(Lire la suite page 3.)

## UN COLLOQUE SUR LE NAZISME

Le refus d'entendre  
les prophètes

L'Histoire s'écrit lentement, à coups de recherches successives, de confrontations qui peuvent être vives et devenir elles-mêmes sujets d'Histoire quand elles opposent aussi fort témoins ou acteurs survivants, au point de troubler les nations. Le nazisme et la guerre hitlérienne en sont la plus brillante illustration. Quarante ans après le déclenchement du second conflit mondial au bout duquel on mesura non seulement l'étendue des crimes de guerre mais la réalité d'un crime contre l'humanité, voilà qu'à la faveur du temps écoulé il faudrait, paraît-il, réviser des idées proclamées trop vite reçues.

Il faudrait croire encore que la responsabilité de la guerre incomberait aux juifs et aux franc-maçons. Il

faudrait prouver l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis. Il ne faudrait pas sursauter aux propos d'un Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy, renouvelant, d'une trahison espagnole, des propos et discours du temps de l'occupation. C'est en s'agitant à tout cela que le Comité d'action de la Résistance, le Comité d'Histoire du Luxembourg et le Comité international pour la recherche scientifique des origines et des conséquences de la seconde guerre mondiale viennent d'organiser durant quatre jours, à Paris, une conférence sur le nazisme et la guerre hitlérienne devant l'Histoire.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

(Lire la suite page 13.)

UN AMI JOAILLE  
A PARIS  
JACQUES LORR

Le Monde

# idées

## DÉCENTRALISATION

### L'administration et le sacré

par JEAN-PIERRE MARQUE (\*)

Il est de bon ton de prôner la décentralisation de l'administration française, et par tous les moyens : dans l'éventail des solutions proposées, ne relève-t-on pas la création d'un ministère de l'administration ? (1) Toutes louables qu'elles soient, ces revendications ne sont pas dépourvues d'une certaine candeur : sans le savoir, c'est en effet rien de moins qu'un sacrilège qu'elles entendent perpétrer.

L'abolition du sacré monarchique a été un double phénomène : d'une part, la croyance en l'omnipotence et en l'omnipotence d'un Etat paternel et censeur, et par suite la propension à attendre tout de lui ; d'autre part, le gonflement de structures administratives indispensables à la préparation des décisions royales, et qui ont fini par se constituer en une bureaucratie vivante sur elle-même et pour elle-même, et possédant ses intérêts spécifiques. Centralisation et bureaucratie plongent ainsi leurs racines dans la monarchie de droit divin, de même qu'elles apparaissent comme le reflet de l'organisation hiérarchisée de l'Eglise catholique. Nous sommes bien au cœur du sacré.

Il faut reconnaître que ce sont les juristes qui portent la responsabilité essentielle de la perpétuation de cet ordre politico-administratif qui ont contribué à assurer, jusqu'à nos jours, par l'intermédiaire de la *summa divisio* du droit public, domaine réservé à l'Etat, et du droit privé consacré à l'ensemble des relations interindividuelles. Pour saisir la raison d'être de cette distinction

fondamentale, encore faut-il à nouveau prendre conscience d'une double réalité : d'un côté, le statut des fonctionnaires traduit la renaissance de privilèges pour l'administration abolie en 1789 ; d'un autre côté, l'administration se présente comme un système de strates imbriquées les unes dans les autres, et les garanties qu'on vient d'évoquer pèsent sur ces divers niveaux évoquant l'idée d'une sorte de propriété de type féodal. Chaque fonctionnaire, dans ces conditions, peut être considéré comme une sorte de propriétaire : Saint-Simon a pu ainsi avancer, non sans quelque raison, que Napoléon avait reféodalisé la France.

Or, le talent des juristes a consisté à occulter ce nouveau type de féodalité pour ne pas risquer d'entraver le développement de la domination bourgeoise et du capitalisme libéral, fondé sur la disparition du privilège et l'égalité juridique.

Cherchant à masquer l'existence d'une propriété administrative, ils ont élaboré le langage éminemment manichéen du droit public et du droit privé. La sphère de ce dernier englobe toutes les questions de propriété, d'argent, de sexe (on surgit le péché), puisque le droit de la famille en est une composante. Ces concepts malaisés étant ainsi évacués, le droit public, et donc l'administration, semblent empreintes de la seule vertu. Le distinguo droit civil/droit administratif tend finalement à reproduire la répartition du sacré et du profane élaborée par les canonistes.

#### Les signes distinctifs de la vertu

Bénéficiant de cette mystification de la culture bourgeoise, l'administration a beau jeu de brandir les signes distinctifs de sa vertu, qui sont : autant d'alibis fondant sa domination, et dont il serait illusoire de penser qu'elle est prête à se laisser dépouiller. Tout d'abord, l'utilité de la compétence, qui lui permet de placer la politique et l'administré en situation d'infériorité, parce qu'en état d'ignorance d'une pratique et d'un langage ésotériques. « Savoir pouvoir », écrit très justement A. Glucksmann (2), c'est savoir rendre les autres ignorants et soi-même incompréhensible.

Ainsi, on comprend mieux que la remise en cause de la centralisation administrative et de la bureaucratie qu'elle implique demeure sans effets, mais à part quelques retouches ne lézant pas l'essentiel. Contester les fondements de notre système administratif, c'est en effet porter atteinte au caractère sacré de l'Etat, sorte de substitut monothéiste : une telle entreprise consommerait une véritable profanation et confinerait au sacrilège.

Qui cherche sincèrement à arriver là ? Le politique ? Rien n'est moins sûr, malgré les déclarations émanant de tous horizons : en incriminant l'inertie administrative, il trouve une

excuse commode à sa propre carence.

Le citoyen ? Encore faudrait-il qu'il apprenne à mériter cette appellation, en considérant l'Etat comme objet de réflexion, et non plus comme objet de foi aveugle, sous peine d'être resté, tout au plus, un administré.

Le changement viendra-t-il alors de l'administration elle-même ? A priori, il semble illusoire de penser qu'elle puisse se faire hara-kiri. Toutefois, dès lors que l'Etat se refuse de plus en plus à accorder, dans ses strates inférieures, des privilèges qu'il pour non sécurité et garantie de l'emploi (3), condamnant ainsi l'entrée des lieux saints, on peut se demander si la piétaille administrative, reculée dans un ghetto sans espoir d'avancement, ne finira pas par se découvrir une vocation profanatrice. Oupm un non, la religion repose sur l'espérance d'une vie meilleure, à laquelle, seule, elle ; ut faire accéder. Quand cette croyance n'existe plus, la désacralisation n'est-elle pas, à terme, inéluctable ?

(\*) Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de Dijon.

- (1) M. G. Longuet dans *Le Monde* du 25 septembre.
- (2) In *Les Maîtres penseurs*, Paris, Grasset, 1977, p. 61.
- (3) Pour certaines catégories de personnels de l'éducation nationale.

### POUVOIR D'ÉTAT, POUVOIRS LOCAUX

par YVES GUÉNA (\*)

L'UNITÉ nationale n'est pas en question ; la centralisation, en revanche, est de plus en plus mal ressentie. La lourdeur des procédures, qui fait encore remonter de modestes dossiers aux bureaux parisiens et jusqu'à la décision ou la signature du ministre parfois, continue à entraver la vie administrative et économique locale. Les tentatives de déconcentration, laquelle a pour objet de déléguer les pouvoirs de décision à l'échelon administratif local, n'ont eu qu'un effet limité. Les préfets quelquefois, mais surtout les directions départementales des ministères, avant de trancher, ont tendance à demander avis à Paris ; d'ailleurs, les bureaux des ministères assortissent le plus souvent les délégations de pouvoir d'instructions contraignantes. C'est le règne de la circularité. En vérité, on ne se décentralise pas de supérieur à subordonné ; la signature parfois, la décision guère.

L'esprit du temps porte vers la décentralisation, c'est-à-dire vers le renforcement des pouvoirs locaux à côté du pouvoir d'Etat. Cela est souhaitable, ou au moins inéluctable, en une période où jusqu'à l'échelon du quartier, désormais, chaque collectivité, chaque groupement s'estime apte à juger de ce qui lui convient.

Cela est sans doute possible dès lors qu'il existe un autre frein, qu'on omet trop souvent de mentionner, aux tendances centrifuges : la France est le pays de l'uniformité. Les lois et règlements s'appliquent à tout le territoire. Les règles de droit civil, du droit pénal, du droit administratif sont identiques partout. Et le Français n'envisage pas de renoncer à cette uniformité qui va de pair avec l'égalité. N'entend-on pas couramment, par exemple, réclamer la péréquation du prix de l'eau entre les divers syndicats d'adduction d'eau du pays, comme de l'uniformité, de l'égalité, de la centralisation ?

On a bien vu aussi lors de l'élaboration de la loi universitaire, que personne n'imaginait une véritable autonomie des universités.

Le processus de décentralisation s'est engagé avec l'allègement de la tutelle sur les communes, avec le développement du rôle du département, avec la mise en place des régions. Ce vent que nous avons libéré souffle dans

nos veilles, mais nous ne contrôlons pas la marche du navire. Demain, si nous n'y prenons garde, pouvoir d'Etat et pouvoirs locaux vont se trouver dans des rapports confus et parfois conflictuels. Si la décentralisation au niveau de la commune se déroule dans des conditions acceptables, il n'est pas exagéré de dire que, s'agissant du département, on ne sait plus guère où l'on va et qu'un niveau de la région, la loi est d'ores et déjà tournée. Or la forte conscience des vertus de l'unité n'empêche pas qu'elle puisse être insidieusement menacée si les relations entre pouvoir d'Etat et pouvoirs locaux se dégradent.

La loi sur les pouvoirs nouveaux des communes est en débat au Sénat. Elle connaît encore bien des avatars devant l'Assemblée. Elle vient après des textes qui ont déjà allégué, voire supprimé, la tutelle sur les délibérations des conseils municipaux, et soulève de nouvelles questions bien connues. C'est le problème de la coopération intercommunale. C'est la question de la véritable autonomie budgétaire des communes, qui est peu compatible avec la quête aux subventions et impliquerait un système de ressources propres. C'est le débat qui n'est d'ailleurs pas au cœur des préoccupations des élus municipaux, de la réalité de leurs pouvoirs en matière de police et d'urbanisme par exemple. Au total toutefois, la décentralisation au niveau communal ne touche pas au fondement de l'unité nationale, en raison de la multiplicité et de la variété des communes. La discussion parlementaire en cours devrait aboutir à un texte marquant au moins une bonne étape dans la redistribution des pouvoirs et des moyens.

Alors, au département, il en est tout autrement. Le département est regardé depuis quelques années comme le théâtre de choix de la décentralisation. Théoriquement, il présente à cet égard toutes les qualités : c'est une collectivité ancienne et solide ; il dispose depuis plus d'un siècle d'une assemblée élue ; sa dimension est suffisante pour supporter une action administrative, voire économique et sociale, mais pas vaste au point de menacer en quoi que ce soit l'unité nationale.

En réalité, la décentralisation au niveau du département est mal engagée parce que le pouvoir d'Etat se montre dans cette entreprise à la fois timoré et imprudent.

#### Timoré et imprudent

En réalité, la décentralisation au niveau du département est mal engagée parce que le pouvoir d'Etat se montre dans cette entreprise à la fois timoré et imprudent.

Il est timoré car il n'ose afficher des intentions claires et qu'il laisse faire, ce qui est le moins bon des attitudes. Notre administration départementale est en train de changer rapidement de nature sans que nous guidions cette évolution. Les mesures de 1970, les décrets de 1976 ont ouvert des horizons au conseil général. Jusque-là cantonné dans la gestion du patrimoine départemental et dans des tâches obli-

gatoires, ses initiatives se limitaient le plus souvent à l'aide aux équipements des petites communes. Or voici que les conseils généraux s'éveillent d'un sommeil d'un siècle. Ils se risquent à des projets dans le développement économique et l'action sociale. Ils prennent, avec plus ou moins de bonheur, peu à peu, une autre physionomie et une certaine stature. Ce changement, inégalement engagé selon les départements, est le fait d'éléments plus jeunes qui succèdent à une génération traditionnelle ; il coïncide avec l'arrivée à la présidence de nombreuses assemblées d'élus de l'opposition qui ajoutent une coloration politique et une dimension doctrinale à cette évolution.

La mentalité a changé. C'est le principe de l'exécutif délégué par l'Etat qui est en question. Désormais le département compte deux pouvoirs d'impulsion : le président avec le budget départemental les moyens financiers et de décision ; le préfet qui demeure légalement l'exécutif du département, mais dont les pouvoirs réels s'amoindrissent et qui en sera bientôt tenu aux apparences ou à la négociation permanente. Certes le modèle départemental a toujours été fait d'une sorte d'équilibre entre les élus et le représentant de l'Etat, donc de concessions réciproques. Aujourd'hui cet équilibre a vécu et il faut en tirer les conséquences.

Il est temps, il est grand temps d'effectuer une nouvelle répartition des compétences entre ces deux autorités, le président du conseil général et le préfet. Au président du conseil général, la conduite du département depuis la conception des projets jusqu'à leur exécution au moyen de services à lui rattachés. C'est une proposition dont la mise en œuvre ne sera pas aisée ; mais les difficultés qu'elle entraînera vaudront mieux que la confusion

naï. Les intentions du législateur comme du gouvernement sont donc claires et ont été récemment formulées.

Or les déviations notées au niveau du département se retrouvent à la région. Ainsi les assemblées régionales donnent-elles leur avis sur la régionalisation du budget de l'Etat et la pratique courante est de ratifier les avis du conseil. De ce fait, c'est l'assemblée régionale qui décide, par exemple, de l'implantation des établissements du second degré, substituant sa tutelle sur les départements et les communes à celle de l'Etat. Elle répartit d'importants crédits d'Etat et comme ces crédits sont toujours insuffisants, l'assemblée, après les avoir affectés, a beau jeu de protester. Ce n'est pas la bonne conception de la décentralisation. De plus, depuis quelques années, il est patent que les présidents des conseils régionaux fixent l'ordre du jour, dialoguent avec Paris, et reprennent parfois, par le canal politique, leurs instructions aux départements. Ils tendent à se saisir du pouvoir d'impulsion dans le cadre régional.

Il faut brider ces déviations, car c'est aller au-delà de la loi, du bon sens et de l'intérêt national. Compte tenu de la limitation des compétences régionales, l'exécutif élu, s'il existait, dépasserait la fonction. Dans l'immédiat, par le jeu de la répartition régionale des crédits d'Etat, se crée dans les régions d'opposition une sorte de contre-pouvoir qui finirait par dénaturer le suffrage universel. A terme, à travers les ententes entre régions, les réseaux de région à départements et jusqu'aux communes, demain dépourvus de toute tutelle, c'est la cohésion nationale qui serait en cause et par voie de conséquence, même si personne ne le caresse aujourd'hui ce rêve, l'unité nationale.

Le bon démocrate est persuadé que chaque collectivité sait mieux que personne quels sont ses propres intérêts et quelle est la mieux placée pour les gérer. Le vrai républicain est convaincu que dans le respect des libertés locales, l'Etat, traduction institutionnelle de la nation, doit être prééminent. Soyons de bons démocrates et de vrais républicains. Donnons à nos collectivités locales la plus réelle autonomie ; mais l'Etat ne peut se dessaisir de toutes ses prérogatives à tous les échelons. Le choix du département comme cadre privilégié de l'autonomie locale ne saurait être remis en cause ; au contraire il faut pousser résolument et intelligemment l'expérience et la conduire. Mais qu'on ne laisse pas dans le même temps se démanteler le pouvoir d'Etat ni s'installer un pouvoir régional. La République en souffrirait et la démocratie n'y gagnerait guère.

## LIVRE

### Profession : décideurs

Lorsque l'on dit que le « pouvoir décide », ou le « gouvernement a arrêté », on ne rend pas compte de la complexité qui se cache derrière ces entités avant la publication d'une mesure étatique. En réalité, ni le pouvoir, ni le gouvernement, ni le ministre ne décident vraiment.

Tout au plus, peuvent-ils avoir l'initiative d'une idée, d'un principe. Mais entre l'inspiration et l'application, intervient la foule de ceux qui sont chargés de la mise en forme, et qui constituent la cohorte des « décideurs ». Personnes indéfinies, sans statut propre, ils sont en réalité, dans le monde clos et mystérieux de l'administration, les vrais détenteurs du pouvoir. Pour analyser le processus de pensée, la méthode de travail des hauts fonctionnaires chargés d'élaborer les décisions, Mme Catherine Gremion, dans son livre, « Profession : décideurs », a choisi de démontrer un mécanisme. Elle s'est donc attachée à l'étude de la genèse des réformes départementales et régionales qui avaient pour objet de décentraliser à ces

deux niveaux une partie des compétences de l'Etat. Lancé en 1959 par M. Michel Debré, alors premier ministre, les travaux n'ont abouti qu'en 1962 et 1964 sous le gouvernement de Georges Pompidou.

Elle montre avec force détails, les conflits de compétence et plus encore les luttes d'influence qui se sont déroulées entre le premier ministre et les autres membres du gouvernement, d'une part, entre les administrations concernées, d'autre part, ainsi qu'entre les préfets et le pouvoir central. Elle souligne aussi le rôle prépondérant joué par les membres des cabinets ministériels et par ceux des grands corps de l'Etat. L'uction de ceux-ci, écrit-elle, « tend à régler le plus grand nombre de problèmes possibles par des compromis raisonnables entre fonctionnaires, c'est-à-dire qui ne bouleversent pas les équilibres de pouvoir au sein de la haute fonction publique ». Il s'agit donc d'un véritable « réseau » dont les décisions, ou plutôt les orientations, échappent le plus souvent aux ministres eux-mêmes.

Les négociations véritables, les arbitrages décisifs sont pris entre fonctionnaires, les ministres n'intervenant que de façon épisodique ou ponctuelle. Au total, l'étude, souvent très détaillée, de Mme Gremion, met en lumière ce qui, dans le comportement des « décideurs », relève tantôt de la rationalité, tantôt de l'irrationnel. Mais elle révèle aussi l'importance des décisions prises dans le secret des relations entre fonctionnaires, qui échappent non seulement à la tutelle ministérielle, mais aussi au contrôle politique et démocratique des élus.

Comme le dit Stanley Hoffman, professeur de science politique à l'université de Harvard, dans sa préface, cet ouvrage est un « instrument indispensable à la compréhension de l'administration française » et il montre « de façon presque étonnante, l'accapement du processus de décision par les hauts fonctionnaires ». Les « décideurs » seraient-ils des « accapareurs » ?

ANDRÉ PASSERON.

\* Catherine Gremion, *Profession : décideurs*, chez Gauchier-Villars, 454 pages.

\* Député de la Dordogne, ancien conseiller politique du R.P.R.

**COLLECTION AVENTURES**

Harry Chase

Une femme a disparu

C. Moliterni  
W. Fahrner

La plus pure tradition du "polar" américain, un scénario et une mise en images dignes des meilleurs classiques du genre.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

**DARGAUD ÉDITEUR**



Le Monde

## LA MISE EN PLACE

### Le conseiller technique de l'Etat

#### LA COTE-D'IVOIRE TERRE D'ASILE POUR LES CHEFS D'ETAT

## Interventi

Le 26 septembre 1979, à l'occasion de la conférence de presse organisée par le gouvernement ivoirien, le président de la République, Houphouët-Boigny, a déclaré que la Côte d'Ivoire était prête à accueillir les chefs d'Etat démissionnaires.

Il a souligné que la Côte d'Ivoire était une terre d'asile pour les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

Le président a déclaré que la Côte d'Ivoire était une terre de paix et de stabilité, et qu'elle était prête à accueillir les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

Il a souligné que la Côte d'Ivoire était une terre d'asile pour les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

Le 26 septembre 1979, à l'occasion de la conférence de presse organisée par le gouvernement ivoirien, le président de la République, Houphouët-Boigny, a déclaré que la Côte d'Ivoire était prête à accueillir les chefs d'Etat démissionnaires.

Il a souligné que la Côte d'Ivoire était une terre d'asile pour les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

Le président a déclaré que la Côte d'Ivoire était une terre de paix et de stabilité, et qu'elle était prête à accueillir les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

Il a souligné que la Côte d'Ivoire était une terre d'asile pour les chefs d'Etat qui ont été renversés par des révolutions militaires.

## LA MISE EN PLACE DU RÉGIME DE M. DACKO EN CENTRAFRIQUE

rique » par la France, rapporte l'agence libyenne de presse (Jana). Les manifestants, précise l'agence, entendaient également dénoncer les « mesures brutales » prises par les troupes françaises déployées à Bangui contre trente-sept commerçants libyens, qui ont été arrêtés. Le colonel Kadhafi a par ailleurs - annulé - un voyage officiel qu'il devait faire prochainement en France mais qui n'avait jamais été annoncé.

## Le « conseiller technique » de la prison de Bangui « manquait de crédits »...

(Destin de KONE.

« Vise la France, a déclaré le porte-parole du département d'Etat en commentant le coup d'Etat organisé par la France pour déloger un client de naguère, l'empereur Jean-Bedel Bokassa. Pourtant il ne faudrait pas laisser les Français s'en tirer avec une telle compréhension dans la tâche. Il y a bien trop d'appareillement justifié dans ce cas, d'avoir envoyé du personnel militaire et de renseignement et pour avoir joliment un complot en vue de renverser un gouvernement.

**LA COTE-D'IVOIRE  
TERRE D'ASILE  
POUR LES CHEFS  
D'ÉTAT**

Comme prévisible, comme prévu, les déclarations de M. David Dacko, lundi, sur les relations de la République Centrafricaine avec l'Afrique du Sud ont été démenties par le même. Mardi, au cours d'une conférence de presse parfaitement ubuesque, M. Dacko, avec un grand rire, un peu forcé peut-être, a dit sur le sujet : « C'était une diatribe. Il faut bien se le dire... un peu. Et puis, bien sûr, il y avait les journalistes. Voilà... » honte ! Ce n'est pas tout.

# Intervenir, ou pas ?


pas dit, par exemple que l'empereur travaillait à la scie et débâtait lui-même ses victimes, hommes et femmes. Procédé de pur cannibalisme journalistique.

P. G.

● M. Jean Mier, sénateur du Rhône (gauche dm) demande, dans une question écrite au premier ministre, « de lui faire connaître les mesures que l'ex-empereur Bokassa a prises pour empêcher la répétition des crimes de sang qui ont été commis particulièrement en République centrafricaine ». Il n'a pas été purement et simplement répondu à cette question alors qu'il se trouvait sur le territoire français et déferé devant le tribunal militaire américain où il était accusé d'avoir commis ces crimes. Les anciens sujets de Bokassa-1<sup>er</sup> peuvent se féliciter que les Français n'aient pas appliqué à sa même cause.

**« WALL STREET JOURNAL » : les Français ont débarrassé l'humanité d'un assassin**

Leurs noms étaient célèbres : ils étaient peintres, artistes, écrivains, savants. Quand la révolution, celle de 1917, était menacée, quand *tôt ou tard un communiste était persécuté*, quand l'U.R.S.S. ou l'un des mouvements qu'elle animait lançait une campagne, contre l'impérialisme ou pour la paix, ces hommes célèbres, le plus souvent honnêtes, donnaient leur nom pour que sur les affiches, sous la colombe angélique de Picasso, on les imprime et qu'il y ait "la cause" qu'ils soutenaient avec les communistes, soit mieux défendue. Ils étaient ce que Trotsky appela, en 1923, les *compagnons de route*. Dans l'histoire de notre XX<sup>e</sup> siècle, leur rôle est immense. Leur autorité morale, leur prestige artistique ou scientifique, entouraient la politique des communistes de ce halo humaniste qui entraînait, au nom de l'avenir, des millions d'hommes...

Robert  Laffont

Un seul avait été préparé  
exterminé : le chah, que son père  
l'administrateur passionné d'Atatürk  
avait envoyé dans les meilleurs  
écoles d'Europe dans l'espoir qu'il  
apprendrait, avec la maîtrise de  
ces langues et de la prédominance  
science) politique, les concepts  
le moderniser en plus vite l'Etat  
à traverser à l'égard d'un sujet  
humain. Il n'a pas échappé à  
courant à la mégalomanie, lors  
de la hausse brutale des prix  
l'Etat, après 1973, l'eût convaincu  
n'il avait déformé les moyennes  
le tout acheter.

Que dire de ses collègues ?  
Malheureusement, sinon que s'appliquent  
assez bien à eux le portrait  
que Henry Kissinger a tracé  
dans ses *Mémoires* du président  
d'Afghanistan, le général Khan, « soldat  
à l'origine, direct, sans beaucoup  
d'imagination, pris dans les maels  
d'événements auxquels  
son expérience n'a su former  
le travail préparé » (1). Serré  
un rang moderne, dans l'armée  
du colonisateur, inculqué  
plutôt sommaire de la disci-  
pline, lui qui ne prout de vues,  
s'inspirent de soi, au désintéressé  
sans lesquels il n'est pas  
l'homme d'Etat. Il n'est par  
dans le cas de Bokassa, d'Am-  
Dada et de Macias Nguema  
qu'évaluent tout à fait dispa-  
chez eux cette finesse, cette  
grosse, ce sens du droit  
même parmi les pires des cou-  
de la guerre de leurs chefs bian  
Khmer y étaient pas pour  
chance.

Chant & Poi Poi, agent d'un

A la fragilité psychologique d'hommes qui, au début de l'année dernière, mais surtout à l'été, ont été les meilleurs que d'autre-  
sans quoi, pourquoi aurait-on été  
les choisir ? — j'ajoute, pour  
expliquer qu'on les ait si long-  
temps laissés faire, le lourd far-  
deau des intérêts des grandes  
puissances. Les Américains, tou-  
jours sensibles à l'argumentation  
du « complexe militaro-industrie-  
l », ferment les yeux sur les crimes  
de leur pays et ne veulent pas  
voir s'installer à leur place  
des clients des Soviétiques : ce  
qui s'est passé depuis quelques  
années de Saïgon — pour ne pas  
parler de Pékin — à Managua, en  
passant par Addis-Abeba, devrait  
pourtant leur montrer que c'est  
en fin de compte le meilleur  
moyen d'obtenir le contraire du  
résultat cherché. Les Cubains et  
des Libyens, c'est la crainte inverse  
qui joue. Le comportement des  
Français, des Britanniques ou des  
Chinois dans leurs zones d'in-  
fluence respectives s'inspire, de  
son côté, de considérations suppo-  
sées « réalistes », qui ne sont  
pas fondamentalement diffé-  
rentes.


CHRONIQUE

**gérance**

faut bien le dire, par ce principe de « non-ingérence » qui constitue, de la charte des Nations unies à celle de Bandung, l'un des dogmes essentiels des relations internationales, bien qu'il soit manifestement violé par les grandes et par les moins grandes puissances, dès lors que leurs intérêts supérieurs sont en jeu. Voir la Tchénoslovaquie, l'Indochine, le Tchad, le Zaïre et *tutti quanti*, sans oublier d'innombrables interférences, moins visibles peut-être, mais non moins étouffées, et dont personne n'a le monopole. Il y a des circonstances dans lesquelles respecter le principe de non-ingérence revient à se rendre complice d'un crime. Qui peut sérieusement reprocher à la Tanzanie d'avoir renversé le régime d'Amín Dada, ou à l'Élysée d'avoir fait le nécessaire pour abattre, sans la moindre hargne, le trône de Bokassa ?

Reste, bien entendu, que l'intention dans ce dernier cas étée à la fois tardive et trop ouverte : mettre sol-même en place un chef d'Etat est faire bon choix, le plus désirable, le plus choisi, le plus dirigé. Et que reconnaître à ce même gouvernement, ma se

(1) Cité dans l'Express du 24 septembre. Henry Kissinger, *Mémoires. A la Maison Blanche, 1968-1973*, à paraître aux Editions Payard, le 24 septembre 1979.

Robert  Laffont

## AFRIQUE

### LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

#### Le Front Polisario présente du « matériel d'origine égyptienne » saisi dans le Sud marocain

Trois diplomates marocains ont quitté Nouakchott, mardi 25 septembre, à destination de Rabat, à la demande du gouvernement mauritanien qui les a accusés d'activités subversives et de comportements inadmissibles. Ils auraient eu des contacts répétés avec des opposants mauritaniens.

Le roi Hassan II a reçu, lundi à Ifrane, M. Mohamed Fitouri, ministre tunisien des affaires étrangères, qui a invité l'Algérie et le Maroc à « faire preuve de sagesse » dans le

conflit saharien et à « trouver une solution pacifique au moyen du dialogue ». De son côté, le radio marocain a accusé les partis communistes français, espagnol et italien de s'ingérer dans les affaires intérieures du Maroc et de « fomenter un vaste complot contre l'islam » dans le Nord-Ouest africain. Cette attaque fait suite à une réunion tenue à Madrid, jeudi 20 septembre, par les trois formations, qui ont qualifié le Front Polisario d'« unique représentant du peuple sahraoui ».

#### De notre envoyé spécial

« Nous avons invité le Maroc à venir négocier avec nous à Bamako, au Mali, sous les auspices de l'O.A.U., les modalités de la restitution du territoire qu'il occupe illégalement, a-t-il dit. Nous renouvelons aujourd'hui cet appel ».

Tindouf. — « L'acte du régime égyptien au roi Hassan II est d'une portée électorale. Elle est concrétisée par des envois d'armes. Elle met en lumière les étroites relations, longtemps camouflées, qui existent entre les deux pays », a déclaré, lundi 24 septembre, M. Ibrahim Ghali, ministre de la défense de la République arabe saoudienne démocratique (R.A.S.D.), au cours d'une conférence de presse improvisée « quel que soit dans les territoires libérés », au camp de réfugiés « El Aïoun ».

Le responsable sahraoui venait de présenter aux journalistes cinq « mitrilles » d'artillerie anti-aérienne de 22 millimètres, de fabrication soviétique, montées sur des camions géants autrichiens Kaiser, ainsi que des lance-fusées Sam 7. Ce matériel, récupéré lors des combats de ces dernières semaines dans le sud du Maroc, aurait été livré récemment aux autorités chérifiennes par le gouvernement égyptien. Selon M. Ghali, le président Sadate aurait également fourni à Rabat des avions Mig 21 ou 23. « Nous n'avons pas jusqu'à présent capturé de techniciens égyptiens », a-t-il précisé. Il a lancé un appel à tous les pays arabes pour qu'ils « portent assistance aux Sahraouis, l'Égypte ayant choisi de tourner ses armes contre un peuple opprimé au lieu de les diriger contre l'ennemi de la nation arabe, Israël, devenu aujourd'hui l'allié du Caïre ». M. Ghali a également annoncé que les Mirage achetés à la France par le Maroc commencent à devenir opérationnels et que certains d'entre eux seraient basés à Smara, au nord du Sahara occidental.

Les journalistes ont pu examiner le matériel saisi dans la bataille de Lemgat, près de la place forte de Zag, les 16 et 17 septembre. Les Marocains auraient eu alors deux convois détruits, et auraient eu plus de 600 tués, autant de blessés, ainsi qu'une quarantaine de prisonniers. Le nombre des véhicules, presque tous, présents dans une sorte d'immense « fosse à la ferraille » laisse peu de doute sur l'ampleur de ce nouveau revers de Rabat : 80 camions G.M.C. et Unimog chargés pour le Maroc de caisses de munitions, plusieurs dizaines de Land-Rover et une dizaine de canons de 105 et 108 mm. M. Ibrahim Ghali s'est particulièrement attaché aux trois chars S.K. 105 construits par la France et l'Autriche et à même tenu à piloter l'un d'eux, pour « démontrer que les Sahraouis pouvaient rapidement utiliser des matériels sophistiqués ». Le Maroc en aurait reçu 80 en 1978, dont 10 ont été détruits et 5 saisis, selon le Polisario.

Le « ministre sahraoui de la défense » a annoncé une intensification de la guerre, mais n'a pas écarté l'idée d'une négociation.

Le Polisario a, par ailleurs, communiqué aux journalistes des documents récupérés sur le champ de bataille de Lebouirate, notamment des listes de déserteurs marocains établies par Rabat et comportant quelque huit mille trois cents noms. Une page du « journal de marche » de l'officier

#### LE RÊTE D'UN PRISONNIER

#### « L'affaire de Lebouirate a duré à peine une heure... »

De notre envoyé spécial

Tindouf. — Les journalistes ont pu s'entretenir avec quelques-uns des prisonniers marocains faits à Lebouirate et à Lemgat, sous-officiers souvent âgés ou jeunes soldats. Ceux-ci ont confirmé qu'ils n'avaient pas été relevés depuis trois ou quatre ans et que le moral des forces armées royales était particulièrement bas.

Visiblement nerveux, les lèvres tremblantes, portant un tréfilant vert olive neuf, le lieutenant Mohamed Aseïss répond avec dignité aux journalistes : il élude les questions embarrassantes concernant le dispositif et les affectifs marocains, mais accepte de bonne grâce de raconter son histoire personnelle.

Présumé né en 1946, médecin militaire, il était depuis un an et demi au Sahara. Il n'a pas eu de chance : détaché de la garnison de Jdiria au camp retranché de Lebouirate pour remplacer le médecin en permission, il attendait une liaison pour regagner sa base lorsque l'attaque a eu lieu : « Quand les premiers détonations ont éclaté, nous a-t-il dit, je dormais dans ma chambre, près du P.C. Nous étions le 24 août et le pendule marquait 6 h 15. Il faisait encore nuit. Je me suis rendu à l'infirmerie. Un quart d'heure plus tard, le premier blessé est arrivé. Trois autres ont suivi. Puis, plus personne. J'ai alors compris que

c'était perdu. Vers 7 h 15, le P.C. a été investi et nous avons été faits prisonniers. L'affaire a donc duré au total à peine une heure ».

L'adjudant A. T., trente-huit ans, se trouvait, lui, sur une position avancée, où il commandait un char T-34.

« J'étais à Lebouirate depuis trois ans, nous a-t-il raconté. Nous avons vu soudain s'allumer des dizaines de phares dans le lointain, et les Land-Rover du Polisario sont arrivées sur nous à toute vitesse, faisant feu de toutes leurs armes automatiques et lançant des roquettes. Le bruit était infernal. C'était terrifiant. Nous n'avons pu tirer que deux coups de canon. De toute façon, pour tourner la tourelle, il fallait que l'un des hommes d'équipage sorte et la pousse à la main. Il était impossible dans ces conditions d'ajuster le tir. Les « Land » ont lâché leurs hommes à proximité de la position et celle-ci a été prise. J'ai dû la vie sauve au fait que je ne me suis pas senti. La plupart de ceux qui ont tenté de gagner en courant le fond de la cuvette ont été tués ».

« A combien évaluez-vous les effectifs qui ont pris Lebouirate ? » — Je ne sais pas précisément. Sans doute cent cinquante à deux cents véhicules et quelque mille deux cents hommes ».

D. J.

### République Sud-Africaine

#### PRETORIA RECONNAÎT LE DROIT SYNDICAL AUX NOIRS

(De notre correspondant)

Johannesburg. — Tous les Noirs sud-africains, y compris les « citoyens » des Bantoustans indépendants (Transvaal, Soutpansberg, Venda) et les Noirs réconciliés, ont vu reconnaître leurs droits syndicaux. Parant devant un congrès d'industriels, le ministre du travail, M. Fanie Botha, a annoncé, le mardi 25 septembre, qu'il venait de rédiger un décret allant dans ce sens, et que celui-ci serait publié au Journal officiel de vendredi.

Il y a à peine quatre mois, le gouvernement avait fait passer devant le Parlement une nouvelle législation étendant les droits syndicaux aux Africains, mais excluant les ressortissants des Bantoustans indépendants, les Africains vivant dans les autres Bantoustans mais travaillant en zone dite « blanche » et les étrangers, soit plusieurs millions de personnes. Désormais seuls les étrangers noirs n'auront pas de droits syndicaux reconnus.

Tandis que les syndicats blancs conservateurs rongent leur frein et crient à la trahison — « la nouvelle législation est la plus grande trahison commise à l'égard des travailleurs blancs », a par exemple déclaré le dirigeant des mineurs blancs, M. Arrie Paulus. La plupart des Noirs se réjouissent de cette nouvelle décision du gouvernement. « C'est un merveilleux pas en avant », affirme le docteur Nkomo Molane, président du comité des dix de Soweto, un mouvement anti-apartheid.

« C'est incroyable », s'est exclamé M. J. M. M. M., syndicaliste noir de longue date, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du textile et vice-président de la confédération multiraciale U.T.U. La mesure en effet inattendue, et coïncide avec l'interdiction de l'ordre de bannissement (deux ans avant la date prévue) de trois Blancs étroitement associés au développement des syndicats noirs. Erik et Kathrine Tsakka, et Louis Doves Dekker. Ce dernier était jusqu'à son bannissement, en 1976, directeur de l'Urban Training Project, un institut de formation et d'aide à plusieurs syndicats noirs. Johannesburg. Certains voudraient voir la nouvelle mesure de tolérance de la part du gouvernement sud-africain en matière syndicale. Dix-sept syndicats blancs et noirs demeurent toutefois bannis.

De nombreux syndicalistes hésitent cependant à crier trop vite victoire. Mme Emma Mashinini, secrétaire du syndicat des travailleurs noirs du commerce, fait remarquer qu'il s'agit d'un décret et non d'une loi.

M. Alex Brink, secrétaire général de la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), groupant cinquante mille travailleurs africains et métis principalement, souligne également ce fait et rappelle trois autres points essentiels que la législation entrant en vigueur lundi prochain : l'interdiction des syndicats multiraciaux, les conditions nombreuses et strictes exigées pour la reconnaissance d'un syndicat, et « les pouvoirs largement discrétionnaires accordés aux responsables chargés d'enregistrer ou de retirer les enregistrements de syndicats ». Il estime que le gouvernement cherche avant tout à renforcer son contrôle sur le mouvement syndical, et s'exclut pas que la FOSATU boycotte le nouveau système et demeure indépendante.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## ASIE

### Cambodge

#### L'UNICEF et la Croix-Rouge ont fait parvenir de l'aide dans les zones contrôlées par les Khmers rouges

De notre envoyé spécial

Bangkok. — Il est bien moins facile d'envoyer une aide par avion à Phnom-Penh que de venir en aide aux populations encore sous contrôle du régime Pol Pot. L'UNICEF et la Croix-Rouge viennent d'en faire l'expérience. C'est à dos d'éléphant et accompagnés de porteurs que trois représentants de ces organisations humanitaires ont franchi la frontière khmère le 17 septembre, au nord-est du Cambodge, sans doute au sud d'Aranya-Prathet, à 300 kilomètres à l'est de Bangkok.

Au cours de leur séjour de deux jours, ils ont distribué environ une demi-tonne de vivres — essentiellement des rations d'aliments pour enfants — et 300 kilos de médicaments (pâtes antimalaria, vitamines). Cette opération qui avait vraisemblablement pour objet, avec le consentement de Bangkok, de montrer que l'aide humanitaire est accordée sans distinction aux deux camps, a été précédée de contacts entre les représentants du régime khmer rouge à New-York ou à Genève, l'UNICEF et la Croix-Rouge. C'est d'ailleurs le ministre khmer rouge de la santé, M. Tholoun Tholoun, et le directeur adjoint de la Croix-Rouge locale qui ont accueilli cette aide. Etant donné le secret qui entoure tous les contacts avec les Khmers rouges, il est difficile de savoir s'il y a eu des négociations à Bangkok et quand auront lieu les prochains envois d'aide.

L'UNICEF, pour sa part, se prépare à l'arrivée d'un éventuel flot de réfugiés cambodgiens et envisage d'installer le long de la frontière khmère-thaïlandaise une quinzaine d'entrepôts. En dehors des denrées de première nécessité, ceux-ci renfermeront aussi des médicaments et des bâches en plastique.

La situation de la population civile dans les zones visitées par cette mission, et où il n'y avait, semble-t-il, que peu de militaires,

est déplorable : les deux tiers des personnes sont atteintes de malnutrition, et certaines d'entre elles doivent rester alitées ; 80 % des gens sont gravement sous-alimentés. Seuls quelques enfants étaient en condition satisfaisante, les autres présentant les graves symptômes causés par la faim. Beaucoup de ces malheureux sont dans un tel état de faiblesse qu'ils risquent de ne pas passer l'hiver, tandis que la moitié des enfants meurent avant l'âge d'un an.

Ces réfugiés en puissance ont trouvé asile dans la forêt profonde, à laquelle ils ne sont guère habitués, venant des plaines et de la ville. En dépit de leurs efforts pour trouver de la nourriture sur place, ils ne survivent guère longtemps sans aide extérieure. Mais ils maintiennent un minimum d'organisation, nous a-t-on dit, continuant de creuser des latrines et de faire bouillir l'eau avant de la boire. Il semble malheureusement probable que les prochaines équipes qui se rendront dans n'importe quel secteur du Cambodge feront des découvertes aussi catastrophiques.

La délégation de quakers américains, qui est arrivée récemment à Bangkok après une visite dans les trois pays indochinois, a elle aussi décrit la situation tragique dont elle a été témoin à Phnom-Penh et dans des secteurs contrôlés par le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin. Plus de cent mille personnes démunies de tout campent à l'est de la capitale, attendant d'être autorisées à franchir les barrières qui coupent la route. De nombreux autres Khmers attendent aussi aux abords de la ville. Très discrets sur la présence militaire vietnamienne — « les soldats vietnamiens que nous avons vus semblaient se livrer à des tâches de reconstruction », ils ont surtout insisté sur la nécessité de fournir d'urgence une aide à ce pays dévasté de tout.

PATRICE DE BEER.

#### SELON LE PRÉSIDENT DU C.I.C.R.

#### Des milliers de Cambodgiens meurent chaque jour faute de soins et de nourriture

De notre correspondant

Genève. — On confirmait, lundi 24 septembre à Genève, qu'à la suite de longs pourparlers, les Khmers rouges ont enfin autorisé le C.I.C.R. et l'UNICEF à porter secours aux quelques soixante mille personnes se trouvant sous leur contrôle le long de la frontière thaïlandaise. Selon l'accord conclu, les deux organismes humanitaires pourront dépêcher des délégués sur place et distribuer chaque jour à des Cambodgiens de cette zone, durant un mois, 500 grammes de riz, 70 grammes de poisson séché, 30 grammes d'huile, des produits sanitaires ainsi que du lait en poudre pour les enfants.

D'autre part, M. Alexandre Hay, président du C.I.C.R., a fait paraître dans le Journal de Genève du 25 septembre un long télégramme dans lequel il déclare sans ambages que, faute d'une aide indispensable et urgente, le peuple cambodgien risque de disparaître. Les quelques centaines de tonnes de secours qui ont pu

être distribués, bien qu'ils aient contribué à sauver des vies humaines, ne sont, par rapport à l'étendue des besoins, qu'une goutte d'eau dans l'océan », estime M. Hay qui poursuit : « Il n'existe, en effet, aucune commune mesure entre ce qui a pu être fait jusqu'à maintenant et l'étendue des besoins ». M. Hay rappelle que le C.I.C.R. et l'UNICEF sont en mesure, depuis des semaines déjà, de lancer immédiatement et sur une grande échelle l'opération de secours qui réclament l'urgence et l'ampleur de la situation. Une telle entreprise est réalisable malgré toutes les difficultés d'ordre logistique qu'elle présente, notamment des moyens de transport et de communication, pratiquement inexistantes dans le pays.

Mais le président du C.I.C.R. conclut : « Il n'appartient pas au C.I.C.R. de se mêler des affaires intérieures du Cambodge ni de se laisser influencer par les groupes de pression qui tentent de changer le cours des choses dans ce pays. Mais les autorités, tant à Phnom-Penh que dans le maquis, doivent savoir que la survie de leur peuple dépend aujourd'hui de leur volonté d'accepter ou de refuser l'offre d'assistance massive que leur propose la communauté internationale. Chaque jour qui passe, des milliers d'enfants, de malades, d'adultes, meurent au Cambodge faute de soins et de nourriture. L'histoire jugera ».

ISABELLE VICHNIAC.

### El Salvador

DE NOUVEAU ARMÉS  
LE MOUVEMENT POPULAIRE  
DANS LE CENTRE

M. DOMESTICO  
TENDRE À  
DECOUVRIR  
L'ENEMY

### A TRAVERS LE MONDE

#### Ghana

Le Ghana a été le théâtre d'une série d'attentats contre des touristes étrangers. Les autorités ghanaises ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des visiteurs. Les attentats ont eu lieu dans des zones touristiques populaires, notamment à Accra et à Kumasi. Les responsables ont déclaré que les auteurs des attentats étaient des membres de groupes armés locaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables et prévenir de nouvelles attaques.

#### Soudan

Le Soudan a été le théâtre d'une série d'attentats contre des touristes étrangers. Les autorités soudanaises ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des visiteurs. Les attentats ont eu lieu dans des zones touristiques populaires, notamment à Khartoum et à Jeddah. Les responsables ont déclaré que les auteurs des attentats étaient des membres de groupes armés locaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables et prévenir de nouvelles attaques.

#### Nicaragua

Le Nicaragua a été le théâtre d'une série d'attentats contre des touristes étrangers. Les autorités nicaraguayennes ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des visiteurs. Les attentats ont eu lieu dans des zones touristiques populaires, notamment à Managua et à León. Les responsables ont déclaré que les auteurs des attentats étaient des membres de groupes armés locaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables et prévenir de nouvelles attaques.

#### Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie a été le théâtre d'une série d'attentats contre des touristes étrangers. Les autorités tchécoslovaques ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des visiteurs. Les attentats ont eu lieu dans des zones touristiques populaires, notamment à Prague et à Brno. Les responsables ont déclaré que les auteurs des attentats étaient des membres de groupes armés locaux. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les responsables et prévenir de nouvelles attaques.

#### MARCHE

chemises en liban

### Etudes en SUISSE

**BACCALAURÉAT FRANÇAIS**

(Séries A, B, C, D) - Nouvelles classes : dès le 15 octobre 1979

INTERNAT pour jeunes gens dès 14 ans. Atmosphère familiale. Chambres confortables. Situation exceptionnelle dans un cadre de verdure. Contrôle régulier du travail des élèves.

**ÉCOLE LEMANIA - CH 1001 LAUSANNE**

Chemin de Prévilly, 3 - Tél. 19-41/21/20 15 01 - Télex 26600 EL CH

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

## MEDECINE

ET PHARMACIE

5 centres : quartier latin - Neuilly - Nation - Créteil - Orsay

57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.54, 745.05.19

Groupe de professeurs

**CEPES**

150 ans!

AUX TROIS QUARTIERS

# Prix exceptionnels

du 28 septembre au 10 octobre

## AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

chemises en liban

## AMÉRIQUES

## El Salvador

DES GROUPES ARMÉS  
ATTAQUENT  
DES BATIMENTS PUBLICS  
DANS LA CAPITALE

San-Salvador (A.P.). — Des groupes armés, appartenant à des organisations de gauche, ont jeté des bombes et ouvert le feu, mardi 24 septembre, dans la capitale, contre le Palais national, provoquant un mouvement de panique dans la population.

Selon les autorités, les assaillants ont lancé des bombes de fabrication artisanale sur les militaires de garde devant le palais qui abrite plusieurs ministères. Les troupes ont immédiatement quadrillé le secteur.

Selon la Croix-Rouge salvadorienne, la fusillade et les explosions ont causé la mort de sept personnes.

● M. Morales Bermudez, fils du président de la République du Pérou et membre du parti apriste, a rencontré M. François Mitterrand le mardi 25 septembre au siège du P.S. à Paris. Il devait s'entretenir ce mercredi 26 avec M. Michel Rocard avant de repartir pour Lima. M. Morales Bermudez s'est déjà rendu en Espagne et en République fédérale d'Allemagne, où il a rencontré les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates. Le but du voyage de M. Morales Bermudez est de préparer l'adhésion du parti apriste péruvien (dont le fondateur, Victor Raúl Haya de la Torre, vient de mourir) à l'Internationale socialiste. Le congrès du parti apriste, qui doit désigner le successeur de Haya de la Torre, est fixé au 12 octobre.

## Argentine

## M. TIMMERMAN, ANCIEN DIRECTEUR DE « LA OPINION », EST DÉCHU DE SA NATIONALITÉ ET EXPLUSÉ.

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter, A.P.). — M. Jacobo Timmerman, directeur et fondateur du journal *La Opinión*, qui avait été arrêté en avril 1977 et maintenu en résidence surveillée à son domicile depuis 1978, a été expulsé de son pays, le mardi 25 septembre, après avoir été déchu de sa nationalité argentine.

M. Timmerman, l'un des meilleurs journalistes argentins, avait en 1977 été accusé de complicité avec le banquier Daniel Graiver, soupçonné par les autorités d'avoir financé le mouvement péroniste d'extrême gauche des Montoneros. Daniel Graiver est mort dans un accident d'avion au Mexique. Aucune preuve n'a jamais pu être apportée par aucun tribunal, civil ou militaire, contre M. Timmerman. Sa « libération » et son expulsion illustrent le souci du gouvernement argentin de faire des « gestes » après la visite à Buenos-Aires de la commission des droits de l'homme de l'Organisation des États américains.

M. Timmerman est né à New York, à la communauté juive d'Argentine. Il avait fondé, dans les années 70, le journal *La Opinión*, dont la qualité avait été rapidement reconnue. Accusé par la gauche d'être « agent du système international », M. Timmerman était dénoncé par les militaires d'extrême droite, un « agent du système international ». A deux reprises, la Cour suprême avait déclaré que son emploiement et sa garde à vue n'avaient pas de base légale. Le gouvernement Vidal avait refusé de lui octroyer la liberté. Il a finalement choisi une solution qui est une échappatoire.

## États-Unis

## La campagne présidentielle

M. YOUNG REFUSE  
POUR L'INSTANT DE CHOISIR  
ENTRE LES CANDIDATS  
DÉMOCRATES

Washington (A.F.P.). — M. Young, qui a quitté dimanche 23 septembre son poste de représentant américain aux Nations unies, s'est refusé samedi, à Washington, à prendre position en faveur de M. Carter ou de M. Kennedy pour les élections primaires du parti démocrate.

M. Young, connu pour ses déclarations fracassantes, et qui a été contraint d'abandonner son poste aux Nations unies à la suite d'une rencontre avec le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, a fait preuve cette fois de prudence. Interrogé au terme d'une rencontre avec M. Carter, au cours de laquelle il a fait part à ce dernier des résultats de sa mission en Afrique, il a indiqué « qu'il ne voulait pas répondre à cette question », qualifiée de « prématurée ».

M. Young a refusé de répondre aux questions concernant un éventuel changement de politique des États-Unis à l'égard de l'O.L.P. et n'a pas voulu commenté la tournée au Proche-Orient d'une mission de responsables d'organisations de défense des droits civiques des Noirs américains.

Samedi soir, M. Young était l'invité d'honneur d'un banquet donné à Washington par le comité des sénateurs noirs, au cours duquel il s'est vu décerner une distinction pour ses initiatives en faveur de la paix.

L'invitation lancée à M. Young pourrait avoir été décidée par les sénateurs noirs pour se démarquer de M. Carter, qui avait été l'orateur aux réunions annuelles de ce groupe ces deux dernières années.

## PROCHE-ORIENT

## Israël

## M. Begin refuse de recevoir une délégation de la communauté noire américaine

De notre correspondant

Exprimant l'espoir que M. Begin reviendrait finalement sur sa décision de ne pas le recevoir, le dirigeant noir a vivement rejeté ces accusations d'antisémitisme et a déclaré à son arrivée à Tel-Aviv, il est temps que l'O.L.P. et Israël se reconnaissent mutuellement. Il a déclaré que, à son avis, l'organisation palestinienne admettait déjà l'existence d'Israël mais refusait seulement de le déclarer pour l'instant. Puis il a mis en garde les Israéliens en soulignant que le soutien automatique des États-Unis ne serait bientôt plus une chose acquise comme par le passé.

## Une décision mal accueillie

C'est le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, actuellement aux États-Unis, qui est intervenu personnellement auprès de M. Begin pour l'inciter à continuer d'ignorer la visite des dirigeants noirs américains. « Nous ne jugeons pas utile, a-t-il déclaré à Washington, que des tiers, aussi bien en Europe que parmi la communauté noire américaine, tentent une médiation entre nous et les Arabes. »

L'attitude de M. Begin et Dayan a provoqué de très vives critiques de la part de l'opposition, et, dans les rangs de la majorité comme au sein du gouvernement, on a qualifié souvent d'« incompréhensible » pour marquer son désaccord, le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, a décidé de recevoir officiellement le Révérend Jackson. Le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, a pris la même décision. Il a déclaré : « Si M. Dayan s'est permis de reconnaître le Révérend Jackson, le Dr Hamrah-Natche, membre du conseil national palestinien, je ne vois pas pourquoi je me refuserais le droit de ren-

contrer M. Jackson, d'autant que cette rencontre contribuera à recoller les morceaux dans les relations entre les Communautés juive et noire aux États-Unis. »

La plupart des commentateurs de la presse israélienne soulignent que l'intransigeance de M. Dayan et Begin place une nouvelle fois Jérusalem dans un très mauvais cas. Les éditeurs sont presque unanimes : le gouvernement hypothèque un peu plus le rare crédit dont il dispose encore à l'étranger ; il fait le jeu de l'O.L.P., dont les derniers succès diplomatiques vont se trouver confirmés, et, enfin, va ranimer entre les communautés juive et juive les profondes divergences apparues le mois dernier après la démission de M. Andrew Young, ambassadeur américain aux Nations unies, à qui l'on reprochait d'avoir rencontré le délégué de l'O.L.P.

FRANÇOIS CORNU.

M. DENG XIAOPING  
ESTIME QUE LES ÉTATS-UNIS  
DEVRAIENT MODIFIER  
LEUR POLITIQUE ENVERS ISRAËL

Pékin (A.P.). — Le vice-premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, a déclaré, mardi 25 septembre, à l'ancien premier ministre canadien, M. Trudeau, que la meilleure façon de résoudre les problèmes du Proche-Orient serait une modification de la politique américaine envers Israël, dans un sens plus favorable aux Arabes. « La Chine n'a jamais contesté le droit d'existence d'Israël », a ajouté M. Deng, et elle ne suggère pas que les États-Unis abandonnent Israël », a-t-il ajouté. M. Deng n'avait pas parlé d'État palestinien mais seulement d'une entité palestinienne.

## A TRAVERS LE MONDE

## Ghana

● M. HILLA LIMANN, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE auquel les militaires ont remis le pouvoir, lundi 24 septembre, (le Monde du 25 septembre), a donné un discours radio-télévisé, qualifié mardi la situation économique du pays de « dangereusement proche de la banqueroute » et affirmé sa volonté de « combattre la corruption ». — (A.F.P.)

## Irlande du Nord

● SEPT PERSONNES, dont plusieurs policiers, ont été blessées, mardi 25 septembre, à Lisburn, dans le comté d'Antrim (nord-est de l'Irlande), par l'explosion de deux bombes. Ces explosions avaient été précédées d'un avertissement sur le dépôt de dix bombes dans le centre de la ville. — (A.F.P.)

## Nicaragua

● LE NICARAGUA a adhéré, mardi 24 septembre, à Washington, à la Convention américaine des droits de l'homme. L'adhésion a été officiellement ratifiée par le commandant Daniel Ortega, membre de la junte sandiniste de gouvernement, au cours d'une cérémonie solennelle au siège de l'Organisation des États américains (O.E.A.). Le commandant Ortega, ainsi que deux autres membres de la junte, MM. Sergio Ramirez et Alfonso Robelo, effectuent depuis dimanche une visite aux États-Unis, et doivent assister, à New-York, à l'Assemblée générale des Nations unies. — (A.F.P.)

## Pologne

● UN MEMBRE POLONAIS D'AMNESTY INTERNATIONAL, M. Adam Wojciechowski, a été condamné à deux mois de prison par la cour des magistrats délégués, indique le Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen en Pologne (ROPCIO). Ce mouvement affirme que M. Wojciechowski a été arrêté le 15 septembre. On n'avait pas de nouvelles de lui depuis. Il aurait été condamné deux jours plus tard sans avoir pu se prévaloir des droits de la défense. — (A.F.P.)

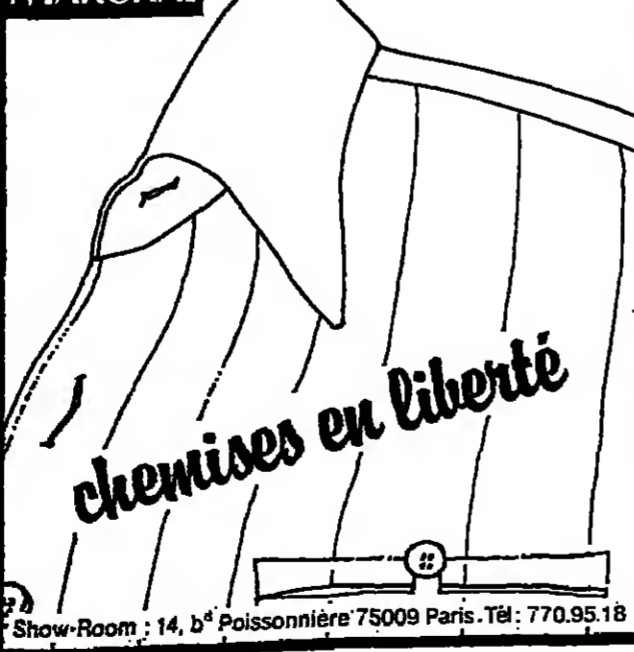
## Soudan

● LES MÉDECINS DES HOPITAUX D'ÉTAT ont déclenché, le lundi 24 septembre, une grève générale illimitée, à l'échelle nationale, en signe de protestation contre la décision des autorités de Khartoum d'expulser quarante de leurs collègues, vraisemblablement pour leurs opinions communistes. Le syndicat des médecins a indiqué qu'il sera mis fin à la grève lorsque les médecins expulsés auront réintégré leurs fonctions. — (A.F.P.)

## Tchécoslovaquie

● GUSTAVE BARES, ancien dirigeant du parti communiste tchécoslovaque qui fut secrétaire général adjoint du parti sous Rudolf Slansky, est mort la semaine dernière, à l'âge de soixante-huit ans, après une longue maladie. Il avait joué un rôle important dans les purges staliniennes des années cinquante, qui entraînaient l'exécution de Slansky. — (Reuter.)

## MARCHAL



Show-Room : 14, b° Poissonnière 75009 Paris. Tél. : 770.95.18

## Pour une vie entière d'enrichissements et de savoir, découvrez Gratuitement L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

L'Encyclopædia Universalis a réuni pour vous, en 20 grands volumes de plus de 1000 pages chacun, tout le savoir humain. Que d'enrichissements pour votre vie entière ! Elle est la plus grande encyclopédie française et la plus complète, mais, surtout, sa conception est unique en France :

- Dans L'Encyclopædia Universalis, en effet, ce ne sont pas des vulgarisateurs qui répondent à vos questions, mais des savants. Parmi ces 3.800 spécialistes internationaux, vous trouverez des Prix Nobel, des membres de l'Institut, des académiciens, des professeurs, des médecins, des historiens, des chercheurs... Quelle exactitude dans l'information scientifique !
- Ces savants ne sont jamais de froids érudits, mais des hommes de passion. Parce qu'ils dominent totalement leur sujet, ils vous parlent en termes simples, clairs, accessibles pour tous.
- C'est pourquoi L'Encyclopædia Universalis fait moins appel à votre mémoire qu'à votre curiosité, votre réflexion, votre intelligence. Pas d'exposés abstraits, mais une recherche personnelle ! Pas de belles images mille fois vues, mais une foule de graphiques, de dessins, de schémas qui expliquent !
- En un mot, L'Encyclopædia Universalis n'est pas un digne monument que vous poserez une fois pour toutes dans votre bibliothèque, mais un ouvrage moderne et vivant que vous prendrez plaisir à lire des milliers de fois.
- Constatez-le en demandant tout de suite votre documentation complète avec notamment une brochure de 32 pages illustrées en couleurs — gratuitement et sans aucun engagement. Il vous suffit de poster le bon ci-dessous ou d'appeler le 320.02.31 (répondant automatique 24 h sur 24).

Le Club Français du Livre,  
7, rue Armand-Moisant,  
75754 PARIS Cedex 15.  
"Nous pensons que L'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne."

Le Monde

## L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

### Bon pour une documentation Gratuite

Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans aucun engagement, une documentation complète sur L'Encyclopædia Universalis et sur vos avantages conditions de crédit. Il est entendu qu'aucun courrier ne viendra me voir.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
(Offre valable uniquement pour la France métropolitaine)

Décompez ce bon et renvoyez-le dès aujourd'hui au  
Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.

## EUROPE

### Union soviétique

#### LES CONVERSATIONS SINO-SOVIÉTIQUES

### La Chine veut que l'affaire vietnamienne soit discutée à Moscou

Avant que les négociations entre l'U.R.S.S. et la Chine ne commencent vraiment, le chef de la délégation chinoise, M. Wang Youping, vice-ministre des affaires étrangères, a rendu, le mardi 25 septembre, une « visite de courtoisie » à son collègue soviétique, M. Il'yitchou. Cette rencontre, annoncée par les Chinois, n'a pas été rendue publique par les Soviétiques.

Le climat dans lequel s'ouvrent ces négociations n'est pas très favorable. Même s'il n'a pas directement nommé, M. Gromyko n'a pas été tendre pour la Chine dans son discours aux Nations unies, et n'a même pas cru bon de faire une allusion à l'ouverture des conversations.

Sans doute le chef de la délégation chinoise avait-il fait dimanche, à son arrivée à Moscou, des déclarations jugées dans l'ensemble assez aimables le Monde du 25 septembre. Mais, dans une longue dépêche datée de Pékin, Tass reproche aux dirigeants chinois leur « duplicité ». « On peut précisément constater, écrit-elle, que les interventions

de la propagande chinoise à propos de l'Union soviétique ne correspondent nullement aux déclarations que les personnalités officielles chinoises font à l'occasion de la prochaine ouverture des pourparlers de Moscou. Les paroles doivent s'accorder avec les actes. » Pour Tass, tout dépendra donc de l'attitude qu'adoptera la délégation chinoise.

Il est certes logique que le ton se durcisse et que chaque camp veuille affirmer ses positions extrêmes au début d'une négociation, mais cette nouvelle mise en cause de l'attitude chinoise donne l'impression, nous indique notre correspondant à Moscou Daniel Vernet, que les Soviétiques ne veulent pas laisser aux dirigeants de Pékin l'avantage de pouvoir se présenter comme les promoteurs des conversations. De leur côté, les Chinois entendent que la politique vietnamienne soit discutée. Quant à M. Deng Xiaoping, il a déclaré à M. Trudeau — en visite privée à Pékin — que « les entretiens peuvent se poursuivre longtemps, sans faire beaucoup de progrès ».

#### De notre correspondant

soviétiques stationnées sur ses frontières — dont elle a toutefois renoncé à faire un préalable aux pourparlers, — mais elle insiste surtout sur l'affaire vietnamienne. Chine nouvelle reproche aux Soviétiques d'exiger qu'aucun sujet concernant un pays tiers ne soit abordé — la formule « pays tiers » désignant naturellement le pays utilisé par l'Union soviétique pour menacer la Chine, — on ne saurait être plus net.

La bataille de l'ordre du jour de la négociation est engagée, et c'est de la manière dont elle va se livrer que l'on pourra juger des intentions profondes de chaque partie. Pour bien mesurer ce qui est en jeu, il faut se souvenir que la grande alliance Chine-U.R.S.S. a commencé à se désagréger il y a vingt ans, que les deux superpuissances se sont affrontées il y a dix ans sur l'Ouest, qu'une tension permanente règne à la frontière des deux pays depuis cette époque, et que, de part et d'autre, une hostilité qui plonge ses racines très loin dans l'histoire et qu'une propagande inlassable a poussée aux limites du racisme a rendu presque impossible le rétablissement d'un dialogue.

Les diplomates chinois et soviétiques ont montré dans le passé qu'ils étaient habiles en matière d'artifices, que pour l'un et l'autre « parler » ne signifiait pas nécessairement « dialoguer », les prétendues négociations sino-vietnamiennes, qui entraînent depuis des mois, offrent un exemple de ce qui peut arriver entre Moscou et Pékin si le désir d'aboutir n'est pas partagé. Quel que soit l'état d'esprit de chacun des deux chefs de délégation, la négociation qui s'engage est l'une des plus délicates de notre temps. Chinois et Soviétiques entendant d'abord des conversations qui font partie d'un jeu entre grandes puissances — pour ne raisonner qu'à court terme, — quelle influence peut avoir sur ces pourparlers la solution qui sera donnée au problème de la présence des troupes soviétiques à Cuba ou l'octroi à la Chine — avant l'U.R.S.S. — du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée dans ses relations commerciales avec les « Etats-Unis » ?

On ne saurait être assuré d'autre part que, tant à Moscou qu'à Pékin, une unanimité de vues totale règne à l'intérieur de chacune des deux directions sur l'issue souhaitée de la négociation.

ALAIN JACOB.

### R.D.A.

#### LES AUTORITÉS DÉCRETENT UNE AMNISTIE A L'OCCASION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE L'ÉTAT.

Berlin-Est (Reuter). — Les autorités de la République démocratique allemande ont décidé une amnistie à l'occasion de la célébration du trentième anniversaire de l'Etat, le 7 octobre, a annoncé, mardi 26 septembre, l'agence officielle A.D.N.

Les prisonniers seront libérés entre le 10 octobre et le 14 décembre. Les criminels de guerre nazis, les assassins, les criminels dangereux, les délinquants qui purgent des peines pour espionnage ou ont été condamnés en vertu d'accords internationaux et les récidivistes ne bénéficieront pas de l'amnistie.

Aucune indication n'a été donnée jusqu'ici sur le nombre de personnes qui seront concernées par ces mesures. L'amnistie s'appliquera aux personnes condamnées avant le 7 octobre. Les condamnations à vie seront réduites à quinze ans.

Une famille de trois personnes a réussi à s'échapper de R.D.A. par la Baltique, à bord d'un canot pneumatique, et à trouver refuge en Allemagne fédérale, a-t-on appris mardi 25 septembre à Lubeck. En revanche, le même jour à Berlin, un Allemand de l'Est a vainement tenté de franchir le mur édifié par les autorités de la R.D.A. en s'accrochant sous un autocar transportant des touristes et qui devait regagner l'Ouest. — (A.F.P., Reuter.)

#### VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

**D.E.C.S.**

autres préparations :  
— BTS Comptabilité  
— Capacité en Droit  
L'ÉCOLE CHEZ SOI  
enseignement privé à distance  
1, rue Thénard  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél : 329.21.99

### Espagne

Ancien ministre, député et porte-parole de l'ETA militaire

### M. Monzon affirme que l'indépendance du Pays basque est inéluctable

Madrid (A.F.P.). — M. Telesforo Monzon, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement basque de 1932 et actuel député de la coalition indépendantiste Herri Batasuna, a déclaré mardi 26 septembre à Madrid que « la guerre des indépendantistes basques continuera après le référendum si le droit à l'autodétermination du peuple basque n'est pas reconnu ». M. Monzon a affirmé qu'il ne pourrait y avoir de solution au Pays basque « sans passer par l'ETA militaire ou Herri Batasuna ». « Il est temps que cette guerre finisse, et aujourd'hui elle peut se terminer au bénéfice des deux parties. L'ETA militaire a pris l'engagement de déposer les armes si le gouvernement espagnol accorde l'amnistie totale, retire ses forces d'occupation et reconnaît l'unité du Pays basque et son droit à l'autodétermination ».

Evocant le référendum du 25 octobre sur le statut d'autonomie, le porte-parole de Herri Batasuna et de l'ETA militaire a précisé : « Les gouvernements oppresseurs arrivent toujours en retard à la gare, ils arrivent avec la valise de l'autonomie quand le train de l'indépendance est déjà parti. L'indépendance de l'Euzkadi (Pays basque) ne peut plus être déniée ».

M. Monzon a rappelé que l'ETA militaire faisait partie de la coalition Herri Batasuna, qui a obtenu trois sièges de député et un de sénateur aux élections législatives. Le député, qui se prononçait sur les attentats commis contre des officiers espagnols, a souligné : « Tant que la souveraineté du peuple basque ne sera pas reconnue, je ne cesserai jamais en public une action de l'ETA militaire (...). Même si le statut est approuvé, nous resterons à la garde du Pays basque. Nous sommes prêts à faire appel à d'autres forces de type international ».

Interrogé sur le malaise au sein des forces armées à la suite des attentats, il a répondu : « Nous avons vécu un demi-siècle sous l'occupation militaire. L'armée espagnole a eu en main tous les pouvoirs. Une réaction militaire ne ferait que renforcer le patriotisme basque. Mais dire que l'ETA militaire recherche une telle réaction est une pure calomnie ».

Une cérémonie en hommage aux républicains espagnols morts en exil aura lieu, le 30 septembre, à 11 heures du matin, au cimetière parisien du Père-Lachaise. Organisée par la section française du Tribunal international contre les crimes du franquisme à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort des derniers fusillés du franquisme, cette manifestation doit réunir de nombreuses personnalités. La liste des adhésions à cet hommage comprend notamment : M.M. Daniel Mayer, Vercors, J.-P. Chabrol, Michel Piccoli, Jean-Pierre Cot, Jean-Marie Domenach, David Rousset et Mme Delphine Seyrig.

Les militants de l'ETA politico-militaire emprisonnés dans divers établissements du Pays basque et à Gorta (Castille) entament une grève de la faim à partir de ce mercredi 26 septembre, ont annoncé leurs avocats. Ils réclament l'amnistie et demandent au peuple basque qu'il se prononce massivement pour le « oui » lors du référendum sur le statut d'autonomie du Pays basque, le 25 octobre prochain.

### Pays-Bas

#### LE PSYCHIATRE QUI A EXAMINÉ M. MENTEN CONTESTE LE BIEN-FONDÉ DE LA SUSPENSION DU PROCÈS POUR « DÉMENCE ».

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — M. Pieter Menten, accusé de crimes de guerre et dont le procès a été suspendu lundi 24 septembre sur ordre du tribunal de Rotterdam parce qu'il serait dément (le Monde du 26 septembre), est tout à fait capable de comparaître devant le juge. Telle est la conclusion du psychiatre, M. Beyer, un des trois membres du comité médical qui a examiné M. Menten. M. Beyer est d'accord avec ses collègues neurologues pour dire que l'accusé n'est pas en très bonne condition mentale, en raison de son artériosclérose ; mais il s'est déclaré très étonné par la décision du tribunal, qu'il juge disproportionnée par rapport aux conclusions des experts médicaux.

Aux Pays-Bas, les organisations d'anciens résistants et d'anciens victimes des nazis ont vivement protesté contre la suspension du procès, dans un télégramme envoyé au ministre de la Justice, M. Ruiter. Le journaliste israélien qui avait porté l'affaire au grand jour n'a accusé ni M. Menten de crimes de guerre, ni sa maladie ne pouvait être considérée comme des justifications de la suspension du procès. M. Ruiter a cité en exemple le cas du maréchal Pétain, dont l'âge n'empêcha pas le procès, et celui de Rudolf Hess, toujours détenu à Berlin.

La décision du tribunal de Rotterdam devra encore être soumise à la Cour suprême, étant donné que le procureur de la reine s'est pourvu en cassation. — M. B.

### Albanie

#### M. HYSNI KAPO EST MORT

Tirana (A.F.P.). — M. Hysni Kapo, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti du travail d'Albanie, est décédé dimanche « des suites d'une grave maladie », a annoncé mardi l'agence albanaise ATA. M. Kapo avait été hospitalisé à Paris durant l'été (le Monde du 10 août).

M. Hysni Kapo, né en 1913, fut d'abord infirmier dans un hôpital psychiatrique. Il adhéra au parti communiste, et sa formation, en 1941, se bâtit avec les partisans et finit la guerre avec le grade de colonel. Il fut, jusqu'en 1958, secrétaire général du Front national. Il fut nommé membre du comité central du P.C. en 1943, et entra au bureau politique en 1946. En 1959, il fut nommé secrétaire. Il était un des plus proches collaborateurs de M. Enver Hoxha, et avait mené notamment des négociations délicates avec des Soviétiques au début des années 60.

Avant de se consacrer au travail dans le parti, M. Kapo avait occupé divers postes dans l'administration d'Etat : ambassadeur en Yougoslavie (1945-1947), vice-ministre des affaires étrangères (1947-1949), directeur politique de l'armée avec le grade de général (1949-1950), ministre de l'Agriculture (1950-1951), et aussi vice-président du conseil des ministres (1951-1956).

Des étudiants vont pour la première fois depuis l'avènement de la République populaire, suivre des cours en Occident, a-t-on appris, mardi 25 septembre, auprès de l'ambassade albanaise à Vienne. En Autriche, six étudiants albanais seront présents lors de la prochaine rentrée universitaire. La France, l'Italie et la Suède recevront également des étudiants.

# AVEC IBERIA ALLEZ 3 FOIS PAR JOUR A MADRID.

10 H 40, 14 H 30 et 20 H 30  
Départ tous les jours d'Orly Sud.

Ces horaires vous assurent la correspondance avec toutes les autres grandes villes d'Espagne.

#### Renseignements - Réservation :

Iberia - 261.57.40 - 31, avenue Montaigne - 75008 Paris  
742.38.60 - 1, rue Scribe - 75009 Paris  
686.46.60 - Aéroport d'Orly

Et dans votre Agence de voyages habituelle.



VOS AMIS DEPUIS PLUS DE 50 ANS

### L'Echo communique aux célibataires

Vous avez 18 ans, 30 ans, 50 ans... ou plus ? Savez-vous que vous pouvez facilement rencontrer, peut-être près de chez vous, celui ou celle dont vous rêvez, grâce à une méthode moderne et très simple ?

Si votre souhait de découvrir le bonheur, dans un foyer harmonieux, ne s'est pas encore réalisé, alors, vite, écrivez à l'ECHO (1, rue Lafayette, 75009 Paris). Il suffit d'envoyer votre âge et votre adresse pour recevoir, discrètement, la brochure illustrée, « L'Avenir à Deux » : c'est gratuit, passionnant et sans aucun engagement pour vous.

L'ECHO vous permet de multiplier vos chances de rencontres, dans la ou les régions de votre choix, et de découvrir la personne qui vous convient le mieux.

### SCIENCES PO. Préparations

Octobre à Juin

• Plein-Temps  
• Parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6  
Téléphone : 633.61.23/23.63.71/63.45.57



**GAP**

WAGRAM  
25 rue GARDINET - 75017 PARIS - 267-31-00

CONCESSIONNAIRE

CHOIX EXCEPTIONNEL DE VOITURES NEUVES DISPONIBLES

0721101520

# EUROPE

## Espagne

### La France et ses ressortissants au Pays basque payent cher l'appui donné au gouvernement Suarez

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Concentrations, mobilisations, meetings, grèves de la faim, révolutions volontaires, l'agit-prop de l'ETA fait merveille sur les murs du vieux Saint-Sébastien. Tous les 10 mètres une affiche, souvent écrite à la main, informe d'une action de masse lancée par les gardes rouges locaux contre la répression en Euzkadi. Cette fois, le « gouvernement fasciste » de Madrid est presque oublié. C'est celui de Paris qui est pendu, avec les adjectifs d'usage, à la lanterne. Le touriste est averti à la porte même du bistrot où il boit son blanc sec : « Français, attention, ton gouvernement expulse les réfugiés. Ton silence équivaut à la complicité. » C'est écrit en langue d'oïl sans faute d'orthographe et le « dazibao » est illustré d'une pesante silhouette de C.R.S. criante de vérité.

Comment être Français en Gulpuzcoa ? Cela devient difficile. Des chefs d'entreprise installés ici depuis un quart de siècle avouent qu'ils rament les murs, et pourtant ils ne sont pas du genre à s'affoler. D'autres se débrouillent : tous les soirs ils franchissent la frontière et ne passent du côté espagnol que le temps de donner leurs instructions. Les consuls de Bilbao et de Saint-Sébastien ne se déplacent plus sans de volumineux agendas. Ils ont été invités à changer de domicile le plus souvent possible. Michelin, l'orgueilleuse Michelin a fait à moitié ses valises, installée depuis 1934 à Leizor, près de Saint-Sébastien, elle a transporté son siège social à Madrid et sa direction commerciale à Valladolid, autrement dit mis en lieu sûr une partie de son encadrement. L'isolement de la firme en plusieurs points de la péninsule permet de justifier, il est vrai, cette mesure de déconcentration. Ce n'est pas encore la panique mais tout de même le début de la prudence.

A Passajes, ce bateau qu'on renfloue en le gonflant d'air transportait il y a peu, sous pavillon français, cent cinquante automobiles par semaine vers l'Angleterre. Deux charges de plastique posées à la hauteur de la ligne de flottaison lui ont fait plonger du nez dans les eaux grasses du port. Le consulat de France à Saint-Sébastien vient de déménager. Il était installé dans une aile du lycée français. Plastique menaçant, sa présence rendait nerveux les parents d'élèves. Le consul a cherché à louer de nouveaux locaux. Tous les bâtiments possibles se sont dérobés. Il a fallu acheter un étage dans un immeuble et affronter après coup la peur coléreuse des copropriétaires. Les derniers indésirables sont ceux de la chambre de commerce. Les parents d'élèves ont demandé aussi leur départ.

#### L'impôt révolutionnaire

Le Crédit lyonnais a santé deux fois. Deux fois également un commando est entré la nuit chez le concessionnaire Peugeot pour placer des bombes sous ses modèles. Les hypermarchés Carrefour et Mammouth à Oyarzun ont eu chacun leur attentat, et plusieurs fausses alertes qui ont obligé chaque fois à évacuer les magasins. Après l'enlèvement de son P.D.G., retrouvé avec une balle dans la jambe, Michelin a barricadé l'entrée de son usine. Mais à la mi-septembre, un explosif a fait voler en éclats ses adductions d'eau, et un autre attendait les artificiers de la police sur la colline où ils sont montés pour fermer les vannes et empêcher l'inondation. Dans la province voisine, en Biscaye, Renault a été gratifié de six bombes.

Le reste — les grèves politiques, l'impôt révolutionnaire — prélevé par l'ETA — fait partie du lot commun à toutes les entreprises installées au Pays basque et pas seulement à la soixantaine de firmes françaises ou à capitaux français existant au Gulpuzcoa. L'ETA militaire avait promis de répondre aux mesures que Paris a prises pour entraver sa liberté de mouvement de l'autre côté de la frontière. Son offensive, en effet, ne s'est pas relâchée. Mais comme elle sait doser ses opérations, elle s'est attaquée jusqu'à présent aux biens, pas aux personnes. Les consuls ont reçu aucune menace précise. Dans le cas contraire, on peut se demander si l'actuel dispositif de

sécurité serait efficace. La police assure une protection mobile et place ses hommes à l'intérieur des locaux consulaires, mais refuse de les mettre en faction devant les résidences, où ils seraient des cibles faciles pour l'ETA.

Fusiles, dizaines de policiers sont tombés depuis le début de l'année. Installée comme un corps étranger dans la région — elle n'a pu recruter aucun Basque — c'est une police sans information, donc peu opérationnelle. Si l'information existe c'est celle qui joue en sens contraire. La population est le meilleur allié de l'ETA. Un exemple parmi d'autres : les commissariats échangent leurs véhicules d'une province à une autre pour éviter qu'on ne repère leurs plaques d'immatriculation. Mais, de leur propre aveu, ce stratagème est épuisé en quelques semaines.

L'appui donné par Paris au gouvernement Suarez est donc payé assez cher. Avant même qu'ils aient pu en mesurer les conséquences, certains Français doivent défendre la politique de l'Euzkadi — se sont interrogés sur le bien-fondé de quelques-unes des mesures prises le 30 janvier à l'égard des réfugiés basques. Ils jugent, par exemple, que ce fut une erreur de livrer à la police espagnole sept Basques soupçonnés d'appartenir à l'ETA, même si ceux-ci vivaient en France sans la protection du statut de réfugié.

Sept mois après, cette opération continue de susciter l'indignation au Pays basque espagnol, comme en témoignent les télégrammes de protestation envoyés aux représentations consulaires.

Autre erreur, selon le même point de vue : l'expulsion du territoire français de M. Juan José Itxaso, l'un des fondateurs de l'ETA. Il s'agit là d'une personnalité connue dont les liens actuels avec l'organisation clandestine ne sont pas très clairs. Il a été victime l'an dernier, dans les Pyrénées-Atlantiques, d'un attentat qui a coûté la vie à sa femme et dont le dossier n'a toujours pas été transmis au juge français chargé de l'affaire. L'arresté pris contre M. Itxaso a été inefficace puisque celui-ci conti-

#### Un terrain de combat idéal

Le problème a pris toute son acuité quand la préfecture de Pau a commencé à éloigner des neuf départements frontaliers ceux parmi les réfugiés qui paraissent indésirables. Dix-huit interdictions de séjour ont été prononcées et une centaine d'autres sont prêtes. Beaucoup de ceux qui se sentent menacés (trois cents environ) vivent désormais dans la clandestinité. Grâce aux renseignements des polices fran-

nçaises et espagnoles, les autorités préfectorales sont sans doute assurées de n'agir que contre des membres reconnus de l'ETA. Elles sont moralement renforcées dans leur position par le référendum sur l'autonomie d'Euzkadi, qui aura lieu le 25 octobre, et enlève toute justification à la poursuite de la guérilla. Mais une politique qui se fonde sur des présomptions ou sur des dossiers confidentiels offre évidemment un terrain de

combat idéal pour les adversaires. Autre élément qui complique une situation déjà passablement embrouillée : depuis l'an dernier plusieurs dirigeants de l'ETA ont été victimes d'attentats en territoire français. Pendant longtemps les commandos de tueurs ont semblé agir dans une impunité à peu près totale. Quatre personnes ont déjà été tuées, dont Argala, l'un des chefs de l'organisation clandestine, et trois autres blessées grièvement, parmi lesquelles Peixoto, autre dirigeant devenu aveugle, et Txomin, qui a repris depuis ses activités. Le dernier attentat a provoqué une réaction du Quai d'Orsay. Dans un communiqué, le ministère a indiqué que « le gouvernement français ne tolérera pas que son territoire soit utilisé pour de telles opérations ».

Pour la première fois quatre arrestations ont été opérées : quatre truands, commandités par l'ETA, par un Espagnol. Il est probable que le même schéma a été utilisé dans les précédentes opérations. De quels Espagnols s'agit-il ? On en est réduit aux suppositions. Notons seulement que certains milieux madrilenos se réfèrent souvent depuis quelque temps à la façon dont de Gaulle s'est servi de « barbouzes » pour liquider l'O.A.S.

L'agitation en faveur des réfugiés a franchi la frontière : la

façon dont elle est réprimée contribue au réveil nationaliste, que le journal *Enbata*, imprimé à Bayonne, s'efforce de susciter dans les trois anciennes provinces basques françaises. A Bayonne et à Saint-Jean-de-Lux, on parle aussi d'Euzkadi-nord et d'Euzkadi-sud, et il est devenu facile — nous en avons été témoins à Anglet — de faire salle comble en protestant contre la « violence en Euzkadi ».

Le gouvernement espagnol a donc réussi — du moins en partie — à internationaliser le problème basque. Il a toujours affirmé que la lutte contre l'ETA devait intéresser au premier chef les autorités françaises, et elles voulaient éviter que le phénomène ne se répète chez elles. Mais l'argument contraire est également avancé du côté français : un bon moyen de prévenir les troubles serait précisément de ne pas intervenir. Les mesures du 30 janvier sont venues à un moment opportun pour M. Adolfo Suarez : en pleine campagne électorale, le chef du parti centriste avait besoin de renforcer son autorité face à la guérilla. S'efforçant-elles à améliorer les relations entre les deux pays ? Dans les milieux intéressés de Madrid, on ne nourrit guère d'illusions à ce sujet.

CHARLES VANHECKE.



BRIQUETS CAMEL

LE MONDE  
chaque jour à la disposition  
des lecteurs des rubriques  
• Annonces immobilières  
• Vous y trouverez peut-être  
LA MAISON  
que vous recherchez

de l'info 520

[illegible]

## DÉFENSE

# Sur la défense de l'Europe

## II. - Objectifs et moyens

par FRANÇOIS DE ROSE (\*)

Dans un premier article (« Le Monde » du 28 septembre), M. François de Rose a présenté les conditions nouvelles de la défense de l'Europe.

Les Etats-Unis abandonnent la notion de « représailles massives » au profit de la « riposte graduée » en cas d'agression contre leurs alliés et, surtout, la possession par l'U.R.S.S. d'armes nucléaires de théâtre - met fin à l'équilibre des déséquilibres.

L'Europe doit-elle rechercher sa sécurité dans une organisation de défense qui lui soit propre ? La France doit-elle alors réviser les principes de sa politique de défense ? Force est de constater d'abord que l'Europe de l'Ouest manque de l'espace et des ressources qui font les superpuissances.

Si la France a pu avec un effort inférieur à 4 % de son P.N.B. et par ses seuls moyens se doter d'une force nucléaire stratégique dont il est reconnu qu'elle contribue à la position globale de dissuasion de l'Occident, comment ses efforts conjugués avec ceux de l'une ou des deux autres principales puissances européennes ne pourraient-ils fournir une solution satisfaisante ?

On comprend que la question puisse être posée.

Le problème est pourtant tout différent et d'un tout autre ordre de grandeur. La France exerce, tant ses programmes à l'intérieur d'un système dont la sécurité était l'expérience l'a prouvée, assurée par l'ensemble des forces de l'Alliance, laquelle elle appartient, en particulier la supériorité nucléaire américaine, limitait son ambition à pouvoir infliger à son adversaire éventuel des dommages insupportables. La capacité de détruire un certain nombre de centres urbains ou industriels était réputée répondre à cet objectif, un système d'armes relativement puissantes fait l'affaire, même en nombre assez limité.

Tout autre seraient les exigences auxquelles devrait répondre un système européen susceptible de prendre la relève des Etats-Unis. Car à quoi servirait-il d'entreprendre un effort européen si l'ordre des choses qui confère les responsabilités finales aux Américains devait être maintenu ?

C'est dire que deux ordres de questions se posent : le premier concerne les objectifs de cette « défense européenne ». Il est évident que dans un tel contexte elle ne saurait reposer sur la simple adoption du concept acceptable, au moins jusqu'à présent, pour la France. La seule capacité de représailles anticipée, en cas d'invasion, exposerait les Européens à toutes les capitulations face à un adversaire disposant de toute la gamme des forces classiques et nucléaires, possédant la supériorité dans chacune d'elles et qui ne serait pas hétéroclite au point de laisser complaisamment aux Occidentaux jouer la seule carte dont ils disposeraient. Pour avoir une chance que la grande dissuasive, la défense européenne devra être organisée autour d'une doctrine qui tienne compte des possibilités de l'adversaire, c'est-à-dire offrant

une réponse au plus grand nombre possible de cas différents.

La seconde exigence sera celle des moyens pour la mise en œuvre de cette doctrine puisque pour disposer d'une variété d'opérations il faut disposer d'une variété de moyens. Les uns pour garder la possibilité d'une menace antidémographique. D'autres pour pouvoir attaquer les objectifs militaires sur le théâtre d'opérations et dans la profondeur du territoire de l'adversaire. D'autres encore qui présentent un dispositif de défense classique assez étendu pour contraindre l'adversaire à engager les opérations à un niveau de violence qu'il jugerait lui-même dangereux. Tous cela en nombre suffisant, donc d'une mobilité qui fasse échapper à la frappe adverse, servi par des systèmes d'acquisition d'objectifs, de transmission, etc., qui impliquent un effort majeur et de longue durée.

Est-ce possible ? La question mériterait d'être posée et sa réalisation chiffrée avant que soient lancées des affirmations sur la caducité du système actuel de sécurité du Vieux Continent. La possibilité de lui en substituer un meilleur à l'échelle européenne. Et que dire des problèmes politiques ? Cette défense européenne serait-elle franco-allemande, franco-anglaise, serait-elle tripartite, émanerait-elle de la Communauté ? La première condition pour entreprendre un tel effort en commun serait évidemment un accord sur sa finalité. S'agit-il de renforcer l'Alliance atlantique ou de lui substituer une défense européenne indépendante ? Ou voit-on les bases d'un accord sur ce point tant sur la scène politique française qu'au niveau européen ?

Entre la France et la Grande-Bretagne une coopération technique serait possible si Londres choisissait de renoncer à ses accords privilégiés avec les Etats-Unis. Mais cette coopération, sans doute souhaitable, ne signifierait pas le ralliement de Paris aux vues de Londres sur la sécurité ni vice versa.

Il faut bien voir en outre que, si l'Europe pouvait un jour avoir la puissance industrielle et économique de la République fédérale d'Allemagne protégée par les Etats-Unis, au même titre que les autres Etats européens, il lui serait plus difficilement d'être dépendant pour sa sécurité de deux autres nations européennes, fussent-elles la France et la Grande-Bretagne. Une coopération franco-britannique entraînerait un tel cloisonnement des trois plus grands pays du continent qu'elle aurait pour effet de nuire à la construction politique en cours.

Arrêtons-nous donc sur le problème de la coopération technique. L'hypothèse en ait été écartée officiellement à Bonn afin, si possible, d'éclairer notre propre lanterne. La question de l'indépendance de nos pays et de leur défense n'est pas celle qui nous retiendra le plus longtemps. Les partis politiques qui endossent l'opinion à cet égard se caractérisent, en négligeant pour les besoins de la cause de se demander jusqu'où va l'indépendance d'un pays qui produit soixante-cinq tonnes de sa consommation annuelle de pétrole.

### Le droit à la décision

Mais le problème qui se pose est relativement simple : il est celui du droit à la décision de ceux qui participeraient aux charges de la production. Décision individuelle de chacun des deux partenaires ? Ou est le progrès ? Décision conjointe ? Quelle serait sa teneur ? Ve-t-on obtenir un engagement de suivre la politique de l'un ou de l'autre en tous les cas ? Etant données les tendances et les divisions de l'opinion française sur des problèmes tels que la construction européenne ou les relations avec l'Union soviétique, est-il concevable qu'une garantie que nous apporterions à cette entreprise conjointe soit assurée de la ratification du Parlement dans l'immédiat et de pérennité pour l'avenir ? Serions-nous prêts à donner nous-mêmes cette garantie que nous reprocherions aux Américains de ne plus nous assurer ? Après nous être retirés du système militaire intégré de l'Otan et avoir refusé de prendre la garde d'un créneau aux frontières orientales de la République fédérale pour éviter d'être entraînés contre notre gré dans un conflit qui n'engagerait ni notre parole, ni nos intérêts vitaux, nous opterions pour une politique qui, si elle n'aboutit pas à une fusion de l'opinion des peuples et des gouvernements, serait celle du chèque en blanc.

Si l'évolution technique conduit notre effort nucléaire à une impasse — affirmation dont nous laissons la responsabilité à leurs auteurs et qui mériterait un examen sérieux — n'est-il pas naïf de croire que ce sont les autres qui, le cas échéant, nous en sortiraient alors que tant de nos commentateurs ont répété pendant des décennies que notre politique visait à séparer notre problème de leur et ont paru tenir pour

le théâtre européen une première frappe antirusses, l'objectif des Occidentaux doit être de se doter d'armes qui échappent à cette menace.

C'est déjà ce qui se prépare au niveau stratégique avec la décision américaine de mise en production de la fusée intercontinentale mobile MX.

C'est dans le même sens que doit être recherché le redressement de ce côté de l'Atlantique par la mise en place d'engins mobiles, précis et de portée moyenne. Mobiles pour qu'ils ne puissent être détruits par une première salve, précis pour pouvoir attaquer, en riposte, des objectifs militaires avec réduction au minimum des risques de dommages collatéraux, de portée moyenne afin de pouvoir frapper profondément à l'intérieur du dispositif ennemi, y compris le territoire de l'Union soviétique. De tels engins donneraient aux Occidentaux la capacité de riposter sans être contraints à recourir en premier à un degré de violence non crédible.

Si l'on tient compte des délais de production et de la durée moyenne de vie des armements, c'est là sans doute la grande affaire des Européens sur le plan de leur sécurité d'ici la fin du siècle. Toute influence que nous pourrions exercer en ce sens, toute décision que nous aiderions à prendre contribueraient à l'élaboration d'un point de vue commun entre nous et nos voisins du continent sans lequel aucun progrès ne peut être fait dans la voie

d'une défense plus européenne de l'Europe.

Mais notre contribution la plus marquante serait une décision de compléter notre force nucléaire par un engin du même type qui paraît indispensable au maintien de la valeur de notre propre armement stratégique.

En effet, nos missiles sol-sol et les bases de nos bombardiers sont concernés par la vulnérabilité nouvelle de l'Europe occidentale. Même si une attaque sur notre territoire relève d'une riposte par

### Améliorer la dissuasion

Aussi est-on amené à conclure que si notre doctrine de sanctuarisation et les moyens qui la rendent crédible constituent une composante nécessaire de notre capacité de dissuasion, celle-ci n'est pas suffisante ou, si l'on ose dire, est moins suffisante que par le passé.

Le problème est donc de disposer de moyens dont le rôle dissuasif ne s'exerce pas seulement lors de la menace d'invasion imminente du territoire, mais plus en amont, c'est-à-dire avant le déclenchement du conflit.

Ces armes doivent donc être, comme pour l'Alliance, des engins à moyenne portée, mobiles, dont la précision supérieure à celle des fusées de nos sous-marins ouvrirait deux options à notre pays : soit, comme l'indiquait un jour le général Meyer, le départ de la France, ne peut être reporté de celui du continent atlantique.

nos moyens de représailles, il n'en demeure pas moins que ces moyens seraient amputés d'autant si la dissuasion échouait.

Aussi la construction de notre système sous-marin et la modernisation de nos forces maritimes sont-elles destinées à maintenir la valeur de notre concept de sanctuarisation. Pourtant, si le rapport global des forces en Europe, tant dans le domaine des forces classiques que dans celui des forces nucléaires, permet à l'adversaire d'imposer sa volonté, nous n'en serions pas moins voués à un état de sujétion à peu près complet.

d'envisager entre Européens les étapes d'une évolution qui, sans compromettre leur sécurité et sans rompre leurs liens avec les Etats-Unis, les conduira à l'exercice de véritables responsabilités dans le domaine vital de leur défense.

Beaucoup trouveront sans doute cette approche fautive. Elle est en effet marquée du sceau qui doit inspirer les grandes réalisations.

Mais maintenant que la possibilité de distinguer ce qui subsiste du récent tumulte à propos de la défense européenne : mises au point à Paris et à Bonn qui écartent toute idée de coopération nucléaire, réaffirmation par nos alliés de leur attachement à l'Otan. Et l'on repart de zéro.

L'incident montre le danger de débats mal préparés. Car, s'il est vrai que toute construction politique doit s'appuyer sur une capacité de défense, les formes et modalités de cette capacité dépendent étroitement de celles de l'organisation politique. Or, il y a pour l'Europe quatre solutions théoriquement concevables : l'Europe nation, personne n'y croit ; l'Europe fédérale, à peine moins crédible ; l'Europe confédérale et le statu quo.

L'Europe confédérale sera peut-être un jour le point de rencontre des aspirations communes. Mais par sa définition même elle exclut la fusion des politiques militaires.

Enfin, les armées les plus efficaces ne sauraient assurer la sécurité de quelque peuple que ce soit si elles ne sont appuyées par un consensus national sur la politique de défense. Le moins que l'on puisse dire des diverses propositions récemment mises en avant, c'est que ni à l'échelon national, ni au plan européen, elles ne bénéficient d'un tel appui.

FIN

## Facilement en quelques mois avec Alpha Anglais (le fameux cours de la B.B.C.) VOUS PARLEREZ ANGLAIS

Ce remarquable cours a été conçu par les pédagogues et les techniciens du service de la B.B.C. L'ANGLAIS PAR LA RADIO ET LA TÉLÉVISION : une équipe qui, en trente ans d'expérience, n'a cessé de perfectionner une méthode audio-visuelle d'apprentissage de l'anglais qui a fait ses preuves dans le monde entier. Au fil des leçons d'ALPHA ANGLAIS, ce sont donc les meilleurs « professeurs » du monde qui vous guideront et vous aideront à progresser !

Un atout indispensable dans votre vie personnelle et professionnelle.

Aujourd'hui, il est de plus en plus nécessaire de parler au moins une langue étrangère (lisez les offres d'emploi !). Choisissez l'anglais, la langue la plus parlée dans le monde, qui vous sera utile partout, en toutes occasions : dans vos voyages, vos affaires, votre vie professionnelle. Quant à vos enfants, imaginez quelle aide leur offre ce « cours particulier » à domicile !

Un cours facile à suivre, seul et en famille.

On le sait maintenant : grâce à ces méthodes nouvelles, l'apprentissage d'une langue est devenu accessible à chacun d'entre nous, quels que soient notre âge et notre formation scolaire.

Alors pourquoi ne pas apprendre l'anglais, vous aussi, en famille ou entre amis ? Enfants, parents, tous les membres de la famille ont accès au cours et il n'en est que plus économique ! Il est facile de décider d'une heure de cours, chaque soir, ou chaque semaine : l'émulation naît vite autour du livre et du magnétophone ; on se corrige, on s'encourage les uns les autres... Des illustrations en couleurs à chaque page. Photos et dessins animés à profusion votre cours. Pleines d'humour, les photos reconstituent le cadre de vie anglais dans ses moindres détails. Les dessins apportent leur complément visuel pour souligner les termes délicats ou les expressions caractéristiques. L'association mot-image facilite et fixe la mémorisation, cependant que la cassette apporte l'élément « auditif » indispensable.

Vous apprendrez la langue aussi facilement que le font les enfants : en l'entendant de la bouche même des Anglais, avec l'accent le plus pur, les intonations vraies, dans l'ambiance sonore de la vie quotidienne... le plus naturellement du monde.

**GRATUITEMENT**

Chez vous pendant 3 semaines essayez le premier double volume du cours

**ALPHA ANGLAIS**

(les 24 premières leçons)

**OPTION FACULTATIVE**

(voyez le paragraphe spécial du bon ci-contre)

Pour suivre votre cours Alpha Anglais, ce superbe

**MAGNÉTOPHONE A CASSETTES**

au prix spécial de 195 F seulement

• Un v.m. « portable »

• Un montage simple

• Garantie totale : 1 an

**BON POUR UN EXAMEN GRATUIT DE 3 SEMAINES**

A retourner dès aujourd'hui aux Editions Robert Laffont - BP 35.95122 Samos Cedex.

☐ J'envoie moi-même pour un examen gratuit de 3 semaines et sans obligation d'achat les deux premiers volumes d'Alpha Anglais. Si cet examen déçoit mon attente, je vous renverrai ces deux premiers volumes dans les 3 semaines, sans rien payer, ni vous devoir.

• Si au contraire cet examen m'a convaincu, je garderai ces deux ouvrages et régèlerai votre envoi en trois mensualités de 79 F seulement (+ 2,80 F de participation aux frais d'envoi par mensualité). Je recevrai ensuite les deux volumes suivants et régèlerai cet envoi toujours au même prix de souscription garanti. Il en sera ainsi pour chacun des six envois suivants. Je recevrai enfin les deux dictionnaires, dernier envoi que je régèlerai en deux mensualités seulement de 79 F (+ 2,80 F de participation aux frais d'envoi par mensualité).

099 AJQR

mandé compris, que je règle tout de suite aux Editions Robert Laffont par :

☐ chèque bancaire ☐ virement postal

Bien entendu, je ne suis nullement tenu de commander le magnétophone pour recevoir mes deux premiers volumes d'Alpha Anglais à l'examen gratuit.

\*cochez les cases nécessaires

099 AJBF

Signature : \_\_\_\_\_

(pour les mineurs, signature des parents)

NOM (en lettres majuscules) : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

099 AJBF

Commande magnétophone (option facultative) : ☐ J'envoie moi-même le magnétophone présenté ci-dessous au prix spécial de 195 F (envoi en recom-



faciliter un rapprochement  
de M. Mauroy

Je m'en fous...

## POLITIQUE

**M. Fiterman assure que M. Mitterrand  
« persiste et signe »  
dans son orientation à droite**

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a estimé, mardi 25 septembre, qu'« aujourd'hui, bien loin de renoncer à son orientation à droite, M. François Mitterrand persiste et signe ». Dans une déclaration remise à l'A.R.F., le responsable communiste a assuré que, en 1977, le leader du P.R. a « porté un coup fatal aux négociations pour tant bien engagées en vue de l'actualisation du programme commun ». Il a ajouté : « La course de relais anticommuniste à laquelle nous assistons depuis hier n'a qu'un objectif : tenter de couvrir la contribution qu'apportent les dirigeants socialistes aux efforts visant à sacrifier la souveraineté française et à accélérer l'intégration européenne et atlantique. » M. Fiterman s'est pris ensuite à la « rengaine archaïque de l'insémination à Moscou ».

Critiquant ensuite le futur « projet socialiste », M. Charles Fiterman a assuré que, dans ce document, « on préconise que la force de frappe française soit

conçue dans une construction à deux étages, à la fois comme élément nucléaire d'une défense européenne et à l'échelle de l'Europe occidentale, et comme une garantie de la sécurité collective à l'échelle de l'Europe tout entière. Ainsi François Mitterrand et ses amis se prononcent pour la liquidation de l'un des fondements de l'indépendance nationale, pour la création d'une nouvelle C.E.D., qui ouvrirait à la République fédérale l'accès à l'arme nucléaire. C'est grave. Parler dans ces conditions de garantie pour la sécurité en Europe relève de l'humour noir ».

Le responsable communiste a encore déclaré : « C'est d'autant plus évident que, dans ce même document, la majorité mitterrandiste s'en prend violemment, non seulement au socialisme dont elle nie l'existence, non seulement à la politique étrangère de l'Union soviétique condamnée en bloc, mais encore à la politique d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S. elle-même. François Mitterrand veut ramener la France à la politique de la guerre froide pratiquée il y a trente ans par des gouvernements où il avait sa place ? »

**M. QUILLES : les « calomnies » communistes.**

De son côté, M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré que, lorsque l'on cherche à comprendre « les intentions des dirigeants communistes », il est « une clé d'interprétation commune et pertinente : écarter leurs déclarations sur le P.S. et leur retourner le reproche ».

M. Quilès a ajouté : « M. Georges Marchais ne manquera pas d'audace en nous reprochant de ne penser qu'à la présidentielle de 1981. Qui a abordé le problème de la présidentielle mercredi dernier lors de la rencontre P.S.-P.C. ? Qui cherche à entamer l'image du meilleur candidat de la gauche pour cette échéance ? Le P.C. nous reproche de « virer à droite », mais qui a délibérément gâché l'espérance de la gauche en mars 1978 et dès lors fait le jeu de la droite ? Qui refuse de s'engager à la base et au sommet dans la bataille de 1981 ? Nos questions précises au P.C. sont pour M. Georges Marchais une agression. Ses calomnies publiques à l'encontre de M. François Mitterrand seraient une contribution au débat démocratique ! Est-ce là le chemin de l'union nouvelle ? »

Enfin, M. Laurent Fabius, porte-parole du P.S., a déclaré mardi au micro de France-Inter qu'en matière de politique étrangère, « le P.C.F. choisit systématiquement de privilégier la thèse de Moscou ».

## Je m'en fous...

(Suite de la première page.)

Est-il possible de réfléchir avec sérieux, c'est-à-dire de mettre d'un côté ce qui est certain, et de l'autre ce qui relève de l'hypothèse ou, si on veut, de la conjoncture ? Essayons un instant.

Ce qui est certain, c'est que la politique de M. Barre a échoué et qu'il en est arrivé au point où il doit faire le contraire de ce qu'il avait promis.

C'est que l'opposition s'avère incapable d'offrir le schéma d'une politique de renouveau.

C'est que l'Assemblée nationale accorde tout par crainte d'être renvoyée devant les électeurs et que le Sénat a eu le tort de céder d'être le lieu de l'opposition raisonnable.

C'est que, dans son ensemble, le pays auquel on a enseigné depuis des années que le pouvoir le prenait totalement en charge a perdu sa capacité de réflexion et d'audace personnelles.

C'est que les difficultés que nous rencontrons ne sont que le début de celles qui nous attendent.

C'est que la France a perdu son âme et que ceux qui se sont épuisés à la détruire ne sont pas qualifiés pour essayer de la lui rendre.

C'est que les hommes responsables n'ont pas le droit de rejeter

**Les parlementaires U.D.F. souhaitent  
un effort fiscal plus équitable**

De notre correspondant

Vittel. — Les parlementaires U.D.F. réunis à Vittel, ont consacré, mardi 25 septembre, la majeure partie de leur deuxième journée de travail à l'examen du projet de loi de finances pour 1980, en présence du ministre du budget, M. Maurice Papon.

Les parlementaires giscardiens ont décidé de déposer un amendement visant à relever de 10 % — au lieu de 8 % comme prévu actuellement — dans le projet de loi de finances — les limites supérieures des trois premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu. Ils entendent ainsi, selon M. Chénouard, faire « acte de solidarité » avec les Français disposant des revenus les plus modestes. Ils souhaitent aussi que l'effort fiscal soit plus équitablement réparti.

Les élus de l'U.D.F. envisagent également de demander que le taux de la dernière tranche du barème de cet impôt soit élevé de 40 % à 45 %. M. Papon, qui s'est montré réservé sur la première proposition, s'est déclaré tout à fait hostile à la seconde. Il a souligné que « la France n'a pas intérêt à suivre l'exemple de certains voisins, où l'impôt sur le revenu des tranches supérieures

équivalait à une confiscation totale de la société de responsabilité qui doit être la nôtre ».

Les sénateurs et les députés U.D.F. considèrent enfin qu'il serait utile de revoir les conditions de financement du budget social des agriculteurs. Ils jugent anormal que ceux-ci participent aussi faiblement à cette protection sociale.

M. Chénouard a rendu compte, en fin de journée, de l'exposé de M. André Girard, ministre de l'Industrie. Selon le ministre, « la France aura l'industrie qu'elle mérite par ses efforts et son intelligence, et cela lui sera d'autant plus facile qu'elle saura mieux tirer parti de ses qualités propres, d'une part, se couler dans l'évolution historique, d'autre part ».

Judi, en fin de matinée, les parlementaires U.D.F. doivent accueillir M. Raymond Barre pour leur dernière séance de travail. — Y. C.

(La proposition de relèvement des limites supérieures des trois premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu, ce n'est pas la première fois que l'U.D.F. l'exprime, mais elle n'a guère été écoutée jusqu'à ce jour. En particulier, lors de son congrès de février 1979, elle avait été adoptée à la quasi-unanimité (212 mandats pour, 5 contre et 13 abstentions) une proposition visant à créer une « contribution de solidarité assise sur les patrimonialités ». Fort mal accueillie par le premier ministre, cette proposition n'avait pas tardé à être mise aux oubliettes. Les parlementaires, qui étaient initialement chargés de tenter de lui donner force de loi, se sont bien gardés de la promouvoir un tant soit peu. Il n'en a pas été publiquement question au cours des journées d'études de Vittel, si ce n'est lorsque M. Chénouard a réglé l'affaire par une pirouette en estimant que, puisque la suggestion avait été émise par un congrès, elle ne saurait être réexaminée que par un autre congrès. Le prochain congrès de l'U.D.F. est annoncé pour mars 1980. — N.-J. B.]

**VOIX  
ET  
EXPRESSION**  
PARLER AVEC ALACRÉ  
SE FAIRE ECOUTER  
MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ  
CONVAINCRE, DÉCIDER  
Tous renseignements :  
C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h.  
34, rue Henri-Berthou - 75008  
Tél. : 325-18-10 - 325-15-42

**LATREILLE**  
Costumes de Velours  
Quinzaine spéciale  
du 21 sept. au 6 oct.  
62, r. St-André-des-Arts 6°  
Tél. 329.44.10  
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

## Mémoires émus d'une caissière-porno.

claude  
couchay  
les américains  
sont  
de  
grands enfants  
"On pense à un Miller qui, au lieu de passer  
des "Jours tranquilles à Clichy", avant-guerre,  
les coulerait aujourd'hui du côté de "Bobour".  
Bertrand Poirot-Delpech. Le Monde.  
200 pages,  
FLAMMARION

## APPAREIL DE COMBAT.

T 77 DE TÉLIC. APPAREIL TOUS TYPES DE COMMUNICATIONS.



Le T 77 de Télec est plus que beau. Il est intelligent. Son élégance est fonctionnelle. Sa conception ne laisse aucune place à l'inutilité, au superflu. C'est l'héritier d'une technologie éprouvée au service de la communication.

Télec : les premiers téléphones conçus comme des appareils de combat, et pour ceux qui leur ressemblent.

**LES TELEPHONES POUR CONQUÉRANTS.**

**TÉLIC**  
GROUPE C.G.E.

## UNE BROCHURE DU Monde SUR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

- Comment ont évolué depuis vingt ans les institutions de la C.E.E. ?
- Quel est le poids économique et politique de l'Europe dans un monde en plein bouleversement ?
- Quels sont les problèmes et les défis auxquels les gouvernements des neuf pays membres et l'Assemblée de Strasbourg se trouvent confrontés ?
- Quels sont les chances et les risques de l'élargissement de la Communauté ?

Au moment où se déroule la session de la nouvelle assemblée des Communautés européennes, la première élue du suffrage universel, « le Monde » répond à ces questions dans une brochure de cent vingt pages intitulée

## LES PREMIÈRES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Ce dossier, qui comporte une série d'études, d'enquêtes et de reportages sur la situation politique, économique et sociale de la C.E.E., analyse aussi les conditions dans lesquelles s'est déroulée, dans les neuf pays, la campagne pour les élections européennes et en fournit les résultats détaillés par pays (pour la France, par département et par ville de plus de trente mille habitants) et présente chacun des quatre cent dix nouveaux députés européens.

En vente chez les marchands de journaux : 18 F

Si vous ne pouvez vous procurer cette plaquette chez votre marchand de journaux, retournez ce bon de commande, accompagné de votre règlement, au « MONDE », Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09.

Nombre d'exemplaires commandés : ..... X 18 F = ..... F (franco de port, dont ci-joint règlement par chèque : bancaire ou postal).

Nom, prénom .....

Adresse .....

PIERRE MARCILHACY.

**UNIVERSITÉ  
DE PARIS-SORBONNE  
(Paris-IV)  
FORMATION CONTINUE  
COURS D'ESPAGNOL  
Portugais  
Initiation et perfectionnement  
Pratique de la langue orale  
le soir, à partir de 18 h. 30  
U.E.R.  
D'ÉTUDES IBÉRIQUES  
et latino-américaines  
31, rue Gay-Lussac  
75005 PARIS  
Tél. 633-55-37 et 28**

**INCROYABLE**  
chaîne Hi-Fi  
**HITACHI  
-2630F-**  
● Ampli Hitachi HA270 2x35 W tin  
● Platine Hitachi HT 324 avec cell.  
● 2 enceintes Hitachi 3 voies MH40  
et la qualité Hitachi  
Garantie totale 1 an  
Crédit CÉTELEM - expédition Franco  
**SONO CLUB  
OPERA**  
16 rue La Fayette - Paris 9°  
246.19.95



## Le refus d'entendre les prophètes

**AGFA-GEVAERT**  
Toute une gamme de photocopieurs confortables.



SCIENCES

JEU, INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

L'ordinateur sera champion du monde d'échecs  
...quand il « réfléchira » comme un homme

L'ordinateur annonce : « Je joue et gagne » en face d'un échiquier où pièces et pions sont rangés à leurs positions de départ.

Anticipation ? Non, utopie. Le mathématicien Zermelo a montré en 1900 qu'une telle situation est théoriquement possible, car le nombre des parties jouables est fini. Mais il est si grand

qu'aucun ordinateur, actuel ou futur, ne pourra jamais les étudier toutes pour démontrer qu'il a une ligne de jeu gagnante et que son adversaire n'a aucun contre-jeu. De même, le champion du monde Anatoly Karpov, s'asseyant en face d'un débutant, sera justement convaincu

L'ordinateur sera-t-il un jour, en face de n'importe quel joueur humain, dans la situation de Karpov face au débutant ? Une réponse affirmative est ici très probable, voire certaine si l'on ne précise pas de date.

De ces questions, de bien d'autres sur la programmation du jeu d'échecs, de celle très mal nommée « intelligence artificielle » dont on espère doter les ordinateurs, il fut longuement débattu lors d'une intéressante réunion tenue dans le cadre de la semaine « Informatique et Société », en présence de M. Larry Atkin qui, avec M. David Slate, a écrit le programme Chess-4.8, l'actuel champion du monde des programmes.

Un joueur d'échecs examine les soixante-quatre cases, imagine les coups possibles, cherche des coups appropriés, et calcule l'effet de ces coups.

Chess-4.8, au contraire, n'a pas de stratégie. Il envisage tous les coups possibles, puis pour chacun toutes les réponses de l'adversaire, et ainsi de suite. Il évalue alors chaque ligne de jeu en utilisant de nombreux critères, la structure de pions, la liberté de mouvement des pièces, la position protégée ou avancée de la reine, et ainsi de suite.

Une procédure d'élagage permet de négliger certains coups dont on peut montrer qu'ils ne valent rien en fin de compte, une note inférieure à celle de coups déjà notés. Cela permet de négliger pour chaque position que six déplacements en moyenne, au lieu de trente-cinq ou quarante qu'auto-

risent les règles du jeu. Malgré cet élagage, et compte tenu de la puissance de l'ordinateur Cyber-176 de Control Data qui exécute le programme et peut évaluer trois cent mille positions en une seconde, l'analyse n'a qu'une « profondeur » de sept déplacements successifs. Cela permet d'éviter les gaffes et d'exploiter celles de l'adversaire, mais non de bâtir une stratégie.

Pour cette approche, dite de « force brute », on peut à peine parler d'intelligence, même artificielle. On a essayé une approche plus « humaine ». Des travaux ont lieu en France sur la manière d'instruire un ordinateur, de lui faire assimiler des connaissances sur le jeu d'échecs.

En France, des programmes ont été écrits, qui « réfléchissent » un peu comme un joueur humain. Mais leurs résultats sont très mauvais : ils n'ont que des connaissances faibles, n'élaborent qu'une stratégie simpliste. Vient vite dans la partie un moment où la complexité de la position dépasse leurs ressources ; ils jouent alors n'importe quoi... et se font battre.

L'accroissement de la puissance des machines permettra d'associer un peu de stratégie à la force brute. Un successeur de Chess-4.8, Chess-5, est en cours d'écriture, avec cette intention. Mais on n'ira guère plus loin sans progrès notables sur l'intelligence artificielle proprement dite, qui est, en gros, la manière de faire simuler par l'ordinateur le comportement humain. C'est une science encore très neuve, où l'on peut donc espérer des progrès rapides. L'une de celles-ci pourrait permettre de faire jouer « positionnellement ».

MAURICE ARVONNY.

JUSTICE

L'affaire de Radio-riposte

MM. FABIUS ET PARMENTIER SONT INTERROGÉS

M. René Guillaud, vice-doyen des juges d'instruction de Paris, a interrogé successivement, le 25 septembre — en présence de M<sup>rs</sup> Robert Badinter, Roland Dumas, Bernard Jovanne et Michel Vauzelles, défenseurs — M. Laurent Fabius, député socialiste de Seine-Maritime, et M. Bernard Parmentier, sénateur de Paris du même parti, inculpés le 24 août, avec M. François Mitterrand, de violation du monopole de la radio pour avoir participé à l'émission de Radio-Riposte du 28 juin.

En sortant du cabinet du magistrat, M. Fabius a mentionné qu'il avait refusé de répondre à certaines questions touchant à la préparation de cette émission. De son côté, M. Parmentier a notamment déclaré :

« Il est évident que pour dénoncer les empiétements du pouvoir exercé sur les pouvoirs législatif et judiciaire, pour dénoncer l'approbation du service public de la radio et de la télévision à des fins essentiellement partisans, il faut disposer des moyens nécessaires. Il est établi que le pouvoir exécutif utilise quotidiennement et largement les émetteurs nationaux et périphériques. Au cours de mes deux premières années de mandat, je n'ai jamais été admis à l'exprimer par l'un ou l'autre de ces moyens. Devant une telle situation, il est de mon devoir de parlementaire non de subir et de me taire, mais de m'exprimer chaque fois qu'il m'en est donné l'occasion. »

Les deux inculpés n'ont pas consenti, d'autre part, à autoriser le parquet à prendre copie de l'enregistrement de l'émission litigieuse, réalisée de l'extérieur par la police et actuellement placée sous scellés, afin que cette copie soit versée au dossier disciplinaire de M. Jean-Pierre Michel, magistrat auquel on reproche d'avoir pris part à cette émission.

LES OBSÈQUES DE PIERRE GOLDMAN

Une marche silencieuse sans banderole, sans drapeau

Les obsèques de Pierre Goldman auront lieu jeudi 27 septembre et non vendredi 28 comme cela avait d'abord été annoncé (le Monde du 26 septembre). La levée du corps aura lieu à 18 heures à l'Institut médico-légal de Paris, quai de la Rapée (douzième arrondissement). « Une marche silencieuse, sans banderole, sans drapeau » sera organisée, à la demande de la famille et des amis de Pierre Goldman, vers le cimetière du Père-Lachaise. L'inhumation provisoire est prévue vers 17 heures. « Ceux qui l'aimaient, notent encore ses proches

dans un communiqué, appellent la population parisienne à venir manifester leur émotion ».

M. André Lajoinie, député (P.C.) de l'Allier, a, de son côté, adressé le mardi 25 septembre une question écrite au premier ministre, M. Raymond Barre. « Ce meurtre, écrit le député communiste, qui est l'œuvre de tueurs fascistes, porte témoignage des exactions de groupuscules d'extrême droite dans notre pays. Il s'inscrit dans un climat de violence encouragé par certains milieux gouvernementaux et fait suite à une longue série d'attentats commis au cours des dernières années et dont les auteurs sont restés impunis. »

M. Lajoinie demande au premier ministre « les mesures qu'il compte prendre pour que les coupables de l'assassinat de Pierre Goldman soient arrêtés et pour que de tels crimes ne puissent se renouveler ».

M. ALAIN PEYREHITTE ET L'IMAGE DU PÈRE

Parlant le 24 septembre, devant les magistrats de la cour d'appel de Nîmes réunis en audience solennelle, le garde des sceaux a déclaré, à propos de la féminisation du corps judiciaire (le Monde du 5 septembre) : « C'est une donnée dont il ne faut pas sous-estimer la dimension symbolique. L'image que se font nos concitoyens du magistrat ou de son devoir se modifie. La justice ne sera plus identifiée au père, symbole d'ordre, d'autorité, mais à la mère, à l'épouse ou à la fille. Ce sera un bouleversement des mentalités. Puis-je-je être l'occasion d'un meilleur contact entre les Français et leur justice ? »

INCONSEQUENCE

M. Alain Peyrehitte nous surprendra toujours. Après l'assassinat de Pierre Goldman, il déclarait : « Ce drame démontre, une fois de plus, que la justice dans un pays civilisé ne peut relever que de la souveraineté de l'État. Nul n'a le droit de se faire justice soi-même. Pour quel le ministre parlait-il encore de justice, à propos de Pierre Goldman ? Oubliait-il qu'on l'avait acquitté ? »

M. Alain Peyrehitte conteste maintenant la nationalité française de l'empereur Bokassa, malgré tous les coussinages dont le despote se flattait sans être démenti. Ce sera aux tribunaux d'en juger, a conclu le ministre, qui se passe de leur jugement lorsqu'il donne son sentiment sur Pierre Goldman. M. Alain Peyrehitte pourrait dissier, à l'Académie, sur les vertus de l'inconséquence. FRANÇOIS BOTT.

Entreprises, libérez vos pouvoirs.

Toute entreprise dispose d'une réserve de puissance, au niveau de ses hommes, de ses services et de ses structures.

Libérer ses pouvoirs, c'est révéler, canaliser et déployer cette puissance pour le plus grand profit de l'entreprise. En organisant sa gamme de produits dans un environnement d'informatique distribuée, CII-HB a fait de l'informatique l'outil de cette libération.

Pour toutes les entreprises, cela veut dire donner à chacun les moyens d'expression de sa volonté et de sa créativité, tout en assurant la cohérence et la rentabilité des initiatives de tous.



Les Mini 6, mini-ordinateurs universels fabriqués à Angers, s'adaptent très exactement aux spécificités des applications : usine, succursale, atelier, bureau de vente, laboratoire, service administratif.

Ils doivent cette qualité à une modularité très poussée du matériel et du logiciel. Simples à mettre en œuvre, les Mini 6 peuvent ainsi répondre économiquement aux besoins d'une application isolée, ou peuvent aussi bien être les éléments de réseaux plus complexes.

Polyvalent, outil par excellence de l'informatique distribuée, le Mini 6 libère et mobilise les pouvoirs latents de l'entreprise.



CII Honeywell Bull  
L'informatique créative.

# ÉDUCATION

## LES DIFFICULTÉS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

### Les effectifs surchargés et la situation des auxiliaires continuent de mécontenter parents et enseignants

Deux semaines après la rentrée scolaire, des grèves et des manifestations continuent de perturber le fonctionnement de nombreux établissements. Ces actions ont, le plus souvent, pour thème les effectifs trop chargés de certaines classes et le réemploi des maîtres auxiliaires.

A Besançon, quelque deux cents personnes ont occupé le rectorat pendant trois heures, mardi 25 septembre, pour protester contre la situation faite aux maîtres auxiliaires qui n'ont pas encore été nommés. Cette occupation faisait suite à une manifestation organisée à l'appel de syndicats d'enseignants affiliés à la FEN et à la C.F.D.T.

Le secrétaire général de la FEN, qui était repartir le même jour par le premier ministre puis par le ministre de l'éducation, a annoncé que des négociations commenceront prochainement pour rechercher des « solutions d'ensemble ».

au problème des maîtres auxiliaires. Dans le Val-d'Oise, une grève a affecté les écoles maternelles et élémentaires à l'appel de la section départementale du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.), dirigée par le courant « Unité et action » (animé notamment par des militants communistes). Selon le syndicat, le mouvement aurait été suivi à 75 % en moyenne. Il avait pour but de réclamer le réemploi de quatre-vingt-cinq suppléants en fonction l'an dernier, et la nomination, dans le département, de dix-neuf classes sont surchargées, de deux cent cinquante normales sans poste.

M. Louis Mexandeau, délégué national à l'éducation au parti socialiste, a fait, le même jour à Cergy-Pontoise, le point sur la rentrée dans le Val-d'Oise qui se caractérise, selon lui, par des « insuffisances dramatiques de moyens en postes et en crédits ». Insistant sur l'action que mènent les militants et les élus du parti

socialiste pour lutter contre les fermetures de classes, M. Mexandeau a rappelé que « des actions unitaires déterminées et responsables à la base » peuvent se traduire par des victoires.

A Talant, près de Dijon, des institutrices de maternelle continuent de limiter les effectifs à trente élèves par classe, appliquant la consigne donnée au niveau national par le SNI-P.E.G.C., qui « apporte son soutien et sa solidarité à ses collègues injustement frappés ou menacés de sanctions ». Le mouvement de limitation des effectifs s'est étendu à d'autres classes dans le Var et les Pyrénées-Orientales.

Dans des communes rurales, les problèmes se posent plus souvent en termes de fermeture de classes. Des actions ont été entreprises dans la Drôme et pour demander la réouverture d'une école, et dans l'Ain pour protester contre le rattachement de la maternelle des enfants âgés de trois et quatre ans.

### DIJON : épreuve de force dans les maternelles

De notre correspondant

Dijon. — Depuis la rentrée scolaire, la section du Syndicat national des instituteurs et des professeurs (SNI-P.E.G.C.) de la Côte-d'Or a entamé une épreuve de force avec le ministère de l'éducation. Les institutrices des groupes scolaires Céléstin-Freinet, Elie-Triollet et Jacques-Frèvert de Talant, ville nouvelle de la banlieue dijonnaise, ont appliqué le mot d'ordre syndical de « ne pas accepter dans leurs classes maternelles que trente enfants maximum » alors que la norme officielle est de trente-cinq. Elles ont le soutien des parents d'élèves de la Fédération Corneil, qui ne veulent pas que « les maternelles soient des annexes des halles-gardiennes ».

Quatre classes toutes neuves sont inemployées à Talant : une au groupe Freinet et trois au groupe Elie-Triollet. Or, sur le département, précise M. Daniel Perron, secrétaire général du S.N.I. de la Côte-d'Or, « vingt-cinq instituteurs sans classe sont révoqués par le ministère. C'est absurde ».

En réponse à l'action des enseignants, le rectorat a décidé de réaffecter un trentième de leur salaire par tournée de réaffectation de trente-cinq élèves par classe. Vendredi 21 septembre, le SNI a donc déclenché un mouvement de grève de tous les enseignants des écoles maternelles de Talant pour protester contre cette attitude du rectorat, et appelé les instituteurs du département à rejoindre l'assemblée générale extraordinaire.

Le conseil municipal de Talant

a voté à l'unanimité une motion de solidarité avec l'action engagée par les institutrices du SNI. Le recteur d'académie, M. La-salle, lui, rétorque aux grévistes qu'« un effort très important a été consenti cette année pour répondre au développement de Talant, et que toutes les classes maternelles ont été créées ».

Ce que conteste le maître de Talant, M. Houelle, qui estime que les services du rectorat « se sont trompés dans leur estimation » puisqu'une centaine d'enfants n'avaient pu être scolarisés le 15 septembre. « Enfin, indique encore M. Houelle, si effectivement le rectorat ne peut pas créer en cours d'année de postes supplémentaires à Talant, il sera impossible de scolariser les enfants des deux cents familles nouvelles qui s'installeront à Talant d'ici à l'été 80. »

Depuis lundi 24 septembre, les institutrices ont repris le travail, mais continuent de ne pas accepter que trente enfants par classe. (Interim.)

### GROZET (Ain) : quatre-vingt-six élèves et une école vide.

A l'école rurale de Grozet, village de l'Ain accroché au pied du Jura, le nombre d'élèves augmente : des jeunes ménages employés par le complexe scientifique-industriel du Centre européen de recherches nucléaires (C.E.R.N.) et ses sous-traitants sont arrivés récemment. Cette rentrée, quatre-vingt-six élèves étaient inscrits pour trois institutrices dont l'un doit enseigner à trente-quatre élèves de trois divisions.

Dès le 22 juin, le maître de la commune, M. Marcel Masson, a alerté l'inspection d'académie. Celle-ci prenait bonne note « du besoin pressant d'une classe supplémentaire », et demandait au maître « de bien vouloir faire procéder à une remise en état de la salle susceptible d'accueillir la nouvelle classe ».

La classe est prête, mais le quatrième instituteur est toujours attendu. Ne disposant d'aucun poste disponible, l'inspection a demandé à la directrice de l'école de Crozet de ne plus accueillir en maternelle les enfants âgés de trois et quatre ans. Vingt enfants de l'école étaient inscrits à l'école. Sauf pour les parents, qui refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Depuis le lundi 24 septembre, l'école est vide. Le maître et le conseil municipal estiment aussi ce renvoi d'enfants inacceptable et ont décidé de démissionner en bloc si cette situation était maintenue. « Nous n'avons pas ouvert une maternelle il y a deux ans pour la fermer aujourd'hui », déclare le maître.

Cette solution est devenue suicidaire dans le contexte local. Il existe, en effet, dans la commune voisine une école privée qui dispose d'une maternelle accueillant les enfants à partir de deux ans. Si on leur ferme la porte de l'école publique, c'est là que les parents enverront leurs enfants. Ils les y laisseront vraisemblablement dans la première. La classe supplémentaire sera alors ouverte dans un an... à l'école libre.

### Les responsables de la FEN chez MM. Barre et Beullac

#### Des négociations vont s'engager pour chercher des « solutions d'ensemble » au problème des maîtres auxiliaires

« La rencontre qui vient d'avoir lieu pendant près de deux heures et demie entre M. Christian Beullac et la Fédération de l'éducation nationale n'a pas été facile, mais ses résultats sont très négatifs », a déclaré, mardi 26 septembre, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, à sa sortie du ministère de l'éducation. Cette entrevue faisait suite à une longue rencontre, le même jour, en fin de matinée, entre le secrétaire général de la FEN et le premier ministre. A sa sortie de l'hôtel Matignon, M. Henry avait déclaré que « la rencontre de la FEN avec le premier ministre a abouti à deux engagements : d'abord, le ministre de l'éducation a promis de nommer M. Henry à la tête de la FEN, et de lui confier la mission de rechercher des solutions d'ensemble au problème des maîtres auxiliaires ».

Au terme de cette journée d'entretiens, M. André Henry a insisté sur ces deux points. A propos de l'ouverture de l'école à la vie, il a précisé que cette année scolaire serait une « épreuve de vérité » pour la mise en place d'une nouvelle politique de formation professionnelle des jeunes. La FEN, a-t-il dit, « fera tout » pour que les séquences éducatives qui permettront à vingt mille ou à trente mille jeunes scolarisés de faire des stages dans les entreprises soient faites dans de bonnes conditions et soient un progrès dans l'enseignement dispensé aux élèves des lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.). M. Henry a annoncé que le ministre de l'éducation a donné son accord pour que des expériences de stages en entreprise soient tentées très prochainement dans deux académies pour des élèves des classes de troisième des collèges.

Au sujet de l'emploi des maîtres auxiliaires de l'enseignement du second degré, M. Henry a souligné :

« Suppression de l'institut des sciences juridiques d'Amiens. Le Journal officiel a publié le décret portant suppression de l'institut des sciences juridiques d'Amiens. C'est Mme Alice Sautier-Sellé, alors secrétaire d'Etat aux universités, qui avait créé en 1976 à Amiens une unité d'enseignement et de recherche juridique, distincte de l'université existante. Le Conseil d'Etat avait estimé que cette U.E.R., installée à Compiègne sous l'appellation « Institut des sciences juridiques de Picardie », faisait double emploi avec l'U.E.R. correspondante de l'université d'Amiens (le Monde du 7 décembre 1978).

## MÉDECINE

### LA FERMETURE DE LA MATERNITÉ BAUDELOCQUE

#### L'origine de l'entérococolite ulcéro-nécrosante reste encore inexpliquée

La direction de l'Assistance publique a décidé, cette fois, de fermer la maternité Baudelocque (C.H.U. Cochin-Port-Royal à Paris), le 24 septembre, sur l'avis du comité local de lutte contre l'infection, avec l'accord du professeur Claude Sureau, chef de service (« le Monde » du 26 septembre 1979). Trois cas d'entérococolite ulcéro-nécrosante se sont, en effet, de nouveau déclarés récemment dans cette maternité.

Ce sont trois enfants nés à terme et en bonne santé qui ont été atteints, les 1 et 24 septembre. Leur état de santé a nécessité leur transfert dans le service de réanimation du professeur Minkowski où ils sont actuellement traités par perfusion et antibiotiques. Le pronostic vital ne semble cependant pas, selon les médecins, être en jeu.

Parmi les quatre-vingt-dix femmes hospitalisées, vingt-trois seulement, dont la grossesse est considérée à « hauts risques », vont être transférées dans d'autres établissements hospitaliers ou vont bénéficier de l'hospitalisation à domicile. Les autres rentreront progressivement et dans des conditions normales chez elles.

La décision de fermer la maternité Baudelocque a été prise sur le fait que, cette fois-ci, contrairement à la précédente « épidémie » au printemps dernier qui avait frappé trente-deux enfants, dont un était décédé (le Monde du 24 mai et du 30 mai 1979), le risque de dissémination à d'autres hôpitaux d'une éventuelle infection à pu être écarté et que les autres maternités de la région parisienne ne sont plus surchargées. Les consultations qui ont lieu dans un autre bâtiment sont cependant maintenues.

L'entérococolite ulcéro-nécrosante, qui était extrêmement rare il y a dix ans, apparaît actuellement avec une fréquence grandissante et pose un difficile problème de prévention, car la cause n'est pas connue. Trente-cinq cas ont été constatés, en un an, à la maternité Baudelocque, alors que, auparavant, cette affection ne s'y était jamais manifestée. L'hypothèse — évoquée au printemps dernier — de la responsabilité d'un germe, le clostridium, dans l'apparition de l'entérococolite ulcéro-nécrosante ne semble plus devoir, selon le professeur Sureau, être retenue.

L'intestin des nouveau-nés atteints présente des ulcérations hémorragiques avec nécrose.

### AU COLLÈGE CONDORCET A PARIS

#### L'anglais par le yoga

Les élèves de sixième viennent d'aller chercher leurs manuels. C'est leur première année au collège Condorcet à Paris. Dans la classe, où les chaises raclent sur le plancher, ils sont, suivant la formule, indisciplinés. Mlle Micheline Flak, leur professeur d'anglais, que tous appellent « Mlle Flak », laisse l'excitation durer quelques minutes, puis capte peu à peu leur attention à l'aide de grands chiffres découpés dans du carton coloré. On répète la leçon précédente : « One is blue ». Puis, le niveau des décibels ayant diminué, « Mettez vos mains sur les yeux, les enfants, le cinéma va commencer. Vous n'avez pas besoin de regarder les couleurs, elles sont en vous : rouge-rouge, vert-vert, bleu-bleu. Lentement, d'une voix douce, sans une once d'autoritarisme, Mlle Flak épelle l'arc-en-ciel. L'attention s'est apaisée. Pour la suite, calmement, afin de ne pas rompre la concentration, on passe au coloriage effectif. Pendant toute l'heure, par des exercices de relaxation et de concentration, par des chansons et des sketches, de nombreux mots d'anglais vont être assimilés.

#### En s'amusant

« Apprendre l'anglais du coin de l'œil et de l'oreille » par des exercices simples de yoga, telle est l'expérience que mène Mlle Micheline Flak sur quatre classes, de la sixième à la troisième, depuis plusieurs années. Les enfants d'aujourd'hui sont soumis à d'incessantes sollicitations extérieures qui les exploitent d'eux-mêmes, dit Mlle Flak. « Ils sont ballottés par les médias et les différents appétits que l'on provoque chez eux. On n'imagine pas l'atrophie de l'imaginaire que provoquent toutes les images de violence et de publicité qu'ils inondent. L'intégration du yoga dans une discipline scolaire vise à « recentrer » l'enfant sur son propre potentiel énergétique, afin que son développement soit « harmonieux ». Il vise aussi à lui apprendre à ne pas subir les pressions que le monde moderne lui inflige et qui le moralisent, mais à les contrôler, à vivre avec.

Ce « rééquilibrage » des énergies est créé dans cette classe d'anglais par un dosage précis de relaxation et de vigilance. Mlle Flak elle-même se relaxe, pendant les interclasses, des tensions inhérentes de la profession.

A onze-douze ans, les « petites » entrent tout de suite dans ce jeu-travail. Mais en troisième, on est plus réticent. « Apprendre vraiment par ces méthodes ? » demandent-ils. Quelques années d'enseignement leur ont vite inculqué l'idée que travail et ennui s'associent inévitablement. Il leur paraît invraisemblable qu'on puisse retenir du vocabulaire anglais en s'amusant.

Ce yoga à l'école, Mlle Flak l'a expérimenté d'abord sur la classe, avec sa seule intuition et forte de la conviction qu'il n'en pouvait résulter que du bien. Dès le départ, elle a été encouragée par Mme Buisson, la directrice du collège Condorcet, qui a mené un travail d'explication auprès des parents, qui auraient pu craindre qu'on endoctrine leurs enfants. Aujourd'hui, des expériences comparables se sont multipliées à Paris, en province et à l'étranger. Une association s'est créée, Recherche sur le yoga dans l'enseignement (R.Y.E.), dans le but de réunir et d'approfondir ces expériences.

Des séances de travail sont, d'autre part, organisées à l'intention de tous ceux qui ont la tâche d'enseigner. M. Jacques de Coulomb, professeur dans une université suisse, a systématisé, dans un livre clair et documenté, Evell et Harmonie de la personnalité (2), les exercices du yoga scolaire. Swami Satyananda, un des maîtres du yoga contemporain, a donné, au cours d'un récent passage à Paris, une conférence au collège Condorcet : il a félicité les professeurs d'avoir su adapter les techniques millénaires du yoga aux enfants occidentaux. Qu'ils s'épanouissent au sein d'une civilisation technologique, voilà qui n'est pas paradoxal qu'en apparence. — Y. M.

(1) R.Y.E. Collège Condorcet, 11 rue d'Anvers, 75008 Paris. (Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.) (2) Evell et Harmonie de la personnalité de Jacques de Coulomb, Ed. Al. Signal (Louvain), distribué par Chiron.

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- \* Hébergement et école dans le même bâtiment.
  - \* 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
  - \* Petits groupes (maximum 8 étudiants).
  - \* Enseignants dans toutes les chambres.
  - \* Laboratoire de langues modernes.
  - \* Ecole reconnue par le ministère de l'éducation anglaise.
  - \* Pêche, randonnée, chasse, etc.
  - \* Situation tranquille bord de mer, 100 km de Londres.
- Envoyez à : REGENCY HARGREAVE, KENT, S.E. Tél. : 01822 512-12 ou : Mme Bouillon, 4, rue de la Persévérance, 95 - LAURIEUX. Tél. : 953-26-33 (par).

### UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE

#### LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

(Mention : secteur tertiaire) Langue : anglais, allemand) Deug - Licence Il reste des possibilités d'occueil

Renseignements : U.E.R. DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES, avenue du G-d-de-Gaulle, 94400 CRETEIL - Tél. : 835-51-44, poste 246.

### ISTH

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

Expérience pédagogique depuis 1953

PREPA

médecine

● Septembre 4 semaines et

● Octobre à JUIN

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris

Tél. 585.59.39

### L'I.D.R.A.C., c'est plus qu'un cycle d'études, c'est une formation efficace à la vie active.

- Préparation (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année) aux diplômes d'état des BTS : Distribution, Commerce International, Tourisme.
- 3<sup>e</sup> année : GESTION D'ENTREPRISE, enseignement par centres d'intérêt ; mémoire de fin d'études.
- Placement par des enseignants et des praticiens, 6 mois de stages pratiques en entreprise.
- Placement assuré par l'Association des Anciens Elèves et le Service Carrières de l'école.

Tests d'admission : Septembre

Établissement privé d'enseignement supérieur commercial, mixte. IDRAC-PARIS (75) - 14, rue de la Chapelle - 75010 Paris - 205.83.19 - IDRAC-MONTPELLIER (34000) - 710, rue d'Alce - (67) 63.16.80

### APOLYPSSE

#### Controverses

Dans la nuit du 26 au 27 septembre, une tempête a déferlé sur la région parisienne. Les vents ont soufflé de la mer du Nord, avec des rafales atteignant 100 km/h. Des arbres ont été arrachés, des toits ont été soulevés. Dans la région de Paris, les dégâts ont été importants. Des milliers de personnes ont été évacuées de leurs habitations. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

La tempête a également causé des dégâts matériels importants. Des milliers de maisons ont été endommagées. Des routes ont été coupées. Des lignes électriques ont été débranchées. Les services de secours ont été mobilisés pour venir en aide aux sinistrés.

# Le Monde

DES ARTS  
ET DES SPECTACLES

< APOCALYPSE NOW », de Francis Coppola

## Controverse autour d'une légende

DANS un récent supplément dominical du *New York Times* (daté 16 septembre), le critique Vincent Canby s'interrogeait sur les attentes qui précèdent la sortie de certains films. Il y a, disait-il, des attentes à la connaissance que l'on peut avoir du travail antérieur du metteur en scène. Il y en a d'autres, moins saines, qui sont imposées de l'extérieur par la publicité, les rumeurs ou même les hasards d'une rencontre. De telles attentes, ajoutait-il, ont certainement influencé la façon dont chacun a regardé aux États-Unis (où il est sorti le 15 août) *Apocalypse now*, étant donnée l'abondance — et la nature — des informations qui ont entouré la création de ce film : du montant de son budget aux ambitions hautement proclamées de son metteur en scène, en passant par les confidences de Mme Coppola sur ses problèmes personnels.

La France, il est vrai, n'a pas connu un aussi grand battage, et les attentes n'y sont pas nécessairement de celles que la critique du *New York Times* qualifierait de malsaines. Cependant, au tour du nom de Coppola, s'est peu à peu créée une légende, qui a donné à son aventure cinématographique les dimensions d'une épopée.

On a dit et répété que la réalisation d'*Apocalypse now* a duré près de quatre ans, que le film, inspiré d'une nouvelle de Conrad, au cœur des ténèbres, a coûté environ 32 millions de dollars, et fait appel à des moyens gigantesques, que le tournage dans la jungle des Philippines pendant quatre mois a été extrêmement pénible, « un cauchemar vivant », selon Coppola lui-même, qu'un typhon a détruit la quasi-totalité des décors, que le montage, ensuite, a donné lieu à un travail considérable, l'auteur hésitant notamment entre différentes fins, et que cette immense entreprise a été menée par un homme indépendant des grandes sociétés de Hollywood depuis qu'il a fondé, en 1969, sa propre maison de production, l'American Zoetrope, devenue l'Omni Zoetrope, un homme assez téméraire pour risquer toute la fortune acquise grâce aux deux *Parrain* dans un projet aussi grandiose.

A l'occasion de ses multiples déclarations, et en particulier au

cours des deux conférences de presse qu'il a tenues à Cannes (où *Apocalypse now* a obtenu la palme d'or, ex aequo avec le *Tambour*) (1), Coppola est allé jusqu'à se comparer au héros de son film, ce colonel incarné par Marion Brando, qui « va trop loin », jusqu'à la démesure, et se détruit presque lui-même. Il s'est décrit comme « une sorte d'homme fou » exerçant sur son équipe une autorité absolue, et cette fascination de la puissance l'a fait taxer, ici et là, de mégalomanie. En retour, il a traité les journalistes d'« irresponsables », ce qui n'a pas manqué

1974) : « Il est plein de moments extraordinaires, de détails brûlants, mais rien de plus — des effets et des impressions sans un point de vue dominant ; c'est peut-être le problème de ces metteurs en scène qui vont dans des écoles de cinéma plutôt que d'étudier le droit, la philosophie, la médecine ou même la romance des ordres, c'est-à-dire tout ce qui pourrait leur donner une vision de la vie dans laquelle le cinéma leur apparaîtrait seulement comme un mode d'expression, et non comme une fin en soi. »

Frank Rich, dans *Time* (daté



d'entretenir ce climat de tempêtes et de démesure. Vincent Canby, qui s'inquiète dans le *New York Times* (daté 19 août) de l'énorme pouvoir personnel dont dispose, après quelques succès seulement, des metteurs en scène comme Coppola, Scorsese ou Lucas, estime que *Apocalypse now* a les défauts de *Conversation secrète*, précédent film du même réalisateur (primé à Cannes en

27 août), est encore plus sévère. « Maintenant que le film est sorti, écrit-il, le public va enfin savoir pourquoi il a fallu à Coppola plus de 30 millions de dollars et près de quatre ans pour le finir. La réponse, apparemment, n'est pas aussi mystérieuse qu'on pourrait le penser. Coppola a retardé l'achèvement de son film pour la simple raison qu'il ne parvenait pas à réaliser la grande œuvre qu'il voulait faire (...). Même si beaucoup de scènes sont à couper le souffle, *Apocalypse now* est aussi dénué de finesse sur le plan émotionnel

que vide sur le plan intellectuel. C'est moins le récit épique d'une guerre cruelle qu'un échantillon monument à la défaite artistique que Coppola s'est infligée à lui-même (Artistique self-defeat). »

Frank Rich considère que les personnages « sont inexistantes, à commencer par celui du capitaine dont nous suivons le long voyage (le Nous sommes censés voir le film à travers ses yeux, écrit le critique du *Time*, mais ces yeux ne nous disent rien) » et que la dernière partie témoigne d'un manque complet d'imagination. « *Apocalypse now*, conclut-il, nous rappelle que la guerre est un enfer, mais ne nous montre pas le drame et le choc moral que fut cette guerre particulière. »

Jack Kroll, dans *Newsweek* (daté 20 août), est au contraire un fervent partisan du film. « Il est temps, dit-il, d'oublier les trois ans de publicité souvent hystérique (...). L'important est que Coppola est un réalisateur merveilleusement doué, et le miracle est qu'après toute cette folie il nous a livré un film étourdissant et inoubliable. Coppola a tous les dons d'un grand artiste, et tous ces dons éclatent dans une profusion qui serait écrasante s'il n'avait aussi celui d'assurer un équilibre cristallin de tous les éléments. »

« *Apocalypse now*, poursuit le critique de *Newsweek*, bouillonne de violence, d'horreur, de folie, d'ironie, d'humour, de douleur, de colère, de désespoir et d'espoir, mais ce bouillonnement est contrôlé de main de maître. » Selon Jack Kroll, Coppola dirige ses acteurs à la perfection, la musique de Carmine Coppola (père du metteur en scène) et la photographie de Vittorio Storaro sont irréprochables, comme l'est le rythme donné au récit par Coppola et son chef monteur Richard Marks.

THOMAS FERENCZI.

## Voici venu le temps des fous

La guerre du Vietnam est au centre du film de Francis Coppola *Apocalypse now* qui sort sur les écrans français ce mercredi. Un homme, le capitaine Willard, qu'incarne Martin Sheen, est chargé par le haut commandement américain au Vietnam de faire disparaître le colonel Kurtz, coupable d'avoir dépassé ses droits dans plusieurs opérations qu'il a dirigées contre les Vietnamiens. Kurtz, dont le rôle est joué par Marion Brando, s'est réfugié avec ses suppléments, des montagnards, dans un camp retranché à la frontière qui sépare le Vietnam du Sud du Cambodge.

Le film retrace l'itinéraire que suit Willard à travers les zones d'insécurité qui s'interposent entre Nha-Trang, base célèbre durant les deux guerres d'Indochine, situées sur la mer de Chine, et le sanctuaire où le colonel Kurtz règne en maître absolu et sanguinaire. La rivière que remonte avec un équipage le capitaine Willard passe, au long des kilomètres, du pays des réalités quotidiennes dans celui du cauchemar.

### Délire

On ne court pas grand risque à prédire que Francis Coppola rentrera largement dans les trente-deux millions de dollars que lui a coûtés *Apocalypse now* et ne regrettera pas les quatre années qu'il a consacrées au tournage et au montage du film. Le spectacle est grandiose, le succès assuré et l'œuvre a la dimension d'un opéra sanglant dont le mort et le peur sont les grands thèmes. Le délire qui s'installe dès les premières minutes du récit ne trahit jamais la vraisemblance des situations et sans doute est-ce pour cela que chaque image porte au cœur et au ventre, à ne pouvoir quitter l'écran des yeux. Bravo M. Coppola ! voilà un grand film qui aura un double mérite, celui de donner un visage à la guerre, jusqu'alors jamais révélé, et que seul un visionnaire lucide pouvait faire découvrir. Celui aussi de dénoncer la fragilité des frontières qui séparent l'homme jugé serein d'un dément et de la, qui peuvent séparer un criminel de guerre d'un soldat en campagne. Brelays le passé. Rayé de notre mémoire tout ce que nous

servions et tous les mythes sur nous. Aux oubliettes les hommes de Trente Seconde sur Tokyo et d'Aventure en Birmanie. Finis les héros, voici venu le temps des fous.

Et les fous, il y en a partout dans cette histoire. C'est le lieutenant-colonel Kilgore et son chapeau audacieux qui fait sonner la trompette de cavalerie à chaque fois que ses hélicoptères vont prendre l'air et qui a une passion pour le surt au point d'embarquer des planches quand une opération mène son régiment aux abords d'un plan d'eau propice. Il y a surtout le colonel Kurtz sorte de King-Kong sanguinaire, dieu vaurien dans son temple. Des cadavres mutilés, décapités, saignés, offrandes de ses fidèles compagnons d'armes, constituent les fruits de la jungle qui l'assomme. C'est lui qui, Willard doit fuir, et il le fera au coupe-coupe comme on sacrifie un bœuf au village en fête. Indéfectible. Kurtz ne fera rien pour se défendre, suicidaire, lui que la grande partie de rigolade guerrière a détraqué plus que les autres. Et Willard deviendra fou à son tour.

Il y a aussi tous les fous de peur qui tirent à tort et à travers, et les fous rigles comme des mécaniques et qui font des cartons posément.

Tous ces fous qui ont toute l'apparence de gens normaux, c'est la guerre qui les a fabriqués, dit Coppola. Une guerre que Coppola, en dépit de toute l'horreur qu'il met dans les images, rend séduisante. Un grand jeu organisé par les hommes pour les hommes. Personne n'est dupe et l'horreur n'a été interrogée à ce sujet. À Cannes en mai dernier, Coppola a déclaré : « La guerre est séduisante... Il doit bien y avoir une beauté et une séduction dans la guerre, sinon les gens ne voudraient pas toujours la faire. »

La séduction toute l'ambiguïté du film qui ne manquera pas d'éveiller ou de réveiller des ressorts secrets. Entraîné dans la tourmente des images, des sons et du ballet de la mort, il est difficile de rester indifférent. Mais il ne faut pas craindre non plus de voir ce monument dédié à la détresse humaine.

CLAUDE LAMOTTE.

## L'AFFAIRE DE MY-LAY

### Et la fusillade commença...

*Si Coppola s'est inspiré du livre de Conrad au cœur des ténèbres, la décision de faire le film tient aux récits qui lui ont été faits de certaines exactions perpétrées au Vietnam par des troupes américaines. Voici le rappel de la dramatique affaire de My-Lay.*

Le 16 mars 1968, trois sections d'une compagnie de la division American, commandées par le lieutenant William Calley, exécutaient de sang-froid quelque quatre cents ou cinq cents civils, pour la plupart des vieillards, des femmes et des enfants, habitants du village de My-Lay (ou Song-Mi, ou Truong-Anh), dans la province vietnamienne de Quang-Ngai. Des viols et des actes de sodomie étaient perpétrés.

David Lamp, correspondant de l'agence U.P.I., rapportait :

« J'ai interrogé plusieurs personnes qui se trouvaient dans le village en cette terrible journée de la mi-mars 1968. Sans sur quelques points de détail, les versions concordent. Un villageois m'a raconté : « C'était le matin. Nous prenions notre premier repas de la journée lorsque soudain, des obus d'artillerie commencent à tomber sur le village. Ce n'était pas la première fois que nous étions bombardés. Nous nous sommes précipités vers les abris. Le bombardement a été intensif et a duré pendant près d'une demi-heure. Nous avons ensuite entendu le grondement des hélicoptères. Il y en avait huit, des gros, des engins de transport de personnel. Des

soldats américains descendirent et se postèrent dans le village. Les Américains étaient déjà venus deux fois chez nous, nous n'avions aucune raison d'avoir peur et de nous cacher. Ils nous ordonnèrent de sortir, tous, hommes et femmes, jeunes et vieux, même les mères avec leurs bébés. Ils nous emmenèrent à quelques centaines de mètres du village et nous ordonnèrent de nous accroupir. Nous n'avions toujours pas peur, et tout se passait dans le calme et sans inquiétude aucune. On ne comprenait pas très bien ce qu'ils voulaient, mais c'était tout. » Tous les Américains étaient armés de carabines. Soudain, nous avons vu plusieurs soldats préparer une arme que je n'avais jamais vue, montée sur un trépied. Ce fut le début de la fusillade. Les femmes se mirent à pleurer, les enfants à crier. Un homme monta à un soldat ses papiers d'identité, mais l'Américain secoua la tête et d'un air navré, et déclara seulement : « Sorry » (désolé). Et la fusillade commença : Je fus parmi les premiers touchés : une balle dans la jambe. Je tombai, et d'autres corps tombèrent sur moi. Je n'osais pas bouger, et c'est sans doute ce qui m'a sauvé. Je suis resté ainsi pendant une heure, jusqu'à ce que les soldats s'en aillent. » En novembre 1969, le *Newsweek* et le *New York Times* s'emparaient de l'affaire, qui allait devenir prétexte à un débat national allant de la

simple condamnation morale à la critique des buts de guerre au Vietnam et même à une remise en cause de l'idée si généralement admise de la supériorité de la civilisation américaine. Crise de conscience, vrai dire, sans précédent comparable, à certains égards, à l'affaire Dreyfus. Car, si l'on en croit les sondages, 65 % des Américains estimaient que les affaires de ce genre étaient inévitables en temps de guerre.

Le 29 mars 1971, le tribunal militaire de Fort-Benning (Géorgie) reconnaissait le lieutenant Calley coupable du meurtre de cent civils et le condamnait à la prison à vie. Les anciens combattants protestèrent, traduisant un sentiment assez répandu : ils s'indignèrent parce qu'un « petit » était abandonné par les « grands ». Quant aux libéraux, aux pacifistes et aux « radicaux », ils affirmèrent que cette condamnation permettait d'absoudre les vrais coupables.

La controverse rebondit quand on apprit la décision de M. Nixon, le lendemain du verdict, de faire sortir le lieutenant Calley de prison et de le laisser en résidence surveillée dans sa maison de Fort-Benning.

Le 20 août 1971, la peine était transformée en vingt ans de prison, pour l'assassinat de vingt-deux civils. Le 25 septembre 1974, un juge fédéral cassa le jugement d'une cour militaire qui avait réduit la sentence à dix ans de détention. Après la décision de la cour d'appel fédérale de La Nouvelle-Orléans, l'affaire fut officiellement close.

## REPRISE DE « L'ANGE BLEU »

### Naissance d'une star

Une légende tenace veut que Marlene Dietrich ait été, avant de tourner dans *L'ange bleu*, une petite comédienne insignifiante que Josef von Sternberg tira d'une obscurité où elle serait sans doute restée sans lui.

Si c'est vrai que *L'ange bleu* (tourné à Berlin entre le 4 novembre 1929 et le 22 janvier 1930) a marqué la naissance d'une star, d'un mythe féminin érotique qui allait, via Hollywood, conquérir le monde et rivaliser avec celui de Garbo, « la Divine », Marlene Dietrich était loin d'être une inconnue en 1929. Sa personnalité était célèbre à Berlin. Sa carrière (théâtre, music-hall, cinéma) en avait fait une actrice d'une certaine renommée. On a jeté aux oubliettes la douzaine de films allemands d'avant *L'ange bleu* comme s'ils n'avaient jamais existé. Ceux qui ont vu récemment au CICI, qui s'est tenu à Annecy, *Die Frau, nach der Man sich sehnt*, de Kurt Bernhardt (1929), ont été étonnés, éblouis, d'y trouver non seulement une vedette mais encore une femme troublante, porteuse, déjà, du mythe céleste.

On sait que Josef von Sternberg, prestigieux metteur en scène de films muets aux États-Unis, avait dirigé Emil Jannings, acteur allemand, glorieux monarque sacré, lors de son passage à Hollywood. C'est Jannings qui réclama Sternberg à Berlin en 1929, pour le diriger à nouveau, mais dans son premier film parlant, Jannings voulait jouer Raspoutine. Cela ne plaisait pas à Sternberg. Finalement, le choix se porta sur un roman d'Heinrich Mann paru en 1904, *Professor Unrath, histoire de la déchéance d'un bourgeois de l'époque de Guillaume II*

par sa rencontre et son mariage avec une chanteuse dont il se servait pour se venger de la société. Avec l'accord de l'auteur, Sternberg modifia l'intrigue, si bien qu'il ne faut guère chercher Heinrich Mann dans *L'ange bleu*. De toute évidence, le film devait être une occasion pour Emil Jannings de se mettre en valeur, de faire l'écran. Mais lorsque, contre l'avis de tous, Sternberg eut choisi pour le rôle de Lola Lola Marlene Dietrich, qu'il avait, effectivement, « découverte » en allant la voir jouer dans une revue berlinoise à la mode (Jannings avait sa candidate, Lucia Mannheim, qui ne l'aurait sans doute pas gênée), la conception du film bascula complètement.

Sternberg avait de Lola Lola l'idée d'une femme telle qu'on en trouvait dans les gravures érotiques de Fellini Rops. La scène du cabaret où elle apparaît pour la première fois entourée de grosses créatures avachies est, à cet égard, caractéristique. Si le rôle de Lola éclipse finalement celui d'Unrath, c'est bien parce que Marlene, comédienne sobre, fine, intelligente (et non jeune femme simplement docile, comme on l'a dit), avait compris où la menait cette conception esthétique de Sternberg. Il n'y a pas de femme fatale dans *L'ange bleu*, mais une chanteuse de mœurs un peu légères, bonne fille, à la fois amusée et flattée par l'intérêt, le désir que lui témoigne un honorable professeur de collège, célibataire nûr dont la décadence masochiste (par son entourage) lui fait perdre conscience à quel point elle peut être une force, une « étoile », en somme, dans son univers de spectacle, en cessant

de masquer, sous des oripeaux, sous un attirail canaille de dessous mousquetaire et de jartelles pour collégiens et matelots, la femme « de la tête aux pieds faite pour l'amour ».

Nous lisons aujourd'hui, en clair, sur l'écran cette consécration de Marlene avant son entrée à Hollywood dans un réalisme poétique et violent à la Stroheim ou à la Pabst. Mais lorsque, le sujet aidant, avait quelque peu hérité. Mais les malheurs du professeur Rath, dit Unrath, les étapes de sa déchéance, ne nous touchent plus. On ne croit plus à Jannings. Il souligne tous les effets, il « surjoue » à plaisir, s'étale, se rend insupportable. Et, en dépit de ce qu'a écrit Kracauer, *L'ange bleu* n'est pas une sorte de témoignage sur le climat de l'Allemagne pré-nazie, dont Sternberg ne se préoccupa d'ailleurs pas, dans son palace et les studios berlinois. Ce barbon déguisé en clown auquel on casse des œufs sur la tête, on le trouverait aussi bien dans le Second Empire de Zola.

Lola Lola, en revanche, n'est pas Nana. C'est Marlene Dietrich qui s'affirme par un jeu étonnant « moderne », une voix sensuelle dont les indications changent progressivement. *L'ange bleu* n'a rien de rétro ; même s'il porte, techniquement, la marque des débuts du parlant. C'est un film qui nous raconte comment Marlene est devenue une star et pourquoi elle est, sur cinéma, éternelle, unique.

JACQUES SICLIER.

\* Studio Opta-Gom, Olympic, Mac-Mahon (V.O.).



## Un été américain

## Découvrir le cinéma sur un campus du Massachusetts

Parallèlement au cinéma industriel, produit dans et par l'industrie, se développe, en Occident du moins, et dans certains pays du tiers-monde, un cinéma indépendant, plus personnel, et s'adressant à de petits groupes. Ce cinéma met en jeu de modestes sommes d'argent, permet une plus grande liberté de manœuvre face aux « établissements » qu'ils soient. Il suppose une nouvelle technologie, plus légère, plus maniable.

Deux personnalités, l'une en France et en Afrique, l'autre aux Etats-Unis, ont largement contribué à cette évolution : Jean Rouch et Richard Leacock. Au début de cet été, Richard Leacock et Jean Rouch se sont retrouvés pendant trois semaines dans « l'Université d'été » d'Amherst, au nord du Massachusetts, où l'on enseigne également l'écriture du scénario, l'art de l'animation, l'organisation de la production, où l'on propose même « le futur ».

Ces préoccupations rejoignent celles de la dernière Biennale de Venise, qui proposait comme thème, pour un de ses colloques, « Les années 80 », et avait invité aussi bien Joseph Losey, Raymond Bette, Shirley Clarke que Jean Rouch et Richard Leacock. La confusion fut grande par la suite, l'attention de base de Carlo Lizzani, organisateur de la Biennale, résumait juste : le cinéma, ses structures, son économie, ses techniques, son écriture, passe par une mise profonde.

Amherst était l'avant-poste, le lieu d'observation privilégié, sur la côte est des Etats-Unis, où le phénomène apparaît avec le plus d'évidence. — L. M.

FRANK CAPRA, l'auteur de *New York-Miami*, de *Mr. Smith au Sénat*, le responsable de la célèbre série *Pourquoi nous combattons*, le seul cinéaste au monde, peut-être, à avoir su s'imposer également dans le documentaire et la fiction, disait à peu près, au début de la seconde guerre mondiale : « Après-guerre, le public ne voudra plus que des contes de fée ou du strict documentaire. » Simplification apparente, mais que ne démentiraient aujourd'hui ni les superproductions spectaculaires ni la vogue croissante du cinéma « vécu », ou « vérité », ou ethnographique, selon la vision de Jean Rouch.

Il n'était pas question, cet été, à Amherst, au nord de l'Etat du Massachusetts, dans ce collège ultra-moderne sis en pleine nature qui abritait le neuvième Summer Institute of the Media Arts, de projeter *Star Wars* ou *Alien* avec la parphénalia du 70 mm, du son stéréophonique ; de toute façon on pouvait les voir ou les revoir, d'un saut de voiture, dans quelque cinéma alentour. En revanche le documentaire, ce thème aujourd'hui rejeté par presque tous ses préceptes pour la forte connotation d'ennui qu'il a longtemps charriée, le documentaire triomphant, sous toutes les coutures, était l'invité d'honneur. Désormais on regardait, on jugeait le cinéma-cinéma, le cinéma traditionnel, à partir du documentaire ; un cinéma à la portée de tous, relativement, un cinéma qui n'est resté pas moins une écriture, un effort d'écriture, même s'il s'écrit en 16 mm, en super 8, en vidéo plus ou moins « légère », de toute façon portable.

## L'exemple de John Marshall

Pour la seconde année consécutive, cette « université d'été », comme on dit aux Etats-Unis, réunissait les deux pionniers de cet autre cinéma, Richard Leacock et Jean Rouch. Certes on enseignait aussi le cinéma classique en la personne de Frank Daniel, ancien directeur de la Famu (l'école de cinéma de Prague), ancien directeur de l'American Film Institute de Los Angeles (parmi ses élèves, Terrence Malick, l'auteur des *Molons du ciel*), qui aujourd'hui, sur la recommandation de Milos Forman, son compatriote, dirige le département cinéma de Columbia University à New-York ; et le cinéma expérimental avec Robert Breer, qui a su libérer le cinéma d'animation du carcan réaliste-naturaliste.

Les cours ne sont pas gratuits : 375 dollars pour la totalité du cycle de trois semaines ; 175 dollars pour les cycles d'une semaine. Au terme de leur travail, les étudiants obtiennent six unités de valeur pour les trois semaines, deux pour une semaine. Quelques bourses existent, il est possible de payer son séjour en faisant des petits travaux, en aidant les organisateurs. C'est très limité. Ceux et celles qui s'inscrivent ont choisi de le faire, économisé ou emprunté pour participer à une expérience qui leur garantit au bout de trois semaines, dans certains cas, une pratique relativement poussée du cinéma, qu'il s'agisse du documentaire, de l'animation, de l'écriture de scénario, du travail vidéo. Sept universités, six de la

région de Boston-Cambridge (dont les plus connues, Harvard, MIT), plus Yale, regroupent leurs efforts à travers un organisme permanent, l'University Film Study Center, en partie subventionné par le gouvernement.

Les titres des autres sujets d'enseignement retenus cette année sont non moins révélateurs des préoccupations universitaires américaines face aux media arts, les arts de la communication ; *Arts Administration* (stage conduit par un jeune chef d'orchestre), la photographie couleur, l'atelier de vidéo digitale, un département production, un dernier titre qui laisse rêver, *The Future*, l'avenir.

Jean Rouch, avec son atelier de « cinéma anthropologique » (chez nous, on dit cinéma ethnographique), a réuni quarante-cinq étudiants, plus trois venus de France, grâce à des bourses du gouvernement français, et un d'Iraël. Le génie de l'auteur de *Moi, un Noir* à susciter la communication, une expérience déjà riche de plus de soixante-dix films, une pratique du cinéma là où en son temps stimula l'« Nouvelle Vague » et reste un défi à notre conception conservatrice du cinéma, ont fait de lui une légende vivante. Le succès fut total.

Succesivement John Marshall (*The Hunters*, 1958 ; *Bitter Melons*), et Robert Gardner (*Dead Birds*, 1965 ; le récent *Deep Hearts*), deux maîtres du cinéma ethnographique, sont venus discuter de leur pratique. Par quels moyens entrez-vous en contact avec une cul-

ture donnée, où placez-vous votre caméra ? John Marshall et Robert Gardner illustraient des positions contradictoires.

Dès l'âge de dix-sept ans, John Marshall s'est trouvé vivre en symbiose avec les bushmen du désert de Kalahari, dans l'Afrique australe. *The Hunters* est daté de 1958. *Bitter Melons*, lui, fut tourné en 1964, mais monté entre 1966 et 1971, coutume fréquente aujourd'hui chez les auteurs de documentaire, revenant, pour des raisons diverses, avec un certain recul sur un matériau brut déjà filmé.

*Bitter Melons* (Melons amers) se divise en deux parties, l'une décrivant la vie quotidienne, la chasse, la cueillette ; l'autre l'organisation sociale. Un musicien aveugle assure la cohérence du récit, ses chants traitent, selon une vieille tradition, les problèmes évoqués par l'image.

## Aux sources de la poésie

Si Jean Rouch et Richard Leacock se sont accordés pour louer le travail de John Marshall, Robert Gardner a suscité des réactions plus mitigées avec les très belles images de son tout récent *Deep Hearts* filmé au nord du Niger, chez les Bororo. De retour de la brousse, les jeunes guerriers se parent de leurs plus beaux bijoux, se maquillent comme des stars, sourient ostensiblement de leurs dents écartées, pour être choisis par les jeunes femmes. Robert Gardner, la caméra proche des visages des éphèbres alignés, n'a retenu qu'une beauté formelle, extraordinaire, coupée de toute référence à une culture, à une tradition. Un second montage est en cours.

Jean Rouch a présenté plusieurs de ses films, et le tout récent long métrage, *Funérailles à Bongo* (ou *la Mort du vieil Ann*), également montré au Festival de Venise. Le tournage remonte pour l'essentiel à 1972. Le film illustre à la perfection la méthode du cinéaste : Caméra en main, celui-ci relève les traces du rituel funéraire qui précède, six mois après sa mort, au second enterrement, symbolique, du doyen du village décédé à cent vingt-deux ans.

Cinq ou six films de Jean Rouch, que l'on a vus à Amherst, s'inspirent du même principe : relever les traces, au sens littéral, mettre ses

John Marshall est l'un de cette communauté, parle sa langue, fait presque partie de la famille. Pendant vingt ans, de 1958 à 1978, John Marshall ne fut plus autorisé à revenir tourner. Sous l'effet du progrès, un contact accru avec le monde extérieur, « cette société égarée », dit-il, devint stralée. Des équipes viennent filmer de John Marshall des choses arrangées. Pour Jean Rouch, John Marshall représente « l'anthropologie d'avant-garde », ce qui explique peut-être, selon lui, que ses films n'aient pas été reconnus à leur époque par l'établissement universitaire : « Margaret Mead, Inés de la Torre, elle était encore en vie, lui aurait donné le doctorat sans problème. » En novembre prochain, à Paris, le C.N.R.S. projetera l'ensemble de l'œuvre de John Marshall, en présence du cinéaste.

pleins dans les traces, d'un rite. Le son devient capital, nécessairement synchronisé, sinon le film perd tout son sens. Avec pourtant, dans *Funérailles à Bongo*, la surprise fabuleuse de cette prière récitée dans le pénombre par un officiant religieux qui raconte, comme il le fait régulièrement à chaque enterrement, l'origine du monde. Germaine Dieterlen a traduit ce texte magnifique, Jean Rouch le lit, de manière inspirée, nous ramène aux sources de la poésie, poésie qui fut vécue, parlée, avant d'être couchée sur la page blanche. Au terme d'une projection triomphale, Richard Leacock a posé la question capitale : « De quel droit pouvez-vous prétendre faire revivre une culture qui n'est pas la vôtre ? » Rouch, en guise de réponse, ne put qu'avancer sa totale subjectivité, portée par cette parole onirique, parole pourtant bien réelle, par le timbre, la chaleur de la voix, la cadence d'élocution, parole d'un poète devenu lui-même plus « contour africain » que nature.

L'importance de la parole s'est vérifiée, dans un genre bien différent, avec un court film expérimental, fruit de deux ans de travail, *The Lives of a Firecracker* (les vies d'un pétard), d'une jeune femme, Sandy Moore, qui enseignait l'animation aux côtés de Robert Breer. Là, la parole a tout commandé, a guidé la construction, le montage, les correspondances rythmiques.

## La dramaturgie de Narcisse

Jean Rouch comme Sandy Moore proposent des petits films pas chers, nées d'une complicité absolue entre l'artiste et l'objet. Depuis le premier jour, Jean Rouch et Richard Leacock ont travaillé ensemble, Richard Leacock, au MIT. La vidéo « réaliste » filme le réel jusqu'à l'usure, et tout d'un coup saisi l'événement rare comme jamais le cinéma ne le permettrait. Bernard Bergery joue aux quatre coins avec sa petite caméra, discute avec son jeune cousin ou flirte avec une jeune femme. Narcisse filme et est filmé, l'échange spontané de la caméra entre filmé et filmant, un miroir, enlèvent le jeu, une dramaturgie inconnue s'esquisse donc on doit se demander si elle représente un nouvel avenir du cinématographe, de l'écriture par le cinéma.

LOUIS MARCORELLES.

## Dialogue entre Richard Leacock et Jean Rouch

## Le prix de la liberté

RICHARD LEACOCK est venu au cinéma, très jeune, sous la protection et avec les encouragements de Robert Flaherty, qui fut un peu son père spirituel. Il sert pendant la guerre en Birmanie comme combattant photographe. A la fin des années 50, il crée avec le correspondant de *Life*, Robert Drew, une nouvelle forme de journalisme cinématographique, qu'ils espèrent imposer à la télévision. Film expérimental, l'échec commercial est total, la télévision, même américaine, ne veut pas dégrader ses habitudes, selon lesquelles tout, malgré les apparences, doit être strictement contrôlé.

Un film néanmoins, parmi d'autres plus importants, fut très remarqué : *Primary*, auquel collaborèrent les quatre « grands » du direct américain, c'est-à-dire, outre Leacock, D.A. Pennebaker, Albert Maysles et le Canadien Terrence Macartney-Filigati.

Après la fin de l'association Drew-Leacock, ce dernier put se reconstruire dans l'enseignement, grâce au MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Cambridge, Mass., qui finança des recherches pour mettre au point un équipement léger synchrone, semi-professionnel, en super 8. Parallèlement, il nouait des contacts assez étroits avec deux figures de proue de l'avant-garde américaine, Stan Brakhage et Jonas Mekas : à partir, peut-être, d'une préoccupation commune que le cinéma doit appartenir au créateur, à l'artiste, comme la toile, le plateau, les couleurs, à l'artiste-peintre, ou le piano et la partition au musicien.

Jean Rouch est venu au cinéma un peu plus tardivement, pendant la guerre. Il se retrouve ingénieur des ponts et chaussées en Afrique, mais change progressivement de vocation. Il s'oriente vers l'ethnographie puis le cinéma, outil idéal pour regarder et enregistrer les mondes d'ici (ce qu'il en restait) et d'aujourd'hui. L'importance du travail de Jean Rouch va prendre des dimensions internationales avec, en 1953, les *Maitres fous* et, en 1958-1959, *Moi, un Noir*, sur lequel un jeune critique, Jean-Luc Godard, à la veille de réaliser son premier film de long métrage, *A bout de souffle*, écrit des pages enthousiastes.

Le contact ne sera jamais

perdu entre Rouch et l'Amérique « nouvelle vague », et d'abord ce fut Godard, ainsi que Jacques Rivette, qui sera, aux côtés d'Edgar Morin, de Marceline Loridan, de Régis Debray, entre autres, un des interprètes de *Chronique d'un été*, en 1960-1961. Michel Brault est venu du Canada montrer comment se servir d'une caméra légère synchrone. Edgar Morin, coréalisateur, résumait le mot de « cinéma-vérité », que certains récusent au profit de « cinéma direct », à cause de ses trop fortes connotations de « réalisme ». *Chronique d'un été*, aujourd'hui est devenu un classique. Il est projeté régulièrement avec *Primary* à l'Université d'été : les problèmes qu'il aborde gardent toujours leur actualité.

RICHARD LEACOCK : « Je crois beaucoup au vidéo-

disque pour diverses raisons. Et d'abord des raisons économiques. Nos films ne sont pas ceux que par de toutes petites audiences. La télévision, pour les créateurs, est un désastre. Quand vers 1955 j'ai tourné un film pour N.B.C., *Toby*, j'ai peut-être eu neuf, dix millions de spectateurs, mais je n'ai rien eu d'autre, le lendemain tout s'est évanoui. Les salles de cinéma restent interdites. Le vidéodisque nous propose un film pour 60 cents, contre 500 dollars une copie de film 16 mm. J'espère que le vidéodisque pourra toucher le public comme les livres de poche ou les disques le font. Nous parlons d'un nombre limité de spectateurs à atteindre, nous raisonnons désormais par milliers à la rigueur, et non plus par millions. »

## Filmer partout quand on veut

JEAN ROUCH : « Il y a une autre manière de diffuser nos films, et c'est tout le problème du cinéma indépendant. Chez nous, les cinéastes indépendants pensent d'abord à la télévision ou aux salles de cinéma. Ici, il existe d'autres réseaux de diffusion, par les universités, les collectivités. Vous vendez des copies au double du prix du tirage de la copie. Nous avons bien essayé en France, pour l'instant ça ne rapporte pas grand chose. Et pourtant, nous continuons à insister la passion de faire du cinéma à des jeunes qui viennent ici apprendre les rudiments du métier. »

« Le super 8 « single » (avec son coude sur la pellicule) offre une alternative intéressante. Vous pouvez faire votre montage son directement sur le film, en prévoyant une seconde de marge de sécurité au début et à la fin de chaque scène. Vous pouvez tourner des petits films très simples avec deux pistes sonores, comme pour le vidéodisque. Vous pouvez vous-même sur le film, mixer une seconde piste sonore, ajouter de la musique et des effets de son. Je reste pourtant très gêné par le super 8, je n'arrive pas à le prendre au sérieux, au contraire de mes étudiants. Mais pour la diffusion, vous pouvez l'importer où, avec un petit générateur, sur un écran de trois mètres de base. »

LEACOCK : « Pour l'instant, vous ne pouvez pas obtenir une bonne copie super 8 à partir du super 8. Oui, vous pouvez transférer du 16 mm, du 35 mm, en super 8, sans problème. Mais du super 8 au super 8, ça revient trop cher, personne ne s'intéresse à payer la recherche. Et pourtant j'aime toujours beaucoup le super 8. D'abord c'est tellement moins cher : l'Anton, la caméra 16 mm ultra-moderne dont on nous a fait une démonstration, revient sur notre marché à 24 000 dollars. Je peux acheter une petite caméra super 8 pour 300 dollars, elle rend beaucoup de services. »

« En plus, je trouve le super 8, le tournage en super 8, bien plus drôle que celui en 16 mm. J'ai une idée en tête que j'espère bien matérialiser. Vous voyez cet appareil photo, je peux le porter tout le temps avec moi, n'importe où. Je voudrais pareillement, avec ma caméra, filmer partout, quand j'ai envie. Au lieu de tourner un film sur un sujet précis, me contenter de filmer ce que je vois, ce qui m'intéresse : comme pour une photo fixe. Ne plus avoir à me dire, au moment X « Il faut que j'aie » prendre ma caméra dans le placard. C'est trop tard. »

« Ma question, face aux films ethnographiques que nous avons vus ici, est que

nous connaissons déjà, est une vieille question. Rarement un film vous donne une idée claire de la différence culturelle entre un peuple donné et nous-mêmes. Il est moins d'avoir vécu soi-même avec les populations décrites, il est extrêmement difficile de transmettre à d'autres ces différences, de faire faire comprendre que quelque chose d'important vous échappe. Alors le son et la parole sont encore plus difficiles. Je pense à ce film de David MacDougall, tourné en Afrique, où des indigènes parlent sans arrêt, face à la caméra, et où leur parole est sous-titrée comme dans un film occidental. Les sous-titres, au mieux, constituent un précis, c'est forcément très incomplet et tazeux. On ne parle encore du langage du corps. Tout cela reste réservé à des spécialistes. »

ROUCH : « Oui, c'est un problème délicat. Notre solution, à John Marshall et à moi-même, c'est de revenir inlassablement au même endroit, année après année, de rester en contact permanent avec les gens que nous filmons, d'essayer de travailler en étroite collaboration avec eux. Collaboration étrange. J'ai déjà filmé dix heures de film sur le rituel de la mort chez les Dogons. Je le fais parce que je suis fasciné, fasciné par la façon dont ces gens accueillent la mort, à l'opposé de ce qui se passe dans nos civilisations. Ils jugent la mort nécessaire pour la vie, tous leurs mythes tournent autour de ça. Par exemple, un de ces mythes raconte que la mort fut inventée le jour-même où l'homme commença à parler. Je voudrais communiquer des informations de ce genre, apprendre aux autres qu'il y a différentes façons de penser de vivre. »

« C'est un peu mon utopie. L'ethnographie est la science de l'avenir. Le monde qui nous attend, nous-mêmes, nos enfants, les générations futures, c'est un monde de la différence. Je ne cache pas, ce faisant, que je reste entièrement subjectif. Mais je partage avec les intéressés eux-mêmes, ils voient mes films, ils comprennent la compréhension que j'ai d'eux-mêmes. C'est ce que j'appelle l'anthropologie partagée. »

L. M.

**CARRE A VAUGIRARD**  
CENTRE D'ARTS CULTURELLE DE PARIS  
INAUGURATION DU CHATEAU-THEATRE  
ANCIEN ABATTOIR DE VAUGIRARD  
106, RUE BRANCION, PARIS 15<sup>e</sup>  
AVEC  
**ALEXIS WEISSENBERG**  
son piano... et quelques amis...  
LE JEUDI 27 SEPTEMBRE A 20H30  
LOCATION OUVERTE: 277.50.97 & AGENCES



## Pontus Hulten

## DES MUSÉES

Le second projet à l'étude est moins compliqué à concrétiser, mais non moins passionnant : l'homme et son corps. C'est-à-dire tout ce qui est en relation avec soi-même et qui parfois peut se sublimer en une œuvre d'art. Le geste, par exemple, qui chez Jasper Johns, Pollock ou Miró s'inscrit sur le tableau et témoigne de la sensibilité de l'artiste. Nous travaillons avec le professeur Jacques-Louis Binet, qui nous a remis

tance, mais qui ne sont pas notre préoccupation. Parfois, c'est très beau, mais c'est seulement pittoresque. Il s'agit au contraire d'identifier des choses importantes, les nouvelles images d'un monde invisible, visible seulement à travers des machines et qu'on voudrait rendre visibles aux hommes. Ce qui importe, c'est le contenu de l'image, sa signification, l'information qu'elle recèle. Et il arrive que cette image significative soit esthétique.

vant une politique de la qualité et de la diversité. Au Centre, nous ne voulons ni ne pouvons tout faire. D'autres musées existent et fonctionnent. Et ils doivent organiser des expositions. C'est primordial. C'est avec les expositions qu'on maintient la vie dans un musée.

— Il faudrait donc les développer ?

— Naturellement, mais il faut bien reconnaître qu'elles vont être de plus en plus difficiles à faire. Elles sont traditionnellement fondées sur le bénévolat de musées ou de gens qui prêtent leurs tableaux gratuitement. Pour les uns, c'est un service culturel, pour les autres, un plaisir de montrer ses trésors. On les valorise en les exposant. Mais le nombre des manifestations s'est tellement accru dans les musées du monde qu'on a atteint aujourd'hui un niveau de saturation.

— Est-ce une des raisons qui vous ont conduit, à Beaubourg, vers des recherches contemporaines ?

— Peut-être, mais c'est d'abord la nécessité de connaître notre époque. Le domaine contemporain pose des problèmes différents. Ne faire que des expositions prestigieuses est assez déprimant. Nul ne soupçonne ce qu'il y a de travail, de lettres, de coups de téléphone, de déjeuners, d'intrigues, pour mettre sur pied une grande exposition. Lorsque le tableau est accroché, on ne pense pas à ce qu'il a fallu faire avant de parvenir à le placer là. Cela semble aller de soi. Heureusement d'ailleurs, c'est notre récompense.

— Et il y a l'inflation des coûts ?

— Le coût des expositions a probablement doublé depuis dix ans. En raison des tarifs d'assurance, problème qui, dans certains cas, est résolu par la garantie de l'Etat, mais aussi d'une plus grande complexité. Les prêteurs sont tellement sollicités qu'ils deviennent de plus en plus exigeants. Pas question de faire voyager par bateau des œuvres précieuses. Tout doit voyager par avion. Et, naturellement, accompagné. Naguère, lorsque le nombre des expositions était réduit, un musée, un collectionneur étaient contents de prêter un tableau. Aujourd'hui, il y a tant de demandes qu'on se heurte à des hésitations. Et une œuvre prêtée pour une grande exposition, cela veut dire une absence d'une année, voire davantage. Mais c'est l'obligation d'un musée de voir l'avenir.

Propos recueillis par JACQUES MICHEL.

moderne. Président du CIMAM (Comité international pour les musées d'art moderne, réuni à Paris cette année depuis le 24 septembre), c'est un expert en la matière. C'est à lui qu'on doit ces expositions à caractère géographique et historique qui ont marqué l'inauguration du Centre Beaubourg avec « Paris New-York » et en ont soutenu l'intérêt avec « Paris-Berlin » puis « Paris-Moscou » actuellement en cours.

Quels renouvellements peut-on envisager à un moment où se réduit le stock des sujets historiques et où, pour toutes sortes de raisons, il devient de plus en plus difficile d'emprunter des œuvres d'art de valeur, rares par définition ? Par la force des choses, les musées d'art moderne devront se tourner vers le monde contemporain. C'est la conception muséale qui est en retard. Voici le deuxième âge des musées d'art moderne. — J. M.

un très important mémoire où sont étudiés les sujets suivants, qui peuvent devenir des expositions : le corps avant la période contemporaine, les moulages et empreintes dans l'art d'aujourd'hui, le mouvement du corps et sa perception.

Quant au troisième projet, il aborde les rivages de l'art et du non-art. Dès la première décennie de ce siècle, une notion nouvelle de l'art a fait son apparition : le non-art. Un non-art qui souvent est un art ou le devient par récupération. Et parfois, un art de première importance, nous le voyons dans le cas de Marcel Duchamp. Il nous faudra montrer ce qu'on pense être de l'art.

— Et aussi ce qui n'en est pas ?

— Eh oui ! Et c'est risqué. Il faut prendre position par rapport à ce phénomène qui est devenu une part significative de la création artistique. En quelque sorte une définition par la négative. L'art est un état en perpétuel devenir.

— Vous tenterez de prêter dans des mondes non artistiques ce qui est artistique ?

— Attention. Nous voulons éviter à tout prix l'esthétisme anecdotique. Nous n'allons pas nous extasier sur telle ou telle structure de cristaux et autres choses de ce genre, qui ont leur impor-

tement inintéressante. Elle se chargera de beauté lorsqu'on prendra conscience de sa signification. Lorsqu'on saura ce que c'est.

— Bien que cela ne soit pas formulé, on sent que les musées vont tendre à faire moins de ces expositions rapides et nombreuses auxquelles nous avons été habitués durant cette décennie. Les expositions seront plus lourdes, mais dureront plus longtemps.

— Le Centre fait cinquante expositions dans l'année, petites et grandes confondues, sans compter les expositions itinérantes ni la participation aux grandes expositions de l'étranger, auxquelles nous prêtons chaque année plus de huit cents œuvres d'art.

— Vous comptez en réduire le nombre ?

— Nous ne voulons pas l'augmenter. Les autres grands musées du monde en font bien moins. A Paris, l'art moderne est montré à Beaubourg, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, à l'ARO pour l'avant-garde, et parfois au Grand Palais pour certaines rétrospectives. Face à d'autres capitales, comme New-York, où l'art moderne est traité par quatre musées — le MOMA, le Guggenheim, le Whitney et le Met, — Paris peut se défendre très bien en poursuivant

## DIVERSITÉ DU TRECENTO

## La manière douce de Tomaso de Modena

On peut voir, au musée de Trévise, les vestiges d'une immense fresque du quatorzième siècle, véritable bande dessinée avec des chevaliers en cotte de mailles, des géants, de grandes épées plates, etc., bref tout l'appareil pittoresque et simpliste des chansons de geste. Et il s'agit bien de geste : les érudits ont identifié dans ce roman illustré la chanson d'Otinel, un héros sarasin, digne de Roland, qui se convertit au bon moment. Ces petits souvenirs de la chevalerie sont fréquents en Italie du Nord, mais surtout dans la marche de Trévise, où dans une curieuse langue mêlée que l'on appelle « franco-vénitienne », s'est épanouie une littérature romanesque médiévale très vivace : le cycle carolingien, mais aussi « le Roman de Renart ». Il existe sur des murs de la campagne, parmi des « druides », des images amusantes du goupil. Aucun doute : dans cette grande zone agricole, sur le flanc de Venise, la culture française profane était à l'aise.

Mais ce n'est pas tout. Les initiatives qui ont été prises à Trévise, et culminent cet été dans une exposition du peintre Tomaso de Modena, conduisent à un tableau beaucoup plus complexe et des plus intéressants (1). C'est pour beaucoup le résultat des désastres de la guerre qui a fait du mal à Trévise et entraîné, avec des restaurations, un attachement renouvelé pour les œuvres antiques. Dans le couvent des dominicains de San Nicolò, reconstruit (aujourd'hui édifié), il y avait au milieu du quatorzième siècle — et l'on peut voir de nouveau — autour du mur de la salle capitulaire une galerie peinte assez étrange et, à première vue, un peu aride, de quarante dominicains illustrés dans leur cellule. Tous, ceux de la Sorbonne et ceux du Vatican, à la table étroite de travail, ils écrivent, ils méditent les lunettes sur le nez, la tête appuyée sur le poing, ou portant sur le visage un regard agressif, comme Albert le Grand. Portraits imaginaires, bien entendu, mais créés par un peintre qui s'y connaissait en physiognomie. Ce qui, vers 1348-1350, donne un peu à réfléchir.

Ce Tomaso venait, comme son nom l'indique, de Modène, où il retourna après ses travaux à Trévise et mourut en 1379, voilà six siècles. Ce qui fournit un repère pour la commémoration de cet intéressant personnage. L'exposition consiste en un itinéraire à travers la ville, d'une église à l'autre, avec un ensemble plus important dans l'église désaffectée de Sainte-Catherine qui va devenir un dépôt des fresques de la province (cette adaptation « culturelle » des sanctuaires, attachants mais trop nombreux, se produit partout).

La grande surprise est la présentation du cycle de sainte Ursule : douze grandes panneaux



peints de silhouettes blondes, distribués sur des fonds légers d'architecture. L'usage des surfaces n'empêche pas de saisir l'extrême originalité du peintre qui travaille dans les clairs : jaune poussin, ocre rose, vert d'eau ; de longues silhouettes souriantes illustrent, cent cinquante ans avant Carpaccio, la gentille histoire que venait de raconter la toute récente « Légende dorée ». Cette suite oblige à reconnaître un talent très fort, échappant à l'emprise de Giotto, qui avait pourtant laissé un chef-d'œuvre fameux dans la ville voisine de Padoue. Tomaso, c'est tout autre chose : la figure l'occupe plus que l'espace. Autour de lui, d'autres artistes se laissent regrouper, le Trecento apparaît dans une diversité qui ressemble tout simplement à celle des autres siècles.

Le cycle de sainte Ursule est aussi réuni dans le registre de la mondanité aimable et fine que celui des théologiens sur manteau noir du couvent de San Nicolò. Ce qui donne une certaine ampleur à cet artiste, qu'on a fallu ignorer et dont l'œuvre a fallu disparaître. L'histoire de sainte Ursule a été sauvée in extremis de la démolition en 1882 par un amateur passionné (déjà !) et les quarante dominicains ont été bombardés en 1944. Maintenant, son œuvre s'éclaire assez bien : à Modène, à Bologne, de petits polyptyques montrent ce qu'il savait faire, toujours avec les tons blonds, légers, dans les petites formats. On a aussi de lui deux ouvrages — dont un signé — à Karlestein,

en Bohême, ce qui a posé le problème des relations entre Trévise et l'Europe centrale et du voyage possible de Tomaso (qu'on n'admet plus guère aujourd'hui).

Tomaso a été invité par quelque prêtre de Trévise. Les peintres passaient et ne se fixaient pas toujours. La manière « douce » et psychologique, si l'on peut dire, de Tomaso n'excluait pas les décors romanesques et stéréotypés des romans français. Comme si cela ne suffisait pas à notre curiosité, on vient de mettre en valeur une série de documents, avant tout des inventaires, qui démontrent, toujours à Trévise au quatorzième siècle, l'activité des collectionneurs et d'amateurs d'antiques, probablement un peu marchands : camées, fragments sculptés, monnaies... sans compter les manuscrits, sont mentionnés et parfois commentés (2). Tout cela circule et dénote une culture en mouvement. Déjà la Renaissance ? Si l'on veut. Mais la peinture n'en tient pas compte. Et c'est ce cloisonnement qui fait la différence avec ce qui suivra.

ANDRÉ CHASTEL.

(1) Tomaso de Modena, introduction et catalogue par L. Mazzariol, avec étude sur Trévise et sa culture. Éditions Saint-Etienne et chapitre des dominicains à San-Nicolò (jusqu'en 9 novembre).

(2) Luciano Gargan, Culture et arte nel Veneto al tempo di Petrarco, Padoue, 1978.

ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-LAZARE PASQUIER - 7 PARNASSIENS  
HAUTE-FEUILLE - CAMBRONNE  
FORUM CINÉMA, 1-7, r. P.-Lacort (M<sup>o</sup> Châtelet-Halles) 297-49-70.



Elle adore les grosses  
pommes vertes...

Premier Secret

un film de NOUJOUK VAN BRAKEL  
avec MARINA DE GRAZIA, GÉRALD COX  
Distribué par SWAN DIFFUSION

U.G.C. BIARRITZ - STUDIO CONTRESCARPE - ROYAL HAUSSMANN



"Détails surréalistes, palpitations de chairs  
et de sexes, songes exterminateurs..."

NOUVEL OBSERVATEUR

LA BÊTE

Film de WALERIAN BOROWCZYK

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

8 ANGES FILMS

SUBIRA PUIG  
Sculptures sur bois

EXPOSITION  
27 SEPTEMBRE  
27 OCTOBRE 1979

ARTCURIAL  
centre d'art plastique contemporain  
3, avenue Maignon 75008 Paris, 359 29 82  
Ouvert de 10 h 30 à 19 h 30 du mardi au samedi

LIVRES  
POLONAIS  
et livres français  
sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6<sup>e</sup>)

Tél. : 336-51-88

Galerie PÉLÉ SEVIGNÉ

14, rue Sévigné (4<sup>e</sup>) - 277-74-59

ISCAN

25 sept. - 18 nov.

GALERIE VALMAY

22, rue de Seine, 75006 Paris

34-61-75

MAYO

peintures

27 sept. - 31 octobre

LE BALCON DES ARTS

proposé

LES DESSINS DE 25 ARTISTES  
CONTEMPORAINS

141, rue Saint-Martin, 75004 Paris, 278-13-03, face au Centre Pompidou

Tous les jours de 11 h. à 19 h. 30, sauf dim. - Jusqu'au 13 octobre 1979

Galerie l'Obsidienne  
HERVE FENOUIL

du 27 septembre au 31 octobre 1979

28, av. Maignon 75008 Paris - Tél. 266.67.93

EN ACCORD  
AVEC Mme AUJAME

RÉALISATION  
DU

CATALOGUE

COMPLÉT DES ŒUVRES DE

JEAN

AUJAME

1905-1965

Prête à tout possesseur

d'ouvrages de prendre

rapidement contact avec

ROGER AUBRY

ART SERVICE

115, rue Saint-Martin, PARIS (4<sup>e</sup>)

PEINTURES

SCULPTURES

DESSINS

Lithographies

Affiches

Galerie

LAMBERT

14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4<sup>e</sup>.

Tél. : 325-14-21

MAIRIE ANNEXE DU 5<sup>e</sup>

Place du Panthéon

L'ENFANT

DANS LES COLLECTIONS

DE LA VILLE DE PARIS

Tél. et lundi, de 12 h. à 19 h. 30

Jusqu'au 21 octobre (entrée grat.)

GALERIE COARD

12, rue Jacques-Callot, 75006 Paris - 326.99.73

JOSÉ  
QUESSADA

jusqu'au 9 octobre 1979

UN NEVEU SILENCIEUX  
CE NEVEU SILENCIEUX

JEAN CARMET  
MARIE DUBOIS  
il y a  
longtemps  
que je t'aime  
un film de  
JEAN CHARLES  
TACCHIELLA









# RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

## CHAÎNE 1 : TF 1

18 h 10 TF 4.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.  
19 h 55 Tirage du Loto.  
20 h Journal.  
20 h 35 Dramatique : « Le Roi Muguet ».  
Une dramatique réalisée par G. Torre. Avec J. Dufilho, L. Chardonnat.  
Muguet (Jacques Dufilho), un alcoolique inséparable, hypnotisé à la suite d'un malheur, se trouve brusquement promu au rang de vedette en acceptant de servir de cobaye pour un traitement expérimental qui pourrait le sauver. Une relation étrange s'établit bientôt entre lui et le médecin, où les rapports de pouvoir ne sont pas égaux.  
22 h Livres en tête.  
Une émission de J.-P. Faugam et J. d'Ormesson.  
Avec MM. H. Troyat (Pierre le Grand), B. Prividali (Le Pré Joli), P.-J. Bémé (Gordillo ou l'Anglais), A. Carpentier (Le Harpe ou l'ombre), C. Bourquignon (Le Roi sur la route), M. J. Champion (Les Frères Montcaumon), le livre du mois : T. Zedella (Histoire des passions françaises).  
22 h 15 Journal.

## CHAÎNE II : A 2

18 h 10 Cours d'anglais : On we go.  
18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 Quotidiennement votre.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Palmarès 78.  
Émission proposée par Guy Lux et Lella Milizia.  
22 h Alain Decaux raconte.  
Les figures saillantes de Dublin.  
22 h 55 Histoire courtes : le Motard de l'Apo-calypse.  
23 h 5 Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Dessin animé.  
20 h Les jeux.

PHILIPPE ALFONSI  
PATRICK PESNOT  
**l'oeil du sorcier**  
Robert Laffont

JEUDI 27 SEPTEMBRE

## CHAÎNE 1 : TF 1

12 h 15 Réponses à tout.  
12 h 30 L'île aux enfants.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé.  
Les activités physiques et sportives des personnes âgées.  
14 h TF 4.  
18 h 55 L'île aux enfants.  
18 h 55 C'est arrivé un jour.  
Les signaux lumineux.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Les Yeux bleus.  
Une série de J. Coen et J. Chabonnet.  
Réal. : F. Dupont-Bidy.  
Premier épisode : où une jeune adolescente se demande s'il n'y a pas un bébé.  
21 h 30 Spécial événement : la Chine sans Mao.  
de J. Dubois et M. Albert.  
Ce qui devient être une enquête sur la réhabilitation du pays après les années terribles nées de la révolution : un reportage limité.  
22 h 30 Les grandes expositions : le message biblique de Chagall.  
23 h Journal.

## CHAÎNE II : A 2

12 h Au jour le jour.  
12 h 10 Passer-donc me voir.  
12 h 30 Facultés : la Duchesse bleue.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
14 h Aujourd'hui, madame.  
L'élève habillé en haute couture.  
15 h Facultés : la Famille Adams.  
16 h 5 L'île du jeudi.  
Samuel Filar.  
17 h 20 Fenêtre sur...  
Les bâtisseurs de l'imagination. Robert Garret : la tour de l'apocalypse.

17 h 55 Récit A 2.  
Félix le chat, Watoo-watoo, Smiley, Kallidocope : Sur des roulettes.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les grands partis politiques : l'opposition.  
20 h Journal.  
20 h 35 Le Grand Échiquier : Guy Bedos.  
Une émission de Jacques Chancel. Avec Guy Bedos, Jean-Loup Dabadie, Yves Robert, Claude Nougaro, Mireille, Isabelle Mayerling, Mercedes Bosa, Anna Prunial, Jacques Loussier et son trio, le groupe Djurdjura, Zouzou, Jacques Rigault.  
23 h 15 Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Dessin animé.  
Les aventures de Tintin (le Secret de la Licorne).  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « Pas de lauriers pour les tueurs ».  
Film américain de M. Robson (1963), avec P. Newman, R. Summer, R.C. Robinson, D. Baker, M. Frawley, G. Curry, B. Easton (réalisation).  
Un écrivain américain vient à Stockholm pour recevoir le prix Nobel de littérature. Il est mêlé à une machination d'espions soviétiques qui ont dérobé des plans nucléaires. Médiateur imitation d'un film d'Hitchcock avec scènes d'humour et suspense d'espionnage. N'accrochez jamais vraiment l'histoire malgré les flèches techniques.  
22 h 40 Journal.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.  
8 h, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.

20 h 30 Cinéma 16 : « l'œil du sorcier ».  
Un film d'A. Dussaut, d'après l'ouvrage de P. Penot et P. Allouet. Avec : O. Barbiat, E. Labourdette, L. Marchand, O. Lalande, etc.  
Le diable a encore de beaux jours. Dans une ferme du Berry se produisent d'étranges phénomènes : les brebis, prées de panique, se pendent aux arbres, et de la grange des hommes sortent comme un vent de folie. Un bon numéro de la collection « Cinéma 16 ».  
22 h 25 Journal.

## FRANCE-CULTURE

17 h 2, Échos de Londres : nouvelle musique anglaise (instrumentale inventée ou redécouverte par M. Baskley, Musica from de Penquin Café, de S. Joffe).  
18 h 30, Boucles nouvelles, grande comédie de la Mort et l'Enfant, de de Malaparte, in par J.-J. Coen.  
19 h 30, La science en marche : à l'écoute des phonos, on des quanta dans l'atome.  
20 h 30, La musique et les hommes : Jules Verne, un voyage musical.  
22 h 30, Nuits magiques : l'extraite : Le bonheur avec-vous dit ?

## FRANCE-MUSIQUE

18 h 2, Kiosques : 19 h, 8 Jazz pour un kiosque.  
20 h 30, Concert donné à la grange de la Seauvillière par les Pêcheurs de la Vallée de la Moselle. Avec A.-M. Rodde, M. Zakari, R. Amis, G. Baga, au piano J.-P. Belmer.  
22 h 30, Opéra du soir : Schizé ; 22 h, Claret et diacritiques : œuvres de Bach, Fischer, Boyer, Le Roux, Chaboussier, Baydin, Couperin ; 1 h, Douces musiques : Nguyen-Tien-Dao.

8 h 22, Grégoire de Tours et son temps.  
8 h 30, L'escalier d'or.  
8 h 40, Matinée de la littérature : le dossier de la semaine : le Grand Larousse de la langue française.  
10 h 10, Questions en zigzag : au peintre Jean Lorrain.  
11 h 2 (et à 17 h 30), Échos de Londres : la nouvelle musique anglaise.  
12 h 5, Nous tous chacun : Jean, payan pyrrhéon.  
13 h 45, Panorama.  
14 h 30, Renaissance des organes de France : les organes Silbermann au Alsace.  
14 h 40, Un livre, des voix : « Les Frères Montcaumon », de J. Dubois.  
14 h 42, Départementale : en direct de Beauvais : l'espace des églises et la musique.  
15 h 30, Libres appel.  
16 h 30, Bonnes nouvelles, grande comédie : « Le Pleure », de M. Arland, in par R. Faure.  
19 h 30, Le progrès de la biologie et de la médecine : les mécanismes de la digestion.  
20 h 30, La Tragédie de Macbeth, de de Shakespeare, adapté, G. Mourthé, avec J. Leuraud ; 8 h, Arel, etc. Burgin et l'abbaye de Royaumont (rediff.).  
22 h 30, Nuits magiques : l'extraite : Le bonheur avec-vous dit ?

## FRANCE-MUSIQUE

7 h 2, Quotidien Musique.  
8 h 2, Le matin des musiciens : œuvres de Strauss.  
12 h, Musique de table : « Musique de chambre », œuvres de Karl P. Abel et J. Candeloube ; 12 h 30, 8 Jazz pour un kiosque ; 13 h, Les saïres du jour : première de « l'histoire du soldat », de Stravinsky ; 13 h 30, Les auditeurs ont parole.  
14 h, Musiques : musique en plume, œuvres de Walberg ; 14 h 15, Concerto : Glasunov, 7. Martin ; 15 h, Oratorio : Carissimi ; 17 h 30, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.  
18 h 2, Kiosques : 19 h, 8 Jazz pour un kiosque.  
20 h 30, Concert : Orchestre de Cleveland, dir. L. Minkowski ; 20 h 45, Oratorio : Carissimi ; 17 h 30, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.  
18 h 2, Kiosques : 19 h, 8 Jazz pour un kiosque.  
20 h 30, Concert : Orchestre de Cleveland, dir. L. Minkowski ; 20 h 45, Oratorio : Carissimi ; 17 h 30, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.  
18 h 2, Kiosques : 19 h, 8 Jazz pour un kiosque.  
20 h 30, Concert : Orchestre de Cleveland, dir. L. Minkowski ; 20 h 45, Oratorio : Carissimi ; 17 h 30, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.  
18 h 2, Kiosques : 19 h, 8 Jazz pour un kiosque.  
20 h 30, Concert : Orchestre de Cleveland, dir. L. Minkowski ; 20 h 45, Oratorio : Carissimi ; 17 h 30, Les chemins de la connaissance : le phénix de Tolstoï.

## CULTURE

### Mort du scénariste Louis Chavance

Le scénariste Louis Chavance est mort, à Paris, le 21 septembre. Il était âgé de soixante-deux ans.  
Né à Paris, le 24 décembre 1907, licencié en droit et journaliste, Louis Chavance fut l'un des fondateurs de la première Revue du cinéma créée par Jean-Georges Aurio, actuellement en cours de réédition en fac-similé (les tomes 2 et 3, groupant les numéros 11 à 19 et 20 à 29 viennent de paraître et l'on peut y relire ses critiques passionnées de cinéma. Il fut également, dans les années 30, monteur de films (l'Atlantide, de Jean Vigo) et assistant-réalisateur de Pierre Priory, Jacques Feyder et Jean Grémillon.  
S'orientant, plus tard, vers la carrière de scénariste, il devait écrire les scénarios de deux des films les plus importants tournés sous l'occupation : la Nuit fantastique, de Marcel L'Herbier (1942) et le Corbeau, d'Henri-Georges Clouzot (1943), études de meurtre au tribunal (inspirées d'une affaire de lettres censurées qui avait fait scandale à Tulle, en 1922), so neuve la plus accomplie, qui fit, aussi, la renommée du réalisateur.  
On sait que, pour avoir été produit par la Continental Films (créée en France, occupée avec des capitaux allemands), le Corbeau valut à Chavance et Clouzot de passer à la libération devant une commission d'épuration et d'être « interdits » pour deux ans. Malentendu bientôt réglé par une réhabilitation du talent de ses auteurs et de la véritable signification de ce film et « réhabilitation ». Par la suite, Louis Chavance participa au scénario du Chant du cygne (André Cayatte, 1946), l'adaptation de Un revenant (Christian-Jaque, 1946), le Dessous des cartes (Cayatte, 1947), Orage d'été (Jean Cocteau, 1949), la Marie du port (Marcel Carné, 1949) et au scénario de la Lumière d'en face (Georges Lacombe, 1955) où Brigitte Bardot trouve un de ses premiers grands rôles. — J. S.

## PRESSE

● M. Richard Mosaudet vient d'être nommé directeur de la rédaction du quotidien Nord-Matin, journal littoral appartenant au groupe Hierant.  
Jusqu'en novembre 1977, M. Richard Mosaudet avait été président-directeur général du Courrier picard, quotidien d'Amiens, où il était entré en 1953 comme journaliste. Il avait démissionné pour se consacrer aux élections législatives de mars 1978 comme candidat centre gauche majoritairement élu dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Somme.  
● A Montréal, le quotidien de langue anglaise The Montreal Star — qui avait perdu cent mille lecteurs après la grève de huit mois qui l'avait affecté de juin 1978 à février 1979 — a annoncé l'arrêt de sa publication. Il tirait encore à soixante mille exemplaires.  
Le Montreal Star employait mille deux cents personnes. Son concurrent direct, The Gazette — désormais seul quotidien de langue anglaise à Montréal — tire à cent soixante mille exemplaires.

## MC CARTHY AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

### Blessures non cicatrisées

McCarthy, décidément, n'a pas fini de faire hurler les gens. Voilà plus d'un quart de siècle qu'il est mort d'alcoolisme, oui, et à l'hôpital. Pourtant, chaque fois que son nom revient sur la tapisserie, c'est la bagarre. Comme auverlois, comme mardi soir aux « Dossiers de l'écran ». Exclamations, ces « Dossiers ». A commencer par le film, interprété — le mot ne convient pas, — habité par un Peter Boyle hallucinant de vérité, avec sa rondeur roublarde, sa voix un peu nasillarde, et sa souriante malice légèrement avinée.  
Quand les projecteurs se sont allumés au studio, l'un des invités — ils étaient tous Américains, à l'exception d'un professeur parisien, — Roy Cohn, ex-bras droit du sénateur, a protesté. C'était très exagéré : jamais McCarthy n'avait triché à ses débuts sur ses états de service pendant la guerre, jamais plus il n'avait menacé, un peu avant sa fin, ses infirmiers. Peut-être, peu importe. Dans les grandes lignes, la naissance et la mise sur orbite de ce taureau de la lutte anticomuniste sont parfaitement analysées. Une idée qu'on lui a suggérée de reprendre et de développer, pour assurer sa réélection au Congrès, en 1952. C'est tout. Elle était déjà très au point. Créée dès 1938, la commission de la Chambre des représentants sur les activités antiaméricaines — voyez qu'on ne l'avait pas attendu, fonctionnait à plein à Hollywood, depuis 1947. Avant la macarthysme, c'était tout simplement la Nixonisme.  
Système monstrueux — on se serait cru à Moscou à la même époque, — antiaméricain fondé sur le chantage et la délation : ou tu donnes tes copains, ou tu perds ton job. John Barry, le réalisateur — il a choisi la liberté, il est venu s'installer à Paris dès le lendemain de la

guerre, — racontait avec beaucoup de verve et d'émotion ces « deuses tractions » dont on a vu un exemple : rappelez-vous dans The Front, avec Woody Allen en scénariste d'abord trop content de pouvoir profiter de la libération, et puis de plus en plus gêné, courcé, etc.  
Pour les étudiants que nous étions alors — j'ai vécu ça de près, — pour les intellectuels, les professeurs, les journalistes, les étudiants de tout poil, la menace rôdait, pesait à chaque pas, à chaque échelon d'une carrière soigneusement surveillée et plantée le chausse-trapés où, pour un yen, vous risquiez de trébucher. C'était vraiment l'angoisse. A tel point que, comparables, certes, avec les formidables moyens de pression exercés par un Congrès déchaîné contre le gouvernement et la Maison Blanche. A travers Toman, et même Eisenhower, c'est encore Roosevelt qu'on risait : pour comprendre la haine que lui portait la droite américaine, il n'y a qu'à penser à Blum avant, pendant, et même après Vichy. Vichy, le professeur Henri Carpi nous en a parlé, il l'a raconté. Il a été très bien, très discret, s'efforçant de comprendre la situation, et de rappeler la prise du pouvoir par Mao en Chine, la première bombe atomique en U.R.S.S., le procès Rosenberg et le reste.  
Là-bas comme ici, les blessures ne sont pas cicatrisées, elles saignent encore pour un rien. C'était visible et sans terrible hier à l'écran, ces tolimés et ces bourreaux face à face, des bourreaux que rien, on le sentait, n'invitait au regard, aux regrets, les en ramenant, au contraire, et au malheur au, vous balancent l'Angole, le Cambodge et le Congo, pour se donner bonne conscience.  
CLAUDE SARRAUTE.

## A ANTENNE 2

### « Les manipulations génétiques »

En dépit d'une introduction claire du professeur Jean Bernard, la première partie de l'émission de Pierre Champetier, réalisée par Igor Barthelemy, sur les manipulations génétiques et diffusée lundi 26 septembre, est à soustraire d'un commentaire par trop technique. Mais les biologistes ont-ils vraiment peur des plasmides, les « chromosomes », les enzymes de restriction, l'A.D.N. et l'A.M.N. messager. Question de temps, sans doute, pour les réalisateurs de l'émission, mais à trop vouloir concentrer, ont-ils dû devenir aveugles.  
Fort heureusement, un reportage très intéressant sur les manipulations génétiques aux jeunes enfants d'une école et la présentation d'un remarquable dessin animé de Jean de Romay, de l'Institut Pasteur, y remédient rapidement.  
Mais l'un des mérites de l'émission est d'avoir fait comprendre que « la biologie, jusqu'ici servante de la médecine, devient une science fondamentale », par ailleurs, la place que la physique a tenue au cours des années 50. Mais à quel prix ? La mise au travail des bactéries est-elle sans danger ?  
On comprendrait mieux que les biologistes se soient posé la question avant tout le monde et qu'ils aient, pendant un an, interrompu leurs recherches pour tenter d'en préciser les limites. Mais si elles ont repoussé le débat est loin d'être clos. Le citoyen pourrait-il trouver dans cette émission les éléments propres à nourrir sa réflexion ? Lui faire croire ceux qui redoutent l'apocalypse déclenchée par ses apprentis sorciers ou, au contraire, ceux qui sont en faveur de la poursuite des programmes, comme le professeur Dubois, qui déclarait : « Si je suis convaincu que l'on pourra à volonté créer des transformations sans nuire aux microbes, je suis sceptique quant aux transformations génétiques d'être plus complexes ».  
J.-P. A.

### D'une chaîne à l'autre

● Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de Radio-France, vient d'être nommée présidente du prix Italia, à l'occasion de l'assemblée générale de la compétition, qui s'est achevée le 23 septembre à Lecce, dans les Pouilles (de Monde du 26 septembre). Il n'y avait pas eu de président français depuis 1966.  
● T.F. 1 et Antenne 2 réalisent un direct de Pékin du 1<sup>er</sup> au 8 octobre une série de journaux télévisés et de magazines, avant le voyage en France du premier ministre chinois Hua Guofeng.

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

### ENFANTS AU TRAVAIL

LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO  
Numéro de septembre 1979  
En vente partout  
Le numéro : 7 francs

INSCRIT AVANT LE 28 SEPTEMBRE : VOUS PARLEREZ ANGLAIS A NOËL.

**BERLITZ**  
Depuis 1878

Opéra : (0) 742.13.59 - Champs-Élysées : (0) 720.41.60 - Nation : (0) 371.11.34 -  
Panthéon : (0) 633.98.77 - Saint-Augustin : (0) 522.22.23 - Victor-Hugo :  
(0) 500.54.38 - Boulogne : (0) 609.18.10 - La Défense : (0) 773.68.16 - Versailles :  
(0) 950.08.70 - St-Germain-en-Laye : (0) 973.76.00, également à Bordeaux,  
Cannes, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg, Toulouse.

La méthode Berlitz est simple. Prenez une bonne décision de rentrée : appelez Berlitz. Aujourd'hui !  
**BERLITZ : LES LANGUES SUR MESURE.**



Le Monde

# régions

LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Les élus seront encouragés à prendre des initiatives industrielles

Commentant les décisions prises par le gouvernement en comité interministériel, M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, a indiqué le mardi 25 septembre que, dans le cadre général de la décentralisation des initiatives économiques, les établissements publics régionaux (E.P.R.) allaient être autorisés à accéder sur leur propre budget des primes à la création d'entreprises allant jusqu'à 100 000 francs (80 000 francs actuellement). Les artisans pourraient aussi en bénéficier.

« D'autres part, a ajouté M. Chadeau, nous mettons au point des modalités des garanties que les E.P.R. pourront apporter pour le financement de rénovations ainsi que les textes régissant les aides régionales des E.P.R. aux créateurs d'emplois en général ».

Outre les mesures destinées à favoriser l'accès des petites entreprises aux moyens de recherche industrielle et technologique (nos dernières éditions du 25 septembre) et à préserver l'agriculture dans la région lyonnaise (le Monde du 25 septembre), le gouvernement a pris des mesures à propos de dix dossiers.

### Dix dossiers

**La régionalisation du budget de l'Etat.** — Sur un total de 50 milliards de crédits civils de l'Etat, environ 30 (au lieu de 13 cette année) pourront être régionalisés en fonction des priorités de l'aménagement du territoire. Désormais, les aides régionales au logement entreront dans le champ de la régionalisation budgétaire.

**La décentralisation des emplois du secteur tertiaire.** — Des contrats de localisation pourront être conclus entre les organismes publics ou privés qui se décentralisent et les collectivités locales. Des aides comme l'octroi de la prime de transfert hors de l'Ile-de-France toucheraient une prime de mobilité forfaitairement fixée à 10 000 F. L'accès au logement en province sera facilité par des prêts du Crédit foncier.

**Les services publics en milieu rural.** — Au début de l'année, le gouvernement avait déjà adopté trente mesures pour encourager les expériences de polyvalence des services administratifs dans les zones de très faible densité démographique. Huit nouvelles expériences viennent de recevoir l'appui financier du gouvernement (transports collectifs dans les zones de montagne, service d'assistance municipale dans la Loire, par exemple). Le conseil des ministres du mercredi 26 septembre devrait approuver un décret fixant la liste des services publics dont les compétences polyvalentes seront décidées directement sur place par les préfets.

**La rénovation rurale.** — Une tranche de crédits de 55 millions de francs a été approuvée, qui bénéficiera notamment au Massif Central, à l'Ouest (y compris la Mayenne) et au Poitou-Charentes.

**Les contrats de pays.** — Le gouvernement a approuvé huit contrats selon la procédure nationale (qui va du contrat de développement à la candidature de huit régions présentant trente-six contrats régionalisés). Depuis 1973, deux cent cinquante-deux contrats ont été conclus ou sont en cours d'établissement. L'ensemble des investissements prévus par ce genre de coopération entre petites villes et zones rurales s'élève à 375 millions.

**Le thermalisme dans le Massif Central.** — Le programme de

modernisation portera sur quinze stations et en cinq ans l'Etat s'engage à verser 337 millions pour améliorer l'accueil des touristes.

**Les grands chantiers.** — La procédure spéciale, dite des grands chantiers, instaurée il y a quatre ans et prévoyant des financements additionnels pour la construction des écoles et des logements sera appliquée aux travaux des centrales nucléaires de Nogent-sur-Seine (Aube), de Palmy (Seine-Maritime) et à l'extension de l'usine de La Hague dans la Manche.

**Le barrage Aube.** — Les travaux de ce barrage, destiné à réguler le débit de la Seine, doivent commencer en 1981. Le gouvernement a approuvé un programme d'accompagnement (200 millions de francs sur un investissement total de 720 millions) portant sur les acquisitions foncières et les indemnités d'expropriation, la construction de ponts, le remembrement et la reconstitution de 2 000 hectares de forêts.

**Credits du Fonds d'intervention et du Fonds de décentralisation administrative.** — Comme à l'accoutumée, le gouvernement se livre sur ce chapitre à un saupoudrage général. Les crédits distribués concernent notamment

l'exploitation et la protection du littoral (base de loisirs près de Cher, ostréiculture des abers bretons, marais du Poitou-Charentes), les routes et le programme solaire en Corse et des aides à la décentralisation (centre informatique du casier judiciaire national à Nantes, Centre national du traitement du livre à Sablé (Sarthe)).

**Les villes moyennes.** — Cinq contrats ont été approuvés, qui concernent Albi, Lunéville, Mantes-la-Ville, Nevers et Roanne.

### Les orientations de la DATAR

Concluant sa conférence de presse, M. Chadeau a indiqué dans quelle voie la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) orientait actuellement ses réflexions et ses études à court terme : il s'agit de l'extension des banlieues avec ses conséquences sur les modes de vie, de l'avenir des zones à faible densité démographique, des nouvelles formes de tourisme (affaires, sports) et leurs influences sur les économies régionales, de la télématique et ses incidences pour l'aménagement du territoire, enfin de l'établissement d'une carte des réseaux d'énergies nouvelles renouvelables.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Bretagne

### Le conflit des langoustiers

#### OPÉRATION « PAYS MORT » DANS LE PAYS BIGOUDEN

(De notre correspondant.)  
Quimper. — De Saint-Guennolé à Locudy, le mardi 25 septembre, tout le pays bigouden semblait une région morte. Solidaires des marins, les ouvriers n'étaient pas allés au travail. De leur côté, les commerçants avaient baissé leurs rideaux : les écoliers ne s'étaient pas rendus en classe.

La manifestation de l'après-midi attirait toutefois un peu moins de monde que ne l'avaient espéré les syndicats (quatre mille personnes, selon les organisateurs).

Plusieurs leaders syndicaux devaient prendre la parole. Pour la C.F.D.T., M. Le Bris souligna que l'application des normes britanniques (filets de 70 millimètres) se traduirait par une perte sèche de 7 milliards de centimes pour la pêche française. M. Coppin condamna la technique du gouvernement, qui mise essentiellement sur le pourrissement d'un conflit auquel il est incapable d'apporter une solution européenne.

M. Le Berre (C.G.T.) mit en garde le public contre les dangers d'un Marché commun où la Grande-Bretagne veut se tailler la part du lion.

Les uns et les autres exigèrent une promesse d'intervention totale en cas d'arrondissement avant de reprendre la mer.

## Rhône-Alpes

### INUTILE DE CONSULTER LE CONSEIL GÉNÉRAL

#### Une recommandation de l'administration provoque la colère des élus de la Loire

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La divulgation toute récente d'un document à l'entente des milieux des transports provoque de sérieux remous dans la Loire. En effet, M. Jean Chappard, directeur régional de l'aviation civile du Sud-Est, en est arrivé à une banale enveloppe affranchie, place de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Etienne, au siège du Centre départemental des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.). Celui-ci en a envoyé une photocopie à chaque conseiller général avant d'en publier le contenu et les premières réactions dans les deux derniers numéros de Paysans de la Loire, organe hebdomadaire de la chambre d'agriculture et des syndicats agricoles.

Il s'agit d'une lettre adressée au directeur départemental de l'équipement de la Loire dans laquelle il est proposé à l'administration préfectorale d'adopter « sans consultation préalable du conseil général » — l'usage de celle-ci risquant d'être négative et contraire aux véritables intérêts locaux — le plan d'équipement aéronautique Rhône-Alpes tel qu'il est prévu pour la Loire. Il s'agit de réserver le site de l'Hôtel-de-Ville de préférence à celui de Cuzieu pour la construction d'un nouvel aéroport appelé à succéder à terme à celui de Saint-Etienne-Bouthéon.

Dans le projet de lettre soumis à la signature du préfet de la Loire pour être transmis au conseil général, il était indiqué que la consultation du conseil général n'apparaissait pas « souhaitable ou opportune compte tenu des difficultés déjà rencontrées par les élus locaux ».

M. Neuwirth a fait inscrire cette affaire à l'ordre du jour de la session ordinaire du conseil général, qui commence le mercredi 26 septembre. Les débats sur ce rapport promettent d'être animés. Les socialistes ont déjà annoncé qu'ils interviendraient « pour obtenir une riposte globale à de telles méthodes mettant en cause la démocratie de notre pays ».

### Environnement

● **Texas : la facture de la marée noire.** — La facture pour le Texas de la marée noire du puits mexicain Ixtoc 1 s'élève déjà à 360 millions de dollars, en frais de nettoyage des côtes et en demandes de dommages-intérêts, viennent d'annoncer les autorités de l'Etat. Ce chiffre pourrait augmenter, une grande partie du pétrole qui s'échappe depuis le 3 juin dernier de ce puits, situé dans le golfe de Campeche, se trouvant encore en haute mer.

● **Marée noire soviétique.** — La Suède réclame 68 millions de francs à la compagnie maritime soviétique Latvian Shipping, après la pollution des côtes suédoises. Le pétrolier Antonia Gramsdal s'était échoué en février au large des côtes lettones, et les nappes de pétrole avaient atteint, deux mois plus tard, les côtes de l'archipel de Stockholm et de l'île de Gotland.

## Pays de la Loire

### Trop de panneaux publicitaires

#### Le renouvellement d'un contrat avec la société Decaux met en difficulté la municipalité de Nantes

De notre correspondant

Nantes. — Le mobilier urbain Jean-Claude Decaux alimente un grand débat de rentrée au sein de la municipalité nantaise. M. Alain Chénard, député et maire socialiste, est très vivement contesté pour avoir signé, en novembre dernier, un nouveau contrat avec Jean-Claude Decaux alors que les élus avaient demandé une étude approfondie de la question.

Afin de faire adopter des amendements à ce contrat, M. Chénard a dû exiger la solidarité de tous les socialistes lors du dernier conseil municipal. Les radicaux de gauche, l'U.D.R. et les communistes ont fait cause commune au moment du scrutin comme pendant le débat, au cours duquel ils se sont relayés pour harceler les socialistes très mal à l'aise d'être accusés de vouloir « brûler le domaine public ».

« Je prends toutes mes responsabilités dans cette affaire. Nous aurons un dossier bloqué depuis dix-huit mois, il fallait en sortir. C'est vrai qu'il y avait peut-être mieux à trouver, mais n'y a-t-il pas toujours plus d'urgence à régler un problème qu'à attendre la perfection ? » Le maire de Nantes n'a convaincu personne en mettant fin par cette intervention à deux heures de débats au conseil municipal.

Dans le camp socialiste on a, par discipline de parti, serré les rangs, mais le malaise n'est pas pour autant dissipé. Les défenseurs de l'environnement sont venus brandir l'étendard de la révolte jusque dans la salle du conseil. Le déploiement massif d'un « Non à Decaux », et en distribution, des feuilles blanches à l'Association nantaise de défense de l'environnement (ANDE), l'Union des consommateurs de Loire-Atlantique (U.C.A.), les Amis de la terre, le Comité de protection de la nature et l'Union féminine civique et sociale sont en effet organisés depuis le début de l'année en collaboration pour opposer à la prolifération du mobilier publicitaire urbain Decaux.

Jean-Claude Decaux a obtenu son premier contrat avec la ville de Nantes en 1972. Après deux avenants signés en 1975, le parc Decaux se compose dès 1977 de plus de trois cent cinquante installations (deux cents arbrus publicitaires, une centaine de « succédanés-plumiers » et une cinquantaine de mâts de signalisation), le tout planté sur les trottoirs. En septembre 1979, ce parc a doublé. Mais la progression des arbrus est beaucoup moins rapide que celle des panneaux publicitaires.

Surtout, au cours de l'été dernier, la société Decaux a, sans l'accord des élus, procédé à l'installation d'une nouvelle tranche de planimètres (une cinquantaine) et d'arbrus (soixante-dix) selon son plan, en privilégiant les meilleurs emplacements publicitaires. Ainsi, sur les grands boulevards de Nantes, on compte soixante-dix panneaux sur 2 200 mètres.

L'objet de l'avenant au contrat Decaux réclamé les jours derniers aux élus nantais était justement

la régularisation de ces implantations « sauvages ».

« Decaux fait mûre basse sur le mille », accusent les défenseurs de l'environnement qui se plaignent de l'enlaidissement de la ville, de la gêne pour les piétons, de la violation de la législation des matières de sécurité routière et de « bradage du domaine public au profit de ses fins mercantiles ».

### Moins avantageux

Cette accusation a fait mouche. Il est en effet apparu que le nouveau contrat signé en novembre 1978 par le maire socialiste de Nantes est très avantageux pour Decaux : cinquante planimètres pour soixante-dix arbrus. L'ancienne municipalité conservatrice d'André Morice avait obtenu en 1976 la proportion de quarante planimètres pour cent arbrus. Dans le fond du débat, on a aussi appris que M. Chénard avait signé personnellement le contrat, alors que l'un de ses adjoints (M. Jean-Claude Bondeille, Mouvement des radicaux de gauche) était en pleine négociation avec Decaux et qu'un appel d'offres lancé en août par une commission municipale pour mettre Decaux en concurrence n'avait même pas été déposé.

Les conseillers communistes ont aussi révéilé qu'à l'ouverture de ces piliers, au printemps 1979, on avait découvert la proposition d'une autre société de dimension nationale qui offrait elle-même d'installer cent arbrus gratuits sans exiger en compensation de planimètres publicitaires et en versant même une participation pour les branchements électriques, une redevance pour la consommation et un droit de place. De surcroît, toutes ces installations seraient revenues à la ville au terme de six ans et non de douze.

« On ne pouvait aller jusqu'au bout de l'appel d'offres, car nous aurions eu un lourd procès sur les reins », a expliqué M. Chénard pour se justifier. Et il a rappelé à l'intention de ses « procureurs » communistes : « N'oublions pas que des villes du parti communiste ont été accusées, fait confiance à Decaux ».

Les communistes nantais se sont bien gardés de plaider au fond. Ils pensent que les arbrus sont indispensables, esthétique-mot valant, et qu'il est bon qu'ils soient payés par la municipalité. En cela, ils ont pris leurs distances avec les associations antipublicitaires. En revanche, sur la forme pour reprocher un « grand laxisme » au maire, ils ont en tout cas su se faire entendre des contribuables nantais.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

## Auvergne

### Le P.S. et la centrale nucléaire

#### PRIORITÉ AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE LA RÉGION

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Après le groupe communiste, qui a accepté le principe d'une étude de site, le groupe socialiste a rendu publique sa position sur l'implantation d'une centrale nucléaire en Auvergne. Après avoir rappelé que les socialistes « demandent l'exploitation des différentes ressources énergétiques classiques de la région Auvergne : charbon, hydraulique, énergies nouvelles », le groupe estime que l'étude de la recherche de site pour l'implantation d'une centrale nucléaire ne devrait pas être d'actualité, prise que ce point ne figure pas dans le rapport du préfet concernant le VII<sup>e</sup> Plan. Les élus socialistes rappellent qu'ils ne refusent pas systématiquement l'énergie nucléaire mais qu'ils sont opposés à la politique « tout nucléaire » du gouvernement (après le « tout pétrole »). Ils soulignent que c'est une technologie trop jeune n'ayant pas encore atteint sa majorité pour qu'on lui confie une part trop importante du potentiel énergétique.

« Il est tout d'abord indispensable, concluent-ils, d'apporter aux citoyens une information de qualité, afin que chacun puisse apprécier la situation actuelle, ses perspectives d'évolution et les implications du choix nucléaire sur la société ».

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savagard.

Imprimé par le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-8<sup>e</sup>.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 57 427.

## UN PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE POUR LES P.M.E.

Le gouvernement, réuni mardi 25 septembre en comité interministériel, a approuvé un programme de 77 millions de francs pour favoriser les moyens des petites et moyennes entreprises dans le domaine de la recherche industrielle et de la technologie.

Ce programme sera financé à raison de 35 millions par l'Etat et de 42 millions par les collectivités locales, organismes professionnels ou consulaires, établissements publics régionaux. Il concerne trente-trois opérations « exemplaires » (non compris un important et coûteux projet de recherche et d'expériences en toxicologie, encore à l'étude à l'Institut Pasteur), dans seize régions. Il s'agit de renforcer le rôle des agences régionales d'information scientifique et technique (A.R.I.S.T.), de soutenir les inventeurs et l'innovation, de renforcer, par la création de laboratoires ou de moyens d'essais communs, les liens entre universités et centres de recherche industrielle privés.

## Faits et projets

### Aménagement du territoire

● **Les résultats du Fonds d'adaptation industrielle.** — Arrêté au 14 septembre dernier, le bilan des actions menées grâce aux crédits du Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) fait apparaître 15 431 créations d'emplois pour quatre-vingt projets industriels créés. Vingt-cinq créations d'usines concernent le Nord-Pas-de-Calais (6 050 emplois) ; vingt et un la zone Massif Central (1 959) ; vingt le bassin sidérurgique lorrain (1 659) ; neuf la région Nantes-Saint-Nazaire (1 055) et cinq celle de Saint-Etienne (412).

Un milliard 600 millions de francs de crédits d'Etat, une enveloppe totale de 3 milliards de francs, ont déjà été dépensés, ce qui représente 5,8 milliards de francs d'investissements industriels.

### Transports

● **DC-9 et DC-10 : envois de réacteur.** — Un réacteur d'un DC-9 de la compagnie espagnole Iberia a explosé en vol, le mardi 25 septembre, provoquant des dégâts considérables, mais sans faire de victimes. L'appareil a pu atterrir d'urgence à Saragosse. D'autre



Le grand

Le grand C...  
le plus va...  
Le Nash...  
équipé d'un syst...  
automatique et...  
Performant...  
rapports clients de 3...

Les copieurs les plus

# Nashua 1260. Le grand Chef est au SICOB.

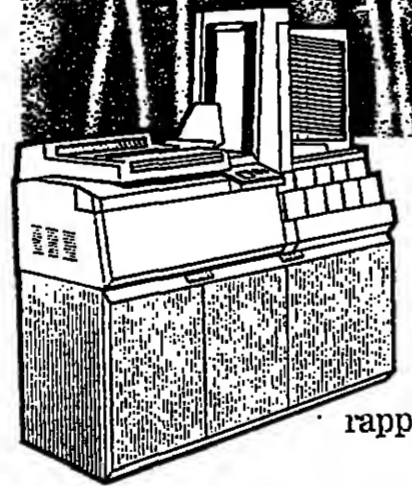


**Venez sur notre stand: vous pourrez gagner un voyage au pays du Grand Chef.**

Si vous venez au SICOB, présentez-vous au stand Nashua. Vous gagnerez peut-être le concours Nashua et un voyage aux États-Unis. Si vous ne pouvez pas venir au SICOB, renvoyez-nous le 5 octobre 1979 au plus tard, cette annonce pour pouvoir peut-être partir vous aussi au pays du Grand Chef.

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_  
Nashua France - 70, avenue du Général-de-Gaulle  
Créteil Échat 652 - 94022 Créteil Cedex - Tél. 377.12.51  
Nashua au Sicob : Stand 4508 - Zone E - Niveau 4  
\* le cachet de la poste faisant foi.



Le grand Chef est au SICOB. Avec lui, le plus valeureux de ses guerriers, le 1260. Le Nashua 1260 est pratique: il est équipé d'un système d'alimentation semi-automatique et d'une trieuse-classeuse. Performant: il peut réaliser jusqu'à 20 rapports classés de 50 pages chacun à la fois.

Rapide: 30 copies/minute (rendement réel). Comme les autres guerriers Nashua, le Nashua 1260 est équipé du fameux système Liquid Toner Transfer.

Un système qui élimine le pré-chauffage et réduit considérablement les risques de panne et les dépenses d'électricité.

Alors, si vous passez sur le stand Nashua au SICOB, demandez à le voir. Il vous surprendra par ses performances.

## NASHUA/U.S.A.

**Les copieurs les plus vendus\* en France portent un nom indien.**

\* Copieurs sur papier ordinaire.

# AUJOURD'HUI

## Handicapés

### DES AIDES PERSONNELLES POUR LES PERSONNES AUX RESSOURCES MODESTES

L'Association des paralysés de France (\*) rappelle que la loi d'orientation du 30 juin 1975 a prévu que les caisses d'allocation familiale (ou de mutualité sociale agricole), qui attribuent l'allocation aux adultes handicapés, peuvent accorder aux handicapés « de ressources modestes » des aides personnelles, alliant de l'adaptation et de l'aménagement du logement, au matériel nécessaire par le handicapé.

Un crédit de 30 millions de francs a été déposé pour l'année 1979. Aussi, l'Association des paralysés de France « conseille aux personnes handicapées qui se sentiraient concernées de faire une demande à la caisse d'allocation familiale ou à la caisse de mutualité agricole dont elles relèvent ».

\* A.P.F., 17, boulevard Auguste-Bianqui, 75013 Paris, tél. 360-80-40.

## S.N.C.F.

### LE SERVICE D'HIVER

Le service d'hiver de la S.N.C.F., qui entrera en vigueur le dimanche 30 septembre, comporte des améliorations notables sur le réseau Sud-Ouest : création d'un nouveau train de nuit le Paris-Marseille (départ Paris 22 h 50 ; Marseille 7 h 40 ; Tarbes 8 h 18). Le T.E.R. Capitale du soir, qui part de Toulouse à 17 h 44 et arrive dans la capitale à 23 h 52, s'arrêtera à Châteauroux (21 h 58).

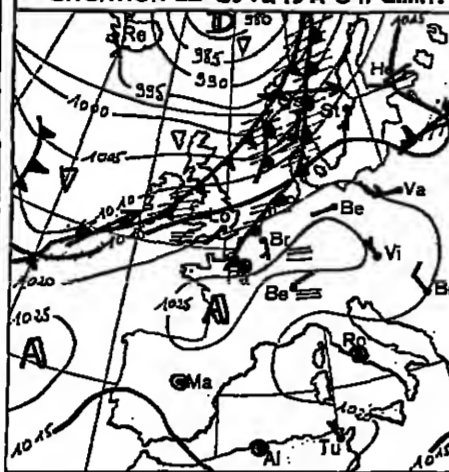
Sur la ligne Paris-Charleville-Mézières, tous les trains, à l'exception d'un aller et retour Paris-Beaumont, seront désormais composés de voitures Corail.

Une liaison nouvelle Tours-Lyon et retour, assurant à Lyon la correspondance de trains à destination ou en provenance du Midi et des Alpes, aura lieu le samedi et le lundi de Toure (6 h 48) à Lyon (11 h 30), le vendredi et le dimanche de Lyon (13 heures) à Tours (17 h 46).

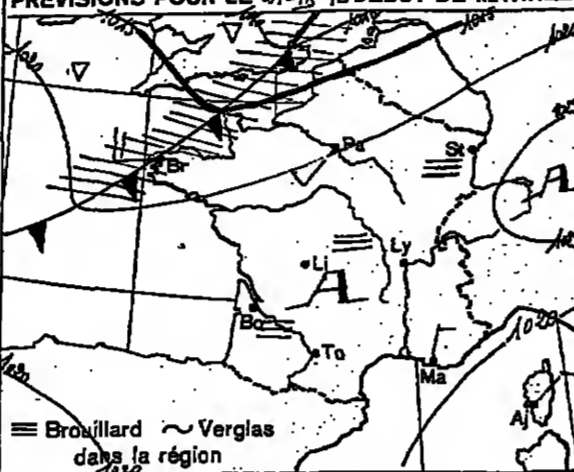
Deux services omnibus, fortement déficitaires, seront transférés sur route : la ligne Aubin-Chagny (49 kilomètres), en Saône-et-Loire, et la ligne Pellen-Tassel (45 kilomètres), en Corrèze.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 26.09.79 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 27.09.79 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)  
 Zone de pluie ou neige    Averses    Orages    Brouillard    Verglas  
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent    Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds  
 — Sens de la marche des fronts    Front chaud    Front froid    Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 26 septembre à 0 heure et le jeudi 27 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions se maintiendront sur la moitié sud de notre pays. La nouvelle perturbation océanique, qui abordera la Manche jeudi matin, traversera ensuite la moitié nord de la France en s'atténuant dans l'intérieur ; elle sera précédée d'un temps doux et suivie d'un léger rafraîchissement.

Jeudi 27 septembre, la zone de temps couvert avec pluie modérée et vents modérés ou assez forts de sud-ouest, qui abordera les côtes de Bretagne et de Normandie au début de la nuit, atteindra l'après-midi les régions s'étendant de la Vendée au Bassin parisien et aux frontières du Nord. Sur ces régions, le temps sera très doux et très nuageux le matin, avec de faibles bruines locales. La zone pluvieuse s'atténuera dans l'intérieur, où les pluies deviendront intermittentes. Un temps plus variable s'établira l'après-midi sur nos régions du Nord-Ouest, avec de rares averses et d'assez belles éclaircies. Le vent s'orientant à l'ouest, puis au nord-ouest. Les températures minimales seront en légère hausse, les températures maximales stationnaires ou en légère baisse.

Sur le reste de la France, le temps sera frais et brumeux en début de

matinée, avec des brouillards encore abondants sur le Sud-Ouest, le Centre et l'Est. Le temps sera ensuite largement ensoleillé, avec des températures proches des normales. Les vents seront faibles, sauf brises côtières modérées.

Mercredi 26 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,7 millibars, soit 797,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Ajaccio, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 19 et 9 ; Bordeaux, 20 et 11 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 16 et 3 ; Dijon, 18 et 8 ; Grenoble, 17 et 4 ; Lille, 19 et 11 ; Lyon, 18 et 3 ; Marseille, 20 et 8 ; Nancy, 18 et 4 ; Nantes, 20 et 10 ; Nice, 22 et 14 ; Paris-Le Bourget, 18 et 13 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 22 et 13 ; Rennes, 17 et 13 ; Strasbourg, 16 et 2 ; Tours, 18 et 8 ; Toulouse, 19 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 20 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 12 degrés ; Amsterdam, 17 et 13 ; Athènes, 22 et 21 ; Berlin, 16 et 6 ; Bonn, 18 et 5 ; Bruxelles, 17 et 14 ; Le Caire, 23 et 21 ; Casablanca, 25 et 19 ; Copenhague, 15 et 7 ; Genève, 14 et 2 ; Lisbonne, 20 et 14 ; Londres, 19 et 15 ; Madrid, 21

et 8 ; Moscou, 15 et 13 ; Nairobi, 30 et 11 ; New-York, 18 et 13 ; Palma-de-Majorque, 24 et 11 ; Rome, 23 et 15 ; Stockholm, 15 et 7.

**Week-end culturel SUR LA ROUTE JACQUES CŒUR** du 12 au 14 octobre 1979. Sous la direction de Mme G. Gonet, déléguée des Châteaux de Berry.

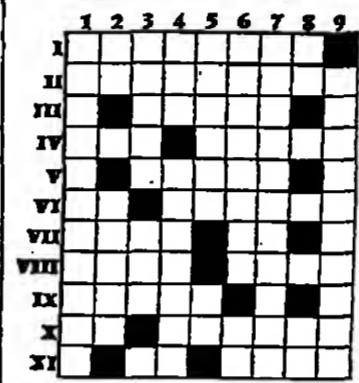
Voyage en autocar de luxe de Paris à Paris. Table prestigieuse. Réception par les châteaux. Places limitées.

Renseignements : Jacqueline VALADJI - Tél. : 828-40-00 ou M. DELANNOY Tél. : 742-17-32.

**CIVILISATIONS DU MONDE**  
**FRANCE-VOYAGES**  
**CITYRAMA**  
 Lic. 61/695

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 2489



**HORIZONTALEMENT**  
 1. Ne viennent que par ces qu'elles sont forcées. — II. Un vieux remède pour empêcher de fumer. — III. Mesure pour l'essence. — IV. Nom de roi. Se fait pincer aux Indes. — V. Héros d'une affaire judiciaire. — VI. En homme quantité (épilé) : Qualité un peu où l'on trouve de tout. — VII. Adverbe qui est ce

qu'il est ; Mesure en Chine. — VIII. Fut enlevée par un héros ; Part au restaurant. — IX. Sorte de manche. — X. Riche (épilé) : Qu'on trouvera donc à l'intérieur. — XI. Pour l'her ; Comme des états.

**VERTICALEMENT**  
 1. Est vraiment malade quand il ne peut plus garder la chambre. — 2. Deuxième d'une série ; N'est qu'un spasme quand il est faux. — 3. Les généraux d'Alexandre le Grand s'y battirent ; Or dans un cirque. — 4. Revêt ; Devient plus grand quand on l'alguise. — 5. Compositeur roumain ; La moitié de rien. — 6. Est très malade dans le vestibule ; Qui avait donc circulé. — 7. Peut être un spécialiste des fleurs. — 8. Pronom ; Participe qui évoque des éclats. — 9. Peut-être dans l'embaras quand on n'a pas de rond.

**Solution du problème n° 2488**  
**Horizontalement**  
 I. Paganisme. — II. Economisé. — III. Riant ; OE. — IV. Ce. — V. Or ; Toit. — VI. Canotage. — VII. Abot. — VIII. Tarif ; Sem. — IX. Biscrolette. — X. UC ; Naïves. — XI. Rob ; He.

**Verticalement**  
 1. Perculeux. — 2. Acler ; Bando. — 3. Gos ; Cora. — 4. Annotation. — 5. Notion ; Fral. — 6. Iméria ; Cil. — 7. Si ; Ota. — 8. Esou ; Gréle. — 9. Rée ; Dé ; Messe.

GUY BROUTY.

## Visites, conférences

**JEUDI 27 SEPTEMBRE**  
**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES.** — 15 h. devant les grilles du Palais de justice : « La Sainte-Chapelle et la Conscience » (Arcus). — 16 h. devant l'église N.-D.-des-Champs, Mme Penche : « Les folies du quartier N.-D.-des-Champs ».

15 h. devant l'église N.-D.-des-Champs, Mme Penche : « Les folies du quartier N.-D.-des-Champs ».

15 h. devant l'église N.-D.-des-Champs, Mme Penche : « Les folies du quartier N.-D.-des-Champs ».

15 h. devant l'église N.-D.-des-Champs, Mme Penche : « Les folies du quartier N.-D.-des-Champs ».

15 h. devant l'église N.-D.-des-Champs, Mme Penche : « Les folies du quartier N.-D.-des-Champs ».

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 26 septembre 1979 :

**DÉS DÉCRETS**  
 • Portant promotions, nominations, réintégrations, affectations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

• Portant règlement d'administration publique relatif à la composition des conseils d'administration du centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ainsi que des comités des centres locaux.

**UN ARRÊTÉ**  
 • Relatif à l'encadrement de la consommation du fuel-oil domestique.

Notre organisation est très internationale, l'accueil est plutôt familial.

# AVIS



L'avantage d'Avis, c'est d'être une organisation internationale avec tout ce que cela suppose de commodités à travers le monde. Mais si nos voitures font ce qu'on attend d'elles, notre personnel en fait souvent plus. C'est ce qui ressort des cartes d'appréciation que l'on trouve dans chaque voiture Avis et auxquelles nos clients répondent nombreux.

En créant cette carte, nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables. C'était à nous d'en faire plus pour que cela n'arrive pas. Aujourd'hui, nous créons l'Assistance Avis. 24 heures sur 24, s'il vous arrive le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

Vous voyez, vos encouragements nous ont incités à en faire encore plus.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre

Centre de réservation :  
 tél. 584.12.58, ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel ainsi que des camions en courte et longue durée.



Opel Senator

Avis loue des voitures Opel.

# AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

## BANQUE

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

La Banque... (text continues with financial information and bank services)

de la 1050

# LE SICOB

XXX<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## BANQUES DE DONNÉES : la domination américaine

En matière d'information, la société actuelle souffre à la fois de pénurie et d'excès. Chacun sait la peine qu'il éprouve à lire, voire seulement à feuilleter, les nombreux ouvrages et revues qui lui passent entre les mains. Or un individu ne peut guère espérer dépouiller plus de six mille articles par an. En outre, plus l'information s'accumule, plus il devient difficile de se repérer dans le marais de la paperasserie. Même les services documentaires des administrations et des entreprises y remédient difficilement, bien que nombre d'entre eux aient constitué des fonds bibliographiques de qualité.

Par ses capacités, l'informatique offre heureusement une solution. Elle permet en effet le stockage, à des coûts sans cesse décroissants, des millions de références contenues dans les grands fichiers (bases ou banques de données). Les performances des ordinateurs permettent d'en faire le tri et le traitement, et la télématique, avec ses réseaux, offre à l'usager la possibilité de consulter à des coûts raisonnables, grâce à la transmission de données par paquets

notamment, des fichiers distants de centaines ou de milliers de kilomètres. Poussées par les besoins de l'administration, et surtout par ceux de la NASA et du département de la défense, des sociétés américaines se sont acquises très vite dans ce domaine une avance technologique certaine dès 1970-1971. Ainsi en va-t-il de firmes comme System Development Corporation ou Lockheed Information System, qui sont à l'origine de ce « boom de l'information dynamique ».

A leurs débuts, elles proposaient à leur clientèle de 7 à 9 fichiers contre 54 à 87 aujourd'hui. L'exemple a été suivi, pas toujours avec bonheur, et, à la fin de 1978, on estimait le nombre des bases de données dans le monde à 556, et celui des banques de données à 808. Toutes, bien entendu, ne sont pas accessibles « on line », mais, sur les trois cents qui l'étaient, plus de deux cent cinquante étaient américaines. De même, alors que l'Europe essaie encore de réagir et de s'organiser face à cette suprématie de fait, les Américains ont à leur disposition plus de cinquante serveurs au moment où

la France peut à grand-peine en présenter trois.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la majeure partie de l'information, environ 70 %, soit aux Etats-Unis. Déjà, les utilisateurs français effectuent chaque année quelque 100 000 recherches par an sur les serveurs étrangers. Aussi, la crainte d'une « aliénation culturelle », selon le mot du secrétaire d'Etat à la recherche, M. Pierre Aigrain, a-t-elle amené une réaction de la part des pouvoirs publics, tant il est vrai que la création d'un marché de l'information crée un nouveau produit — l'information dynamique — et une nouvelle industrie — l'industrie de l'information — qui prendront une part essentielle dans la vie économique et industrielle des nations.

Pour le moment encore, le chiffre d'affaires des activités sur bases et banques de données n'est pas très élevé : de 150 à 200 millions de dollars. Mais il va croissant, comme en témoignent les résultats de la société D.R.I. (Data Resources Inc.), spécialisée dans les banques de données à caractère économique, dont le chiffre

d'affaires est passé de 3 millions de dollars en 1972 à 31 millions de dollars en 1978. Quant à celui de Lockheed, sur lequel les informations manquent, il s'élèverait à 40/50 millions de dollars. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte de toute la valeur ajoutée de ces activités présente sous la forme de traitement de données ou de simulation de modèles économiques par exemple.

Face à cette situation, l'Europe tente de s'organiser. Mais elle doit le faire en gardant à l'esprit que si l'industrie de l'information est une nécessité elle est également à la mode et que certaines expériences seront amères. D'autre part, il ne faut pas oublier, les grandes banques de données actuelles représentent une première génération de produits qui seront remplacés par des systèmes d'information plus réduits, mais taillés sur mesure pour les besoins de l'utilisateur, quitte à ce que ces grandes banques représentent un réservoir dans lequel il ira puiser telle ou telle information.

J.-F. A.

« L'ELECTRONIQUE, disait M. André Girard, ministre de l'Industrie, à l'issue du conseil des ministres du 6 décembre 1978, est à l'origine de quatre révolutions. L'une d'entre elles est liée aux développements des mémoires de masse, permettant le stockage du savoir, ce qui, d'une certaine manière, correspond à une détention de pouvoir. » Mais, insistait le ministre, pour éviter la prédominance d'une culture sur une autre, et la perte d'identité qui l'accompagne, une politique du savoir doit être mise en œuvre. »

La tâche sera certainement rude, car dans cette gigantesque bataille pour la détention et la vente d'informations, les Etats-Unis font figure d'épouvantail. Si le savoir, c'est le pouvoir, alors le pouvoir est actuellement américain. « Les Etats-Unis, notait le rapport Nora-Mine, sont dans le domaine des banques de données actuelles un leader mondial incontesté : leur avance sur l'Europe, qui peut être estimée à environ cinq ans, se manifeste particulièrement dans le secteur des bases de données bibliographiques et des banques de données économiques. »

Cette prédominance s'explique par le rôle important qu'ont joué les pouvoirs publics (administration, NASA, département de la défense, etc.), en soutenant la

production de fonds documentaires par des mesures incitatives, tout en laissant l'initiative au secteur privé pour la diffusion par les grands centres serveurs. Aujourd'hui, et cela ne surprendra personne, « la majeure partie du marché de l'information (70 %) », comme le constate Jean-Michel Treille, directeur du groupe d'analyse et de prospective de systèmes économiques techniques (CAPSET) dans une étude faite pour le compte de l'O.C.D.E., se trouve aux Etats-Unis. L'Europe vient derrière, avec quinze petits pour cent. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, lorsque l'on sait que deux des plus importantes banques de données américaines, Lockheed Information Systems (LIS) et System Development Corporation, créaient chacune, en avril 1978, quatorze millions de références à leur clientèle.

### Des « réticences culturelles »

« En 1965, ajoute M. Treille, le nombre des banques de données accessibles à un utilisateur extérieur était de l'ordre d'une vingtaine. » Treize ans plus tard, ce nombre dépassait quatre cents avec des possibilités d'accès permanent en ligne pour la moitié d'entre elles. Ainsi, en 1978,

treize millions de références bibliographiques étaient en ligne aux Etats-Unis, et cinquante millions en 1977. La croissance du marché se vérifie également au niveau des utilisateurs dont le nombre de recherches conversationnelles est passé de sept cent mille en 1974 à deux millions en 1977, soit une progression supérieure à 40 % par an. Or, ce n'est pas avant 1982 que, sur la base de la tendance américaine, certains experts estiment que le million et demi de recherches pourrait être atteint en Europe.

### LE CIRCUIT DES DONNÉES

L'INDUSTRIE de l'information s'articule autour de quatre secteurs d'activité : les producteurs, les distributeurs, les transporteurs et les courtiers.

● LES PRODUCTEURS. — Organismes publics ou privés, ils constituent des bases de données bibliographiques (références d'ouvrages, d'articles, de rapports ou de thèses), ou des banques de données factuelles (où l'information est bien circonscrite comme un chiffre ou un nom). Ils travaillent à partir de leur propre source d'information, ou prélevent une synthèse d'informations existantes. La majeure partie des bases et banques de données actuelles résultent du passage sur système informatique des informations dont disposent les ministères, les organismes, les périodiques scientifiques, ou les associations syndicales ou professionnelles.

● LES DISTRIBUTEURS OU CENTRES SERVEURS. — Ils rassemblent des ensembles de bases ou de banques et stockent sur les mémoires de leurs ordinateurs ces informations, qu'ils mettent à la disposition de la clientèle. A titre d'exemple, la Lockheed Information System américaine offre un catalogue de quatre-vingt-sept

bases et banques de données, contre une quinzaine seulement pour celui de Télématique (1). récemment inauguré dans le département de Valbonne-Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes).

● LES COURTIERIS EN INFORMATION OU « BROKERS ». — Intermédiaires entre le distributeur et l'utilisateur, ils s'efforcent de répondre aux besoins et d'orienter les demandes d'information de la clientèle. Cette profession ne connaît pas encore un développement important en France. Mais, à terme, il en ira sans doute autrement, car, pour tirer le meilleur parti d'un terminal permettant de dialoguer avec un centre serveur, il faut avoir l'habitude de la manipuler, ce qui nécessite, selon les spécialistes, plusieurs heures d'utilisation par semaine.

(1) Elles ne seront disponibles qu'à la fin de l'année.

### Réagir

Une seule solution : réagir en postulant que la domination américaine actuelle pourrait se réduire dans le futur sous la pression conjuguée des créations de banques de données et de centres serveurs en Europe. Cela, étant, il convient de ne pas se leurrer, car quelles que soient les formes d'actions entreprises, il du fait même du fonctionnement de l'économie américaine, la consommation individuelle d'informations liée à une activité d'étude ou de profession restera plus élevée qu'en Europe. Et ce pendant plusieurs années, avec création d'un marché plus innovateur et plus dynamique.

Une première réalisation française dans le domaine de la recherche scientifique et technique, due, en partie, à l'initiative du secrétaire permanent du Bureau national d'information scientifique et technique (B.N.I.S.T.) devrait permettre de redresser quelque peu la situation. Grâce à l'action des pouvoirs publics, il s'est, en effet, créé dans le parc d'activités de Valbonne - Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes) un grand centre serveur national, en service

JEAN-FRANÇOIS AUBREAU.  
(Lire la suite page 32.)

## L'ORDINATEUR DE MONSIEUR TOUT-LE-MONDE

L'ordinateur individuel a fait son apparition l'an dernier au SICOB. Sur le parvis, la boutique SICOB présentait à un flot continu de visiteurs les quelques modèles d'ordinateurs alors disponibles. L'affaire s'était montée en quelques semaines. Vu son succès, elle est reprise cette année sur une base plus large. Ainsi, le bâtiment préfabriqué de l'an dernier comportait dix-huit modules ; celui de l'actuel SICOB en a cinq fois plus, et abrite soixante-cinq expositions.

L'ordinateur personnel, ou individuel, ou domestique, ou encore le petit système informatique que le jargon des amateurs abrège en P.S.I., est apparu aux Etats-Unis en 1975. Il suit de près les microprocesseurs, ces composants électroniques qui contiennent dans un boîtier de la taille d'une phalange tout ce qu'on appelle pompeusement l'« unité centrale » d'un ordinateur. Avec quelques boîtiers analogues contenant des mémoires ou un système de gestion des entrées et sorties, tous les éléments électroniques d'un ordinateur sont rassemblés. Une carte imprimée ou s'enchâssent les boîtiers et qui établit entre eux les connexions nécessaires, une alimentation électrique, un clavier pour l'entrée des programmes et des données, un écran de télévision pour l'affichage, des cassettes de commande pour stocker durablement les programmes : il n'en faut pas plus au bricoleur à peine astucieux pour construire un ordinateur. Et comme l'écran peut être celui du téléviseur familial, qu'on peut utiliser pour lire ou écrire les cassettes sur un magnétophone standard, le bricoleur en question pourra construire son ordinateur sans grever lourdement son budget.

Construire un ordinateur en « kit » à partir de pièces détachées n'est pas à la portée de tous. L'informatique individuelle est vraiment née avec l'apparition d'ordinateurs livrés prêts à l'emploi. C'est sans doute la commercialisation du T.R.S.-80 par Radio-Schack qui a été déterminante. Radio-Schack est une société spécialisée dans les produits électroniques pour grand public. Elle dispose aux Etats-Unis d'un réseau de plus de sept mille points de vente, ce qui a fait aussitôt connaître l'ordinateur personnel à un vaste public. Le T.R.S.-80, appareil sommaire mais bon marché, est bien adapté à la programmation de petits jeux, à la tenue de carnets d'adresses et à ces quelques autres utilisations simples, et sans doute au fond peu utiles, mais suffisamment motivantes pour décider le client potentiel à « s'offrir » un ordinateur.

MAURICE ARVONNY.  
(Lire la suite page 33.)

**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**

JEUX ET LOISIRS

le magazine de l'informatique pour tous

Aujourd'hui, pour le prix d'un téléviseur couleur, vous pouvez acquérir un « vrai » ordinateur. Ses usages sont multiples : des centaines de jeux, des programmes d'enseignement s'adaptant aux domaines les plus variés, des utilisations graphiques ou musicales.

Dans des configurations plus étoffées, ces nouveaux ordinateurs deviennent des collaborateurs indispensables à votre travail. Pour bien les comprendre et bien les utiliser :

lisez L'ORDINATEUR INDIVIDUEL en vente partout

**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**

41, Rue de la Grande-Armée - 75008 Paris Cedex 10

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**Lecture Rapide**

METHODE TELE: amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stages intensifs : mardi 9 - 16 - 23 Octobre et 25 Mars au 1<sup>er</sup> Avril.  
(3 jours - 11 h)

Stages progressifs : mardi 9h à 12h15 du 4 Oct. au 13 Dec. et le 29 Avril ou le mercredi de 9h à 12h15 du 14 Nov. au 30 Janv. (sauf congés scolaires) et le 18 Juin.

CALENDRIER ANNUEL SUR DEMANDE

CPM CENTRE MALESHERBES 108 Bd Malesherbes PARIS 75017 - Tél. 766.51.34

**Les ordinateurs Prime au Sicob : rendez visite au constructeur le plus dynamique du monde.**

Depuis 5 ans, en France et dans le monde, les ventes et les actions de Prime courent plus vite que celles de ses principaux concurrents. Il y a sûrement une raison. Allez la découvrir au Sicob.

**PRIME** Ordinateurs conversationnels  
33, rue Fernand-Forest 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.17 - SICOB, Stand 3 F 3616.



1

## Le réseau Transpac : un bon départ

Jusqu'à une période récente, l'informatique était chère, élitiste et de ce fait, réservée à un nombre restreint d'entreprises et de fonctions : élite, elle demeurait l'apanage des grands et des puissants, écrivaient-ils il y a un an et demi les auteurs du rapport Nora-Minc. La multiplication des petites machines puissantes et peu coûteuses, comparées aux monstres que constituent les grands ordinateurs, est en train de changer cela. Il est sans doute trop tôt pour mesurer la portée réelle de cette révolution informatique, mais les premiers indices de cette « informatique de masse » se manifestent déjà sous la forme de réseaux spécialisés, qui, à l'instar du réseau électrique et téléphonique s'étendent progressivement à l'ensemble du territoire. Certains d'entre eux, fonctionnant selon le principe de la transmission de données par paquets — meilleur marché et plus rapide — sont promis à un bel avenir. Dans ce domaine, les U.S.A. ont fait figure de pionniers. Mais l'Europe réagit, et le réseau français Transpac, une fois ses maladies de jeunesse passées, en sera un bon témoin.

DECIDE en 1975, mis en service trois ans plus tard, Transpac connaît, selon ses promoteurs, un développement satisfaisant. A la veille du XXX<sup>e</sup> SICOB, il avait enregistré plus de 1 200 demandes d'abonnement, dont 450 avaient été satisfaites à la fin du mois d'août : deux tiers par raccordement direct et le solde par liaison avec les réseaux téléphoniques et télex. A ce rythme, l'actuelle capacité du réseau — 1 500 abonnés — devrait être rapidement saturée. Ne s'attendant pas, d'ici à la fin de l'année, selon M. Gérard Simonet, directeur de la société Transpac, à une demande d'abonnement supérieure de 10 % aux prévisions ? Compte tenu des délais matériels de branchement au réseau, 800 seulement seraient réalisés à cette époque, dont 650 en accès direct.

La perspective optimiste de voir tripler ces chiffres d'ici à la fin de 1980 pose le problème d'une adaptation du réseau à ces besoins supplémentaires.

## Vers un service international

En dépit de cet important développement, le seuil de rentabilité du réseau ne sera pas atteint avant huit à dix ans, a-t-il été déclaré d'ailleurs M. Philippe Picard, directeur général de Transpac, dans une interview accordée à *01-Informatique*, d'une période suffisamment longue pour permettre le calcul d'un niveau de rentabilité susceptible de rentabiliser les investissements, mais pas trop longue tout de même, afin d'être sûr que Transpac ne sera pas dépassé à cette date par d'autres services. Encore faudra-t-il maintenir le rythme annuel des demandes et sensibiliser la clientèle des petites et moyennes entreprises en attendant la pénétration de la téléinformatique dans les foyers, illustrée par les expériences d'acheminement de courrier électronique ou de consultation d'annuaires électroniques.

Quoi qu'il en soit, Transpac connaît dès le mois de janvier une extension géographique importante en étant relié aux réseaux américains Tymnet et Telenet. Ce premier maillon d'un réseau international de transmissions de données par paquets est autorisé par la mise en service d'un nœud de transit international (N.T.I.) sur le territoire français. D'autre part, Transpac pourrait être relié en février-mars au réseau européen Euro-net, dont l'entrée en service, initialement prévue pour le début de cette année, est toujours

attendue. Elle pourrait intervenir d'ici à la fin de cette année. Des investissements à hauteur de 24 millions de francs — dont le quart financé par les administrations européennes des P.T.T. — ont permis la réalisation de ce petit réseau qui prétend développer un véritable « Marché commun de l'informatique scientifique et technique ». Avec le service Euro-net-Dijon, il devrait être en effet possible aux utilisateurs européens d'accéder via les portes d'entrées du réseau (Francfort, Paris, Londres, Rome, Amsterdam, Bruxelles, Copenhague, Dublin et Luxembourg) à une vingtaine de serveurs implantés dans les neuf pays de la Communauté. Un certain nombre d'entre eux, opérationnels et accessibles par des voies de télécommunications existantes, ont déjà commencé leurs essais de raccordement à Euro-net, qui sera bientôt relié au N.T.I. si de nouveaux retards ne viennent pas perturber le bon déroulement des opérations. On envisage déjà aussi son extension — interconnexions avec les réseaux espagnol et suisse, branchement d'une ligne en Suisse — et l'amélioration des services qu'il rendra : 12 millions de francs sont d'ailleurs prévus à cette intention. Mais ce développement d'Euro-net ne va-t-il pas souffrir durement des raccordements directs des futurs réseaux nationaux européens entre eux ?

J.-F. A.

(1) 1 milliard de francs sur dix ans seront investis dans Transpac.

## L'ORDINATEUR DE MONSIEUR TOUT-LE-MONDE

(Suite de la page 31.)

D'autant qu'avant un prix qui n'a cessé de baisser — on le trouve maintenant en France à 2 500 F. — le T.R.S.-80 n'est guère plus cher que les ordinateurs en kit de la première génération.

D'autres ordinateurs pour grand public apparaissent simultanément : le P.E.T. de Commodore, d'un prix environ double par rapport au modèle de base du T.R.S.-80, mais qui a des possibilités beaucoup plus étendues, est l'exemple type de ces ordinateurs destinés aux amateurs mais qui offrent déjà des possibilités d'utilisation professionnelle. C'est dans cette direction que semble surtout se développer l'offre : plusieurs constructeurs de mini-ordinateurs découvrent que la toute petite entreprise, le petit commerce, les professions libérales, peuvent ainsi venir à l'informatique. Pour ces emplois professionnels, il leur faut des garanties de fiabilité et de maintenance que n'exigent pas les simples amateurs. Il faut aussi des traitements de fichiers pour lesquels la bande magnétique (cassette) est d'emploi fort malaisé, ce qui conduit à doter ces matériels d'unités de disques analogues à celles de la grande informatique, ainsi que d'imprimantes. En revanche, les prix sont moins élevés et les perspectives financières plus attrayantes. Aux alentours de 30 000 F on trouve maintenant de nombreux systèmes bien adaptés à cette petite gestion professionnelle que l'informatique « sérieuse » avait jusqu'ici négligée.

L'enseignement, ou la formation professionnelle est un autre marché récemment ouvert à cette informatique sans informaticiens. Car l'utilisation par « monsieur tout le monde » est la caractéristique la plus marquante de l'informatique personnelle. Elle a entraîné la généralisation d'un

langage de programmation, le Basic, initialement créé pour l'enseignement de la programmation, et qui est devenu, du fait de sa simplicité, le langage universel de l'informatique individuelle.

Deux phénomènes connexes sont liés à l'apparition des ordinateurs personnels : une floraison de clubs et la parution de plusieurs revues spécialisées. Les clubs permettent une initiation à l'informatique, un enseignement de la programmation, des échanges de programmes, des comparaisons de matériels — et pour les bricoleurs, des améliorations. Les revues jouent un rôle analogue, à moindre profondeur et plus large échelle. Se sont aussi créés plusieurs boutiques spécialisées dans la vente de matériels ou de logiciels à finalité professionnelle.

## En France aussi...

Née aux Etats-Unis, l'informatique individuelle a bientôt franchi l'Atlantique ; les mêmes causes produisant les mêmes effets, on a aussi vu apparaître clubs et revues. Les magazines *Microsystèmes* et *l'Ordinateur individuel* ont publié il y a tout juste un an leur premier numéro. Ces clubs, on peut citer celui de l'Association française des informaticiens (Afin-Can), l'Organisation d'étude et de développement en informatique personnelle (Oedip), le Microtel-Club. Nés à Paris, ils ont rapidement essaimé dans de nombreuses villes de province.

On a aussi vu des constructeurs français jouer le jeu de cette nouvelle informatique, avec l'appui de la direction des industries électroniques et informatiques du ministère de l'Industrie. Logibax avec le X 500, la société océanienne d'électronique avec le X1, Proteus International (Proteus-III), Norodata (GFE 500),

proposent à moins de 20 000 francs des systèmes prêts à l'emploi, ou ne demandant que l'adjonction de quelques périphériques. La boutique du SICOB expose le tout nouveau Goupil, que construit la Société de micro-informatique et télécommunications. Mais quelques difficultés à soutenir la concurrence américaine et à lutter à armes égales sur un marché où une baisse de prix de 20 % en un an n'a rien d'anormal.

Il est vrai que la croissance du marché est un facteur favorable qui donne leurs chances aux nouveaux venus. En 1977, le marché américain de l'ordinateur personnel était de 50 000 unités valant 50 millions de dollars. Pour 1980 on prévoit 286 000 unités et 137 millions de dollars ; en 1985, ces chiffres devraient être respectivement 3,7 millions d'unités pour 730 millions de dollars. Les évaluations faites pour la France sont plus modestes, mais enlent de façon tout aussi vertigineuse : de 12 000 ordinateurs valant 27 millions de francs en 1980, on devrait passer à 180 000 et 200 millions de francs cinq années plus tard.

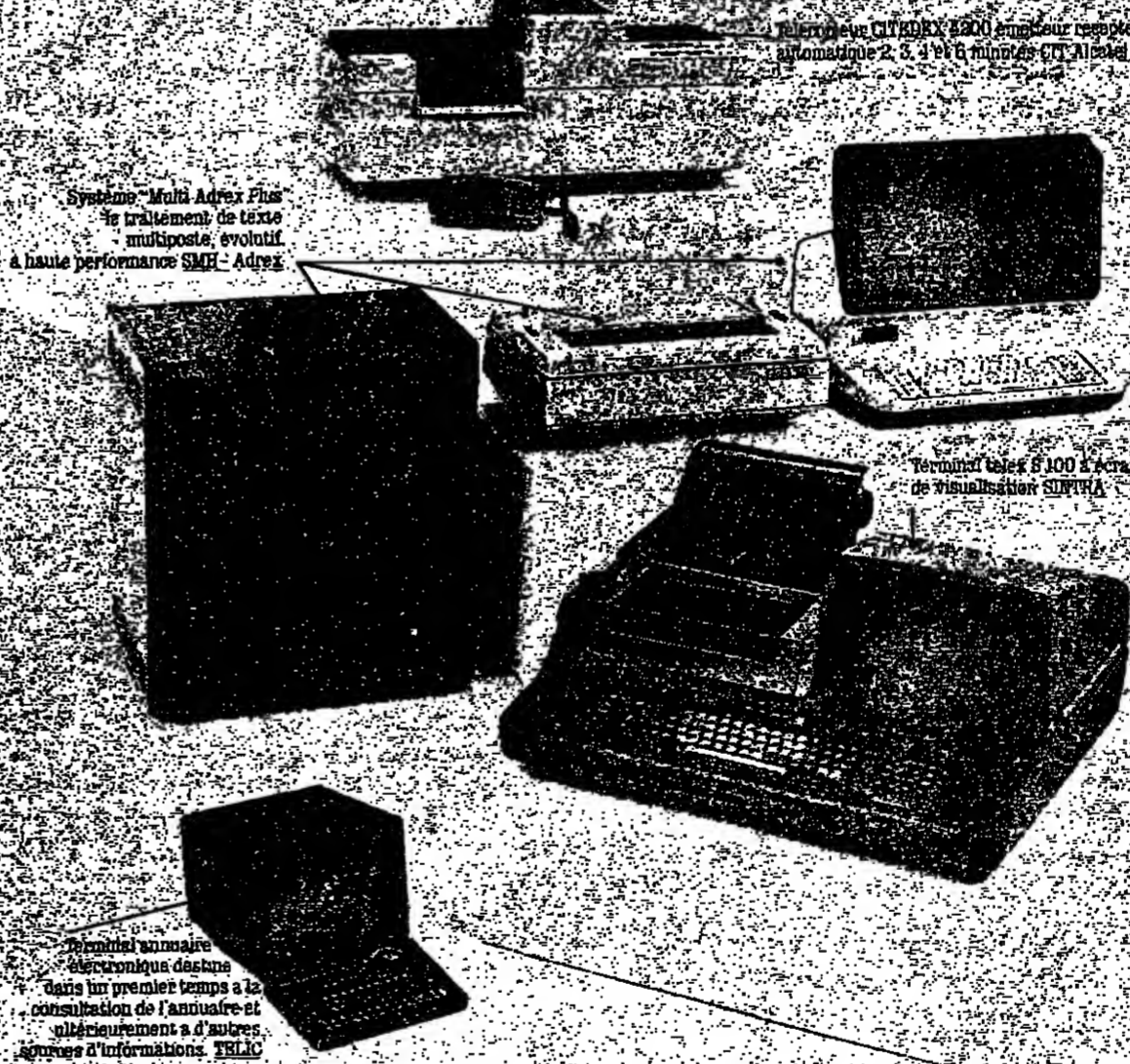
La simple comparaison des chiffres montre l'ampleur des baisses de prix attendues. Si celles-ci ne se font pas à puissance égale, les ordinateurs personnels de 1985 ayant des possibilités encore plus étendues que les machines actuellement proposées. De plus ces ordinateurs pourront communiquer entre eux. Déjà, des clubs ont mis au point des coupleurs acoustiques qui permettent d'échanger sur une simple ligne téléphonique l'information numérisée que contient la mémoire d'un ordinateur. La première utilisation est l'échange de programmes, mais la consultation de banques de données entre aussi dans le domaine des possibles.

Il est aussi fort probable que ces ordinateurs du futur pourront parler français — le verbe parier étant à prendre au sens propre si les systèmes d'analyse et de synthèse de la parole se développent suffisamment vite. Actuellement, le Basic des ordinateurs personnels se compose de quelques mots simples (for, if, go to, print...). Il n'est pas nécessaire de lire Shakespeare dans le texte pour les utiliser, mais on conçoit que le remplacement de ces « mots-clés » par leurs équivalents français (pour, si, aller à, imprimer...) faciliterait l'accès à l'informatique de toute une couche de la population pour qui l'ordinateur est encore une bête bien mystérieuse. Certains ont essayé de créer des « Basicos ». L'équipe de l'Ordinateur individuel vient de mettre au point un « patois du Basic » appelé Basicos, et surtout de fabriquer les traducteurs Basicos pour les ordinateurs les plus courants. On peut ainsi programmer en français et être compris d'un ordinateur qui ne connaît que l'anglais.

Un autre langage, francophone, le langage symbolique d'enseignement (L.S.E.) devrait aussi se répandre : il a été mis au point il y a quelques années pour les expériences d'enseignement de l'informatique faites par l'éducation nationale. Celle-ci dispose d'un abondant stock de programmes écrits en L.S.E. Comme elle va ouvrir un important marché aux constructeurs d'ordinateurs individuels, ceux-ci seront amenés à fournir des compilateurs L.S.E. avec leurs machines. L'accroissement de puissance des ordinateurs facilitera cette opération, et le Basic pourrait bien être supplanté d'ici peu d'années par des langages plus puissants de la grande informatique comme APL ou Pascal.

MAURICE ARVONNY.

## Des chiffres et des lettres.



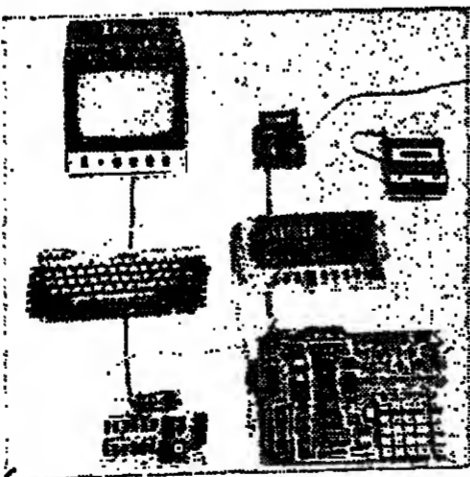
## La télématique au SICOB : stand 3451/53 - niveau 3 - Zone DE

Centraux téléphoniques publics et privés. Télec. Systèmes de transmission analogique et numérique. Télécommunications sous-marines et spatiales. Perfor. Informatique et Services. Informatiques. Electronique spécialisée. Automatismes et équipements de bureaux.

CIT Alcatel



## INITIATION AUX MICROPROCESSEURS : LE MICROSYSTEME FRANÇAIS MAZEL II\*



DISTRIBUTEURS MAZEL II  
PROJECT ASSISTANCE (PARIS)  
GEDI (BOULOGNE)  
IMPACT (CLERMONT-FERRAND)



34, rue des Grands-Champs - 75230 PARIS  
Tél. 379-48-51

\* prix à partir de 1.390 F T.T.C.

communications  
niques :  
installateur



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne L.R.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	58,98
IMMOBILIER	12,00	14,31
AUTOMOBILES	35,00	41,68
AGENDA	35,00	41,68
PROF. COMM. CAPITAUX	85,00	111,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne L.R.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc. leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La Société, en rapide

expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

### Assistant Service Achats - basé à Monaco

Principales fonctions: recherche des fournisseurs potentiels, obtention d'offres concurrentielles, préparation des commandes, vérification de la bonne réception des marchandises, arrangements nécessaires pour leur transport et leur assurance.

Dépend du chef des achats. Grande expérience des achats dans les industries lourdes et de la construction, avec compétences nécessaires et bonnes qualifications.

### Expéditeur - basé à Monaco

Responsable du contrôle et de la livraison ponctuelle de tous les articles achetés, il prendra les mesures nécessaires pour éviter les retards éventuels et veiller au respect de la livraison contractuelle. Il sera appelé à de fréquents déplacements.

Dépend du chef des achats. Compétences nécessaires et qualifications techniques dans l'ingénierie. Grande expérience des achats et du suivi des commandes dans les industries lourdes et de la construction.

Les candidats auront de préférence autour de 35 ans. Pour ces deux postes, une bonne connaissance de

l'anglais, écrit et parlé, est requise.

Envoyer votre réponse avant le 12 octobre avec un C.V. détaillé ainsi qu'une photo au:

Directeur Du Personnel,  
Single Buoy Moorings Inc.,  
B.P. 157,  
Monaco (Principauté).



## DARTY DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons, pour l'une de nos filiales régionales, un directeur administratif et financier.

Les responsabilités et les activités qu'il devra prendre en charge seront nombreuses et étendues. Elles comprennent notamment:

- le fonctionnement financier et comptable
- l'amélioration, l'application, la mise au point des procédures de gestion
- la supervision du contrôle budgétaire
- de larges responsabilités juridiques et sociales

Pour cette fonction importante, rattachée au directeur général, les candidatures souhaitées sont celles de personnes disposant d'une formation supérieure de type E.C., H.E.C., E.S.S.E.C., complétée par une expérience professionnelle d'au moins 4 années, acquise, pour tout ou partie, de préférence dans un cabinet d'audit.

Ecrire: GROUPE DARTY - Direction des Relations Sociales - Tour Rosny II - 93118 ROSNY SOUS BOIS Cedex

TOULOUSE  
GROUPE ALIMENTAIRE  
recherche

### JEUNE CADRE

ayant une formation comptable supérieure DECS complet + 5 années d'expérience

Rattaché au Directeur de la comptabilité du groupe, il sera chargé dans un premier temps de missions spécifiques. Puis, la réussite à ce poste, qui est une création, permettra une extension des responsabilités. Connaissances informatiques nécessaires.

Merci d'adresser C.V. avec fonctions détaillées + photo et prétentions au n° 5A 945 à:

Mme LAUTREC LEPEY,  
Conseil d'entreprise  
membres C.A.L.C.R.,  
25, rue Saint-Martin  
31000 TOULOUSE.  
Discretion absolue

7, RUE DU PONT GUILHEMY  
31000 TOULOUSE  
TEL. (05) 62.68.69

### UN INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

(réf. ING/BE)  
30 ans env., diplômé Ecole d'ingénieurs (ENSI, SUP-élec ou équivalent), spécialité électrotechnique uniquement. Expérience en bureau d'études appropriée. Connaissance parfaite de l'anglais exigée.

### UN INGÉNIEUR DEVIS

(réf. ING/DEV)  
30 ans env., diplômé ingénieur en électrotechnique (ENSI, SUP-élec ou équivalent). Expérience professionnelle de 2 à 3 ans minimum exigée dans l'établissement ou l'exploitation de drifs. Anglais oral et technique exigé pour ces deux postes.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions, en précisant la réf., à l'attention de Gilles Santucci.



emplois internationaux  
(et départements d'Outre Mer)



**Pompes GUINARD**  
recherchent pour développer la vente de ses produits en AMERIQUE LATINE

### un cadre technico-commercial

Justifiant d'une formation mécanique, hydraulique et connaissant bien le domaine de la distribution des pompes.

Ce cadre expatrié devra posséder parfaitement la langue espagnole et si possible anglaise.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Service des Affaires Sociales, 179, bd St-Denis, 92400 COURBEVOIE.

### ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION C. T. C.

Recrute pour ses services implantés à Alger  
**DES INGÉNIEURS ALGÉRIENS DANS LES SPÉCIALITÉS :**

- GÉNIE CIVIL
- CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

#### AVANTAGES :

- Cadre de travail agréable.
- Rémunération intéressante.
- Logement assuré.
- Horaire continu.

Ecrire au C.T.C., rue Kaddour-Rahim HUSSEIN-DEY - ALGER  
Département du Personnel.

Importante Société Papetière pour son Laboratoire  
**RECHERCHE et DEVELOPPEMENT**  
région Rhône-Alpes  
recherche un jeune

### Ingénieur-Docteur CHIMISTE ou PAPIETIER

La préférence sera donnée à un candidat ayant une expérience de 2 à 3 ans, parlant couramment et lisant l'anglais.

Adresser votre C.V. détaillé (photo + prétentions) sous Réf. 3819 à

**GAMMA Sélection**  
60, Boulevard Malesherbes 75008 PARIS

LE CENTRE INFORMATIQUE DE LA MUTUALITÉ AGRICOLE RHONE - ALPES - LOIRE (CIMARAL)

### INGÉNIEUR INFORMATIEN DÉBUTANT

pour participer, après formation, à l'activité système, dans le cadre du démarrage d'un ordinateur CII-HE niveau 66 et d'un réseau temps réel.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : CIMARAL S.L. de Châtenay-Les-Bains 17, rue de Bruxelles SAINT-QUENTIN-PALLAUVIER 32200 LA VERPILLIÈRE

Entreprise Internationale de Travaux Publics recherche pour la CÔTE D'IVOIRE

### un Cadre Administratif

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, le candidat retenu aura acquis une première expérience Administrative au sein d'une entreprise de Travaux Publics en FRANCE.

Nous lui proposons de devenir l'Assistant de notre Directeur Administratif à ABIDJAN (effectif de l'exploitation 2.000 personnes). Comptabilité, Gestion, Personnel sont les 3 domaines de la fonction.

Séjour en famille. Avantages liés à l'expatriation. Adresser CV, photo, rémunération actuelle sous référence 4355 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Société de Services d'entretien internationale cherche pour l'Afrique francophone :

- 1 CHEF DE PROJET de préférence avec profil d'ingénieur civil orienté en gestion
- 1 SPÉCIALISTE SYSTÈMES avec profil d'économiste et connaissances de systèmes manuels
- 1 SPÉCIALISTE GESTION FINANCIÈRE

Les candidats devraient avoir :

- niveau universitaire;
- expérience professionnelle d'au moins cinq ans, dont quelques années en Afrique;
- connaissances en organisation de structures.

Faire offres manuscrites avec curriculum vitae à Publicités sous chiffre 3 10-115-631 - CH Genève 3.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste de professeur EN INFORMATIQUE TECHNIQUE pour son département d'électrique. Délai d'inscription 15-11-79. Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la : Direction Administrative de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, 33, avenue de Cailler, 1007 Lausanne, Suisse.

ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES  
296-15-01

offres d'emploi offres d'emploi

## Cincom Systems

Le professionnel des systèmes de gestion de base de données et de télétraitement recherche:

### INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant une très bonne expérience des applications informatiques et des systèmes DB/DC.

**DES TECHNICIENS ET DES CHEFS DE PROJET DE HAUT NIVEAU SONT ENCOURAGÉS A SOUMETTRE LEUR CANDIDATURE**

Rémunération importante, promotion basée sur les résultats

SGBD TOTAL est disponible sur plus de 25 matériels différents et constitue avec quelque 2800 utilisateurs le SGBD le plus utilisé à travers le monde.

ENVIRON/1, moniteur de télétraitement, les Langages d'Interrogation et le Dictionnaire de Données associés complètent SGBD TOTAL.



Envoyez CV manuscrit, photo et prétentions à :  
**CINCOM SYSTEMS**  
1107 des Mariniers  
208, rue Raymond Losserand  
75680 PARIS CEDEX 14 Tél.: 545.67.79

SAGHA

	le 1er	le 1er		le 1er	le 1er
OFFRES D'EMPLOI	51,00	50,98	ANNUITES ENCAISSEES	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,71	OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	35,00	41,18	DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
AUTOMOBILES	35,00	41,18	IMMOBILIER	23,00	27,05
AGENDA	35,00	41,18	AUTOMOBILES	23,00	27,05
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72	AGENDA	23,00	27,05

## ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**La Compagnie Générale de Radiologie**

● Pour sa Division « recherche » à STAINS (proche banlieue Nord de Paris)

Systèmes informatiques temps réel utilisant des microordinateurs et des processeurs spécialisés

**INGENIEURS ET ANALYSTES**

● Programmation de logiciels de base  
● Microprogrammation de logiciels d'application et de contrôle

**INGENIEURS OU TECHNICIENS**

de haut niveau ayant de bonnes connaissances en microordinateurs et périphériques pour intégration hardware des systèmes

**TECHNICIENS de Niveau V**

ayant une large expérience dans les domaines de l'électronique, de l'électronique analogique d'instrumentation, et du contrôle de processus temps réel par microprocesseurs et microordinateurs

**UN RESPONSABLE DE GROUPE ELECTRONIQUE**

de bureau d'études

**UN PROJETEUR Niveau V2 ELECTRONICIEN**

ayant une bonne expérience en électromécanique conception de circuits intégrés, analogiques et digitaux et en sous-traitance

● Pour l'INSTALLATION et la MAINTENANCE DES SYSTEMES

**INGENIEURS**

ayant quelques années d'expérience dans l'après-vente pour prendre rapidement des responsabilités d'encadrement

**TECHNICIENS Niveau IV et V**

ayant de solides bases en électronique, des connaissances en mécanique et en électromécanique, disponibles pour des déplacements de courte durée France et étranger

**INTEGRATION DANS UN SERVICE JEUNE ET DYNAMIQUE.**

Nous vous remercions d'adresser votre CV détaillé, avec photo et prétentions (en précisant la référence) à :

C.G.R. Service du Personnel - B.P. 3 - 93240 STAINS

Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

**General Electric Information Services**

premier prestataire mondial de services informatiques en temps partagé et en télétraitement dans le cadre de son développement, est prêt à accueillir rapidement à Paris et dans ses districts de province,

**12 ingénieurs d'application expérimentés ou débutants (H. ou F.)**

Bénéficiant d'une large autonomie, ils exerceront - auprès d'interlocuteurs de haut niveau appartenant à des branches professionnelles variées - une activité de conseil en participant à l'élaboration d'applications informatiques très diversifiées.

Ces postes très vivants et très formateurs représentent pour des diplômés de l'enseignement supérieur, d'excellentes opportunités susceptibles de les préparer à prendre d'autres fonctions dans l'entreprise. Une formation approfondie à la fois théorique et pratique est prévue.

La connaissance du FORTRAN ou d'un langage de programmation ainsi que de la langue anglaise serait appréciée.

Nous avons confié cette recherche à

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris

qui traitera confidentiellement les dossiers de candidatures (+ photo) sous réf. 1793 M à préciser sur l'enveloppe.

SOCIETE METROLOGIE recherche pour son département MICRO-INFORMATIQUE INTEL

**UN TECHNICIEN CONFIRME**

SERVICE APRES-VENTE

Lieu de travail : Tour d'Asnières

Ecrire : 4, avenue Laurent-Cely, 92600 ASNIERES

Tél. 771-44-44 (p. 37-37)

Information et Culture recherche

**JEUNES GENS (hommes ou femmes)**

pour collaboration au niveau de la direction.

Ecr. avec C.V., 6, rue Joubert, Paris-P. 16, Adisson.

**SOCIETE DE PREMIER PLAN EN PLEINE EXPANSION**

cherche

**CADRE JEUNE ET AUDACIEUX**

pour être intégré à son équipe sociale.

Il est chargé d'assurer la permanence des Relations avec les Représentants du Personnel.

Le candidat retenu sera passionné par les problèmes humains, capable de créer une bonne communication dans des conditions parfois difficiles. C'est donc un homme solide, aimant la difficulté mais également initiatrice et généreux.

Il est de formation supérieure. Il pourra avoir d'autres activités qui lui permettront de se perfectionner et d'évoluer au sein de la Direction du Personnel.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 7318 à

4, rue Robert Esnault 75008 Paris qui transmettra

**Conseiller les Chefs de Personnel**

Publicité de Recrutement - Homme ou Femme

Spécialisés dans les annonces de recrutement, nous connaissons, grâce à la qualité de nos prestations, un développement rapide. (Un des plus forts de la profession).

Pour faire face à notre expansion, nous offrons sur PARIS une opportunité très intéressante à un homme ou à une femme, de préférence diplômé (E.S.C., Licence psycho-...).

Responsable de plusieurs secteurs d'activité, il aura une mission de conseil auprès des responsables de personnel et de recrutement (Etude de poste, rédaction d'annonces, plan média-...).

Ce poste à dominante commerciale nécessite des qualités certaines de négociateur. Evident, il est à pourvoir au sein d'une jeune équipe de professionnels fortement motivés et impliqués.

Il est prévu de nombreux stages de formation (Imprimerie, gravure, techniques de vente, de recrutement, graphique-...).

La rémunération de départ comprend un fixe substantiel et un intéressement. Elle varie fonction de l'expérience du candidat et de ses capacités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant la référence 2010, sous pli confidentiel à :

PATRICK FORET - MEDIA P.A., 9, Boulevard des Italiens 75002 PARIS, qui respectera, bien sûr, votre confidentialité.

**MEDIA P.A.**

Plus pour vos annonces de recrutement.

**ECCO**

FORMATION TRAVAIL TEMPORAIRE

260 AGENCES EN FRANCE 21 EN ILE DE FRANCE

Poursuivant notre politique de qualité et de promotion du personnel intermédiaire nous cherchons

**Une Responsable Régionale de la Formation**

Réf 126 M

chargée de l'animation, de l'organisation du développement et de la gestion du centre existant, elle sera en relation permanente avec les agences du réseau ECCO Ile de France dont elle recueillera les besoins en formation. Elle leur proposera les formations internes qu'elle organisera ou externes qu'elle recherchera, elle recrutera et animera les moniteurs du ou des centres qu'elle aura ouverts et installés.

Un diplôme de formateur, une solide expérience en ce domaine et si possible de l'animation de moniteurs seront des atouts déterminants.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence à : Roger CUSSET - ECCO T.Y. Direction régionale Paris Ile de France 80, Boulevard de Sébastopol 75003 Paris

CHEZ ECCO LES INTERIMAIRES SONT BIEN

**CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE - PARIS SUD** recherche

**Ingénieur Méthodes**

ayant plusieurs années d'expérience de Bureau d'Etudes (matériels électroniques ou informatiques, télévision, électroménager...) pour :

- étude et conception de matériels ;
- réalisation d'outillages ;
- conception de postes de travail ;
- implantation d'ateliers.

Anglais et/ou allemand apprécié.

Possibilités intéressantes d'évolution personnelle dans une entreprise aux objectifs ambitieux, au sein d'un des premiers groupes industriels français.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 26892 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra

**SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE**

Banlieue Sud Est, recherche

**JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS**

ESE - ENSI - ESEP

en vue de leur confier des études qui relèvent de l'électronique analogique.

La nature des problèmes étudiés implique une participation aux études au niveau système.

Avenir intéressant pour les candidats de valeur ayant le goût des responsabilités.

**JEUNE INGENIEUR GENERALISTE**

X - ECP

Pour participer à des projets du domaine spatial et automatisé.

Le candidat retenu devra avoir de bonnes notions en électronique optique et mécanique.

Après une mission dans notre service des études générales, il pourra lui être proposé une fonction en rapport avec ses goûts et compétences.

Adresser C.V. manuscrit et photo à n° 26950 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société 1.500 personnes environ leader dans le domaine des INSTRUMENTS et SYSTEMES OPTIQUES, recherche

**UN INGENIEUR D'ETUDES A.M. ou EQUIVALENT**

Pour définition des produits depuis la participation à la conception jusqu'au lancement en petite ou moyenne série.

Adresser C.V. détaillé à SOPELEX 123, boulevard Davout, PARIS-20.

**IMPORTANT SOCIETE DE COMMERCIALISATION A L'EXPORTATION, SITUÉE A NEUILLY (92)**

recherche

**Chef de Projet Informatique, confirmé**

pour développer au sein d'une petite équipe des applications T.P. sur IBM 370-138 OS VS1.

Expérience d'application comptable exigée.

Adresser CV + photo à M.C. HOUNAU COMPAGNIE GENERALE D'INFORMATIQUE 84, rue de Grenelle 75007 PARIS chargée du recrutement

**CISI** COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour son Service Applications en Mécanique

**des ingénieurs**

Ayant plusieurs années d'expérience en calcul de structures, en particulier pour des applications non linéaires.

Ayant une bonne connaissance des méthodes aux éléments finis (et différences finies), en mécanique des milieux continus (solides, fluides).

Intéressés par une activité technico-commerciale :

- Responsabilité d'un groupe de produits,
- Suivi et promotion des activités du Service essentiellement dans le domaine des calculs non linéaires.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à : CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS.

**SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE** recherche

**jeunes collaborateurs**

- 2 à 3 années d'études supérieures
- collaborateurs, dévoués des obligations militaires
- fibres rapidement

**DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :**

**L'INFORMATIQUE**

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à n° 26715 CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**bâtiment - travaux publics**

**JEUNES INGENIEURS MECANICIENS ENSI - ENI**

Un des leaders de la profession recherche pour la région parisienne deux ingénieurs débutants en mécanique ou électricité pour les intégrer à ses équipes des services du matériel.

Après une formation sur le tas qui leur permettra de développer leurs capacités d'hommes d'action et de commandement il leur est offert une responsabilité de patron de service matériel, soit dans une filiale, soit sur un grand chantier, en France ou à l'étranger.

Les candidatures de jeunes ingénieurs ayant déjà 2 ou 3 ans d'expérience sont également bienvenues.

Merci de nous écrire sous la référence 28.890 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**CIMBA**

Compagnie d'Informatique et de Services

Société et Administration

Filiale THOMSON - CIB

Centre de Calcul

**UN CADRE**

OU ASSIMILE

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

CIMBA - Service Recrutement - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

**INSPECTEURS DE BANQUE**

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

INSPECTEURS DE BANQUE - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

**Banque Populaire**

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

Banque Populaire - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

**CYBERNET SERVICES**

SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

**ANALYSTES**

Diplômés de l'Enseignement Supérieur

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

CYBERNET SERVICES - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

**INSPECTION ETRANGER**

L'un des premiers Groupes Français d'ASSURANCE

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

INSPECTION ETRANGER - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

**UN INGENIEUR GRANDE EXPERIENCE**

pour la région parisienne

Adresser CV et photo à :

UN INGENIEUR GRANDE EXPERIENCE - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,88
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	25,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	35,00	71,72

## ANNONCES CLASSEES

ANNUITES ENCAUSSEES	Le Monde	T.L.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### Cimsa

Compagnie d'Informatique Militaire  
Spéciale et Aéronautique

Filiale THOMSON-CSF

recherche pour son

CENTRE DE CALCUL

équipé de mini-ordinateurs

### UN CADRE

OU ASSIMILÉ

- Il sera responsable de la mise en route des systèmes et du suivi de l'exploitation.
- Une expérience de quelques années dans ce domaine est nécessaire.
- Connaissance de la gamme MITRA appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en indiquant la référence DET/CC à : CIMS - Service Emploi-Formation - 10/12, avenue de l'Europe - BP 44 - 78140 VELIZY.

### PHARMACIEN EXPORTATION

Un important Laboratoire Français recherche pour son service d'Exportation un Pharmacien âgé de 35 ans environ et possédant une expérience professionnelle de plusieurs années acquise au sein du Département Exportation d'un Laboratoire Pharmaceutique. Dans un premier temps, il se verra confier des responsabilités essentielles techniques : surveillance des exportations, mise en forme et dépôt des dossiers, enregistrement des produits à l'étranger. Une très bonne connaissance de l'Anglais est indispensable et celle de l'Allemand sera très appréciée. Lieu de travail : Paris. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 376-M à :

**seior**  
72, rue Anatole France  
92500 LEVALLOIS-PERRET

Filiale d'un Groupe International qui est l'un des leaders mondiaux en automatismes et composants pneumatiques

ENVOIAGE

dans le cadre de son expansion :

#### RESPONSABLE MARKETING et PROMOTION DES VENTES

Vous avez une bonne expérience industrielle à mettre à profit. (Réf. 211P.)

#### RESPONSABLE DU PERSONNEL

(Notre effectif de 130 personnes est en expansion.) Vous avez l'expérience de la gestion d'un service Personnel et l'habitude des relations avec les partenaires sociaux. (Réf. 212P.)

#### AMMATEUR DES VENTES

Vous sentez-vous apte à diriger un réseau d'agences en France et une équipe de 30 technico-commerciaux ? (Réf. 213P.)

#### TROIS INGÉNIEURS TECHNO-COMMERCE

Vous avez le goût de la conquête de nouveaux marchés dans la région parisienne. (Réf. 170P.)

#### TECHNIQUE EXPORTATION

Vous avez un B.T.S. de Commerce International. Votre anglais est excellent. Un travail intéressant vous attend. (Réf. 214P.)

#### SECRÉTAIRE DIRECTION BILINGUE

Vous avez une excellente connaissance de l'anglais et l'expérience du poste. (Réf. 215P.)

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature à :

**ANDRÉ DEFAUX EURO-DIRECTIONS**  
22, avenue de Cholev, 75043 PARIS Cedex 13, qui vous garantira le secret des contacts.

### ARISTON ÉLECTRO-MÉNAGER

Nous sommes la filiale française d'un important constructeur italien d'appareils électroménagers.

Notre développement en France nous conduit à recruter :

- 2 collaborateurs commerciaux de haut niveau,
- 30 ans minimum,
- formation de type école de commerce,
- indispensable de posséder une expérience actuelle d'un moins deux ans en tant que responsable commercial chez un constructeur d'électroménager français ou étranger.

Basés à Paris ces deux postes supposent de courts et fréquents déplacements en province.

Mission :

- prendre en charge l'ensemble des problèmes commerciaux d'une moitié de la France (création de points de vente, suivi des clients actifs et développement des ventes);
- représenter la direction de la société auprès de la clientèle.

La connaissance approfondie de la grande distribution constituera un atout décisif pour ces deux postes. Sûreté : largement fonction de l'expérience des candidats et de leur niveau de rémunération actuelle. Notre groupe offre de réelles possibilités de développement et d'épanouissement personnel aux candidats présentant un potentiel commercial élevé.

Adresser SVP :

C.v. + photo + lettre manuscrite en précisant la rémunération actuelle.

Ariston France : Jean-Claude MELKA - 109, boulevard Jean Mermoz, 94150 Chevilly-La-Nue.

Nous garantissons la discrétion la plus absolue à toute candidature.

### BANQUE PRIVÉE

RÉGION PARISIENNE

recherche

### CADRES D'EXPLOITATION

NIVEAU CLASSE IV - V - VI

Adresser photo et curriculum-vitae à

ROBLE, 127, rue du Ramelagh

76016 PARIS qui transmettra.

### Importante Banque Internationale dans le cadre du développement de ses sections internationales recherche pour Paris (89)

### des rédacteurs

(classe IV ou V)

Pour son secteur "Grande Clientèle Multinationale" :

- Diplômés d'une grande école de Commerce.
- Ayant 2 ou 3 ans d'expérience Bancaire dont 1 an au moins dans un Service Crédit (Réf. B 44)

### un exploitant

(classe V à VI)

Pour le secteur "Grandes Entreprises" de T.P.

- 30 ans minimum.
- Ayant 5 ans d'expérience Bancaire dont 3 ans minimum de relations avec la clientèle industrielle et si possible dans le Bâtiment et les T.P. (Réf. B 46)

Pour ces postes, l'anglais courant (écrit et parlé) est indispensable. Une évolution de carrière Outre-Mer peut être envisageable.

### un gradé

(classe III)

Pour la Gestion Administrative et la mise en place des "Moyens Techniques Exportation".

- Une expérience de 3 ans dans la fonction est exigée. (Réf. B 48)

Prière d'adresser votre C.V. manuscrit, photo et prétentions (en mentionnant la référence des postes) à :

**em euro-média france**  
48, rue de Provence 75009 PARIS

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande confidentialité.

### LABORATOIRES HOECHST

recherchent

### MEDECINS

MEDECINE INTERNE OU PSYCHIATRIE

Les Laboratoires HOECHST recherchent MEDECINS qui collaboreront à temps plein au programme d'essais cliniques de leur Département Médical. Une bonne expérience clinique est souhaitable, (psychiatrie ou médecine interne). L'Anglais lu couramment est nécessaire. Envoyer lettre manuscrite, photo récente et C.V. détaillé sous référence 377-M à :

**seior**  
72, rue ANATOLE FRANCE  
92500 LEVALLOIS PERRET

Une importante Société d'Electronique filiale d'un puissant groupe industriel français située en banlieue Sud-Ouest de Paris, recherche

### UN RESPONSABLE DE GROUPE ACHATS

Dans le cadre du regroupement de deux bureaux d'achats, il devra mettre en place et restructurer un groupe d'achats d'une douzaine de personnes. Il sera responsable d'un budget constitué pour les trois quarts par des achats de matériels techniques et de composants électroniques dont près d'un tiers en délais rapides.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation électronique possédant plusieurs années d'expérience dans le domaine des approvisionnements et ayant une bonne connaissance du marché des composants électroniques.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 26.642 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui tr.

### CABINET AVOCATS

recherche

### DOCUMENTALISTE

JURIDIQUE

expérience souhaitée, pour serv.

législatif, jurisprudentiel et documentaire.

Ecr. av. C.V. à Mme RENAULT, 26, cours Albert-Ier, 75008 Paris.

### CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE

D'ILE-DE-FRANCE

recherche pour son

SERVICE SOCIAL

DU PERSONNEL

ASSISTANT (E)

SOCIAL (E)

DIPLOME (E)

Titulaires permis de conduire, Adr. lettre et C.V. détaillé, à

Mme le Chef de Personnel 17-19, rue de Flandre,

75925 Paris Cedex 19

Pour tous renseignements : Tél. au 200-47-34, poste 22-70

URGENT pour CLAMART

PUPITREUR

EXPERIMENTE

Libre de suite

Systeme DOS VS

Tél. pour rendez-vous : 644-83-22

(poste 294)

### offres premier emploi

### Formation Jeunes 18 à 26 ans

GRATUITE et REMUNEREE

### INITIATION AUX METIERS

- ASSISTANT(E) ACHETEUR

Niveau : Bac + 2 années d'études supérieures

- VENDEUR REPRESENTANT

Niveau : Bac ou Terminale

Début du stage : 5 Novembre

Durée : 540 h + stage en entreprise

Cours pratiques, Entraînement négociations, Contacts entreprises.

Ecrire d'urgence à Nicole DUTEL

CNOF - 57 rue de Babylone 75007 Paris

### INSPECTEURS DE BANQUE

Le Groupe des BANQUES POPULAIRES 26.000 personnes, 60 milliards de francs de dépôts, propose des postes d'Inspecteurs de Banque à des jeunes diplômés (es)

CENTRALE - H.E.C. - MINES - ESSEC ou équivalent

dégagés des obligations militaires

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion bancaire : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par : de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo sont à adresser à Paul CONSTANTIN, s/réf. M-2.

**Banque Populaire**

131, avenue de Wagram - 75017 PARIS

**GD CONTROL DATA**

CYBERNET SERVICES  
SERVICE BUREAU  
DE CONTROL DATA

### ANALYSTES

Diplômés de l'Enseignement Supérieur

Leur expérience de 2 ou 3 ans en matière de base de données et de gestion de fichiers doit leur permettre de jouer un rôle de conseiller permanent auprès de notre clientèle.

Une bonne connaissance du Fortran et du Cobol ainsi que de l'anglais est indispensable.

Envoyer votre candidature à CONTROL DATA - Direction du Personnel - 195, rue de Bercy, 75592 PARIS CEDEX 12.

Pein Champs

### INSPECTION ETRANGER

L'un des premiers Groupes Français d'ASSURANCES

recherche dans le cadre du développement de son activité à l'étranger

### UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Débutant ou 2 ans d'expérience, Adjoint au Responsable de l'inspection étranger.

MISSION :

- assistance technique et commerciale
- étude des marchés étrangers de l'assurance.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 26658 CONTESSÉ

PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01,

qui transmettra.

### CADRE ET

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de



nomique de cet appui public, qu'il souligne : pour les recommandations qu'il formule afin qu'à l'avenir l'Etat use plus pertinemment des deniers des contribuables.

- Affaiblir l'efficacité de l'aide publique en réduisant progressivement l'aide à l'exploitation pour développer l'aide à l'investissement ;
- Examiner chaque année l'évolution de l'emploi global dans les grands groupes ;
- Ider la garantie publique du risque économique à l'étranger à l'amélioration des marges intérieures ;
- Améliorer la transparence des comptes retraçant l'aide aux groupes industriels afin de mieux...

— Enfin subordonner la réduction des aides publiques (dont le montant global pourrait être maintenu) à l'amélioration progressive de la rentabilité intrinsèque des groupes, au moins de ceux qui absorbent la plus grosse part du soutien de l'Etat.

G. M.

Alors que la France souffre, tout particulièrement depuis le « plan Barre », d'une insuffisance d'investissements privés, l'aide publique à l'investissement est fort réduite dans le total des aides (de 1 à 6,4 selon le pays).

# SOCIAL

## La C.G.C. se prépare à l'action : « Oui au réformisme, non à la récupération »

Huit jours après la conclusion du nouvel accord d'action unitaire C.G.T.-C.F.D.T., la Confédération générale des cadres place ses pions sur l'objectif syndical. Pour elle, dans la partie engagée, deux dates seront décisives aux premiers jours d'octobre : le 4, ses dirigeants seront reçus par le premier ministre, après avoir, le 2, rencontré F.O. et la C.F.T.C. pour jeter les bases d'un « front des réformistes ».

« Sa réunification accomplie, la C.G.C. est à nouveau une organisation syndicale forte », a affirmé M. Jean Menu, président de la centrale des cadres, en tenant, le 25 septembre, sa première véritable conférence de presse — au lendemain de la réunion d'un comité directeur où toutes les décisions ont été prises, a-t-il souligné à l'unanimité (1).

Cinq mois se sont écoulés depuis le congrès qui a mis un terme aux suicidaires dissensions internes. Mais, pendant ce temps, le mécontentement des cadres a atteint un tel niveau de « colère et de méfiance » que la C.G.C. se déclare résolue à passer à l'action.

Si, au temps de M. Malterre, le président de la C.G.C. ne restait jamais longtemps sans franchir le seuil de l'hôtel Matignon, les rapports entre la centrale des cadres et le gouvernement étaient devenus de plus en plus distendus, ces dernières années, et de plus en plus décevants pour le personnel d'encadrement. Et avec l'arrivée de M. Menu, le ton s'est durci.

Le 4 octobre, la C.G.C. viendra certes voir M. Barre avec des revendications précises (le Monde du 26 septembre), mais si elle n'obtient pas satisfaction par la concertation, a dit M. Menu, elle engagera sa campagne d'action sans avoir à retourner devant ses instances statu-

### Une faute impardonnable

Et, pour que ni le gouvernement ni le patronat ne s'y méprennent, M. Menu n'hésite pas à mettre en cause le président de la République, en dénonçant crûment la « tentative de récupération » à l'encontre des organisations syndicales que constituent les « Journées de la maîtrise » à Poitiers, le 12 octobre : « Tentative de détruire ou de minimiser l'influence syndicale », dit M. Menu, « est une grave erreur de jugement, une faute impardonnable que la C.G.C. ne permettra pas ».

Et pour la première fois, rue de Gramont, au siège de la C.G.C., on reçoit avec le ton qui passait sur tout propos politique. Tour à tour, MM. Jean Menu, de Sania, Marchelli, Jean Menu, dit « le grand », « On sent très bien, on lit, qu'il y a des arrière-pensées politiques dans l'attitude du gouvernement, inquiet de la prochaine consultation électorale. La C.G.C., pour sa part, est plus sereine, car elle ne se place pas dans un contexte

politique immédiat. Mais elle pourrait sortir de sa réserve aux prochaines élections ».

Pour l'heure, la centrale des cadres reste sur le terrain de la stratégie syndicale. M. Menu, en prenant les leçons de la bataille, s'était prononcé en faveur d'une unité d'action aussi large que possible. Néanmoins, constate-t-il, la C.G.T., « après son départ isolé, s'est rapprochée de la C.F.D.T. ». Aussi, dans une première phase, il faut essayer de regrouper les réformistes C.G.C., F.O. et C.F.T.C. Se tourneront-ils ensuite vers la C.G.T. et la C.F.D.T. ? M. Menu ne l'a pas dit, mais il n'ignore pas que F.O. n'en a nullement l'intention.

Ni M. Menu ni M. Séguin n'ont encore donné signe de vie à M. Menu depuis leur accord du 17 septembre. Mais comment la C.G.C. souscrirait-elle au paragraphe concernant la hiérarchie des salaires et plus globalement à un accord négocié de bout en bout sans elle ? « Entre la C.G.T. et la C.F.D.T. », commente M. Marchelli, il y a un « jeu extrêmement serré pour emporter le leadership. Nous n'avons pas l'intention de participer à ce genre de course. Que la C.G.T. et la C.F.D.T. descendent de leurs tréteaux et participent sérieusement à l'action avec l'ensemble des organisations syndicales ».

Sans relever directement ces aménagements, l'humanité du 26 septembre accuse la C.G.C. de se dérober en choisissant l'action corporatiste.

M. Menu, d'autre part, reste prudent sur la force du lien qui pourra s'établir entre la C.G.C., F.O. et la C.F.T.C. Mais il met de grands espoirs « dans la création d'un front des réformistes », car, dit-il, « cela amènerait beaucoup de clarté dans la vie syndicale française ». C'est sans doute cette conviction qui, chez un bon nombre de militants de la C.G.C., a fait naître le sentiment que la C.F.D.T. pourrait bien pousser un jour le réajustement de sa ligne d'action jusque dans les voies du réformisme.

Certains amis de M. Menu l'espèrent encore.

Pourtant, c'est la négation catégorique d'une telle perspective qui compte parmi les raisons ayant conduit MM. Menu et Séguin à renouveler leur alliance unitaire, toujours minée par le soupçon, celui du taylorisme ou celui de la social-démocratie...

JOANINE ROY.

(1) M. Mandin, président de la C.G.C., a confirmé que le processus de fusion entre son organisation et la C.G.C. se déroulait normalement et doit s'achever pour le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

● Nouvelle réunion des métallurgistes C.G.T. et C.F.D.T. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie qui se sont rencontrées, mardi 25 septembre, pour tenter de mettre en application l'accord confédéral doivent de nouveau se réunir mercredi 26 septembre, après une journée laborieuse de discussions. Les difficultés ont porté davantage sur la liste des revendications prioritaires que sur les modalités d'action.

## LES EXPÉRIENCES DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL

### Selon l'ANACT, 3 % seulement des salariés sont concernés

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, organisme paritaire dépendant du ministère du Travail, vient de recenser en France trois cent dix entreprises du secteur privé où du secteur public concurrentiel dans lesquelles se déroulent des expériences de réorganisation du travail. Sur ces trois cent dix établissements, deux cent soixante-seize — soit 89 % — appartiennent au secteur secondaire et trente-quatre — soit 11 % — au secteur tertiaire.

Au cours d'une enquête rendue souvent difficile en raison des réticences patronales, l'Agence s'est efforcée de dégager les chiffres observés en la matière. Ainsi, a souligné M. Yves Chaigneau, directeur de l'Agence, il apparaît possible de dresser une véritable carte des nouvelles formes d'organisation du travail. L'Alsace, la région Rhône-Alpes et la région parisienne sont les zones qui connaissent les plus forts taux d'expérimentation, alors que le Nord et la Bretagne connaissent un faible taux. La crise qui affecte particulièrement deux régions mais aussi le type d'industrialisation qui les caractérise expliquent en partie cet état de fait.

Près des deux tiers des expériences se réalisent dans neuf branches avec, en tête, la branche matériel électrique (17,4 %), suivie d'assez loin par la construction mécanique (7,9 %), la métallurgie (7,3 %), la chimie (5,7 %), les industries alimentaires (5,7 %), le textile

(5,4 %), la mécanique de précision (5,4 %), la métallurgie (4,7 %) et le matériel de construction (4,1 %).

Le taux d'expérimentation croît considérablement avec la taille des établissements : il n'y a pratiquement pas d'expériences de réorganisation dans les entreprises de moins de 50 salariés. Le taux atteint 0,3 % dans les établissements qui occupent entre 50 et 499 salariés et 4,4 % pour les établissements de plus de 500 salariés : les problèmes d'organisation du travail sont d'abord des problèmes de « taille ».

Selon le rapport de l'Agence, les nouvelles formes d'organisation sont expérimentées en premier lieu dans les activités de grandes séries : usinage et assemblage, puis dans les processus de production en semi-continu et dans les activités de conditionnement. Dans leur totalité, les expériences observées concernent en France environ 400 000 personnes, soit 3 % seulement des salariés (fonctionnaires exclus).

Les expériences de réorganisation des équipes semi-autonomes (surtout en région parisienne) ont lieu en général dans les établissements de plus de 500 salariés, tandis que l'enrichissement des tâches est appliqué le plus souvent dans la région Rhône-Alpes et dans les entreprises de 300 à 500 salariés.

Dans 90 % des cas, l'initiative émane du chef d'entreprise ou des cadres supérieurs. Elle est rarement prise en réponse à une pression directe des salariés, même si un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour anticiper sur un conflit qui se ré-

vérait à terme inévitable. Il semble que les entreprises qui tentent une réorganisation du travail le font pour répondre à une demande d'un autre ordre : la pression du marché, la nécessité, pour survivre, de rendre un meilleur service, de fabriquer un nouveau produit, tout autant que l'impératif de qualité qui permettra de faire face à la concurrence.

L'Agence se défend de tirer une leçon au départ des données rassemblées. Sur le plan collectif, les résultats lui semblent toutefois positifs : notamment sur la formation des salariés, la productivité et la qualité des produits. Mais l'initiative est assez faible sur l'absentéisme et le « turnover ». L'analyse révèle cependant des conséquences plus complexes, en particulier pour les équipes semi-autonomes — qui représentent à elles seules 30 % des expériences — en agissant sur les « effets pervers » de la taille, en « isolant » l'atelier, en diminuant le nombre des échelons hiérarchiques, en créant des instances ad hoc souvent parallèles aux instances représentatives de l'entreprise.

Pour les salariés, l'accroissement réel des qualifications n'est pas suffisant pour justifier de l'effet bénéfique des expériences réalisées. Qu'en est-il par exemple de l'accroissement de la charge mentale, de la tension que l'on peut constater dans un nombre de cas non négligeable — de la sélection qui s'opère entre « bons » et « mauvais » ouvriers pour la constitution des équipes ? La réorganisation du travail comporte aussi des coûts humains importants qu'il ne faudrait pas sous-estimer et révèle une remise en cause de la division des fonctions au sein de l'entreprise, ou encore les antagonismes entre les secteurs, comme le secteur commercial et la production.

En conclusion, le rapport souligne que les expériences de réorganisation les plus complexes ont rarement pu être étendues à l'ensemble de l'entreprise. Par rapport à ce qui se fait à l'étranger, les expériences françaises sont également les moins négociées. C'est là, peut-être, le blocus majeur de la révolution industrielle.

● Le rapide Paris-Rouen bloqué pendant une heure. — Pour protester contre « le détournement de deux cent mille heures de travail » en faveur de la C.G.T. pour l'ensemble des salariés, des « autres usines métallurgiques » et « les menaces qui pèsent sur leurs emplois », une « vingtaine d'ouvriers de la C.G.T. de l'usine de la C.F.M. (Compagnie française des entreprises métallurgiques) à Oiselle (Seine-Maritime) ont bloqué mardi matin 25 septembre pendant une heure le rapide Paris-Rouen. — (Corresp.)

## LA SEMAINE « INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ »

### M. Edmond Maire (C.F.D.T.) dénonce les dangers d'un taylorisme nouveau

On a beaucoup parlé du taylorisme sous ses diverses formes. La semaine « Informatique et Société » consacrée, mardi 25 septembre, aux effets de l'informatisation sur le travail et l'emploi, a permis de se faire une idée plus précise des dangers de ce taylorisme nouveau, pour évaluer ces projets.

Les comités d'entreprise sont pourtant les premiers concernés, quand une étude, faite par des universitaires, et largement reprise au cours de ce colloque, montre que, à l'horizon 1985, l'informatisation créera en France quelques dizaines de milliers d'emplois dans les services, mais supprimera plus de deux cent mille postes de travail et tendra à stabiliser les effectifs dans de nombreux secteurs, alors qu'un million de nouveaux actifs sont attendus, d'ici là, sur le marché du travail.

obligent les employeurs à transformer les comités d'entreprise sur tout projet d'informatisation, et permettant aux comités d'entreprise de se faire aider par des personnes compétentes, pour évaluer ces projets ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. voit dans l'informatisation un danger principal : « Elle entraîne, a-t-il assuré, l'appauvrissement du contenu du travail et donc la déqualification : elle conduit à la fois la perte de la variété et du challenge ; elle multiplie des contraintes supplémentaires sur le travail qui réduisent la liberté de l'individu et le rendent impuissant et abrutit les rapports avec les usagers ».

« S'agit-il là d'une « réaction classique » du mouvement ouvrier contre la révolution et le progrès ? M. Maire a répondu à cette accusation en disant : « Ceux qui émettent ce type de critiques font toujours l'impasse sur les progrès du progrès. » Nous sommes pour les progrès techniques, a-t-il poursuivi, à condition qu'à chaque étape de son développement les problèmes des salariés soient pleinement pris en compte ».

Pour « rompre avec le taylorisme et faire vivre l'individu le moyen d'un réel progrès », il faut, pour le secrétaire général de la C.F.D.T., « donner à tous les travailleurs le moyen d'intervenir sur ce qui détermine leur travail et leurs activités quotidiennes, notamment en acceptant qu'ils puissent enfin s'approprier sur les lieux de travail pendant 1 % au moins des heures travaillées. L'informatisation ne doit plus être décidée par un petit nombre et sur la foi des seuls critères financiers ».

M. Yves Chaigneau, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), n'a pas dit autre chose, en terminant ainsi son exposé : « Seules l'informatisation complète des salariés et leur participation réelle peuvent permettre, face à cette nouvelle technologie, la mise en place de modèles organisationnels plus souples et plus divers, adaptés à des situations concrètes et à des hommes aux aspirations nouvelles ».

Encore faudrait-il, pour M. Maire, que « les sphères gouvernementales mettent leurs discours en actes ». Cette semaine « Informatique et Société » a été décidée, a fait remarquer le leader cégétiste, « dans les plus hautes sphères de l'Etat. Or le conseil des ministres, qui en a adopté le principe, a le même jour, refusé d'envisager une loi

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ - D.	4,175 4,183	39 - 15	39 - 15	39 - 15
\$ can.	3,515 3,579	39 - 15	39 - 15	39 - 15
Yen (100)	1,825 1,865	63 - 99	63 - 99	63 - 99
DM	2,245 2,315	103 - 110	103 - 110	103 - 110
Florin	2,125 2,135	30 - 30	30 - 30	30 - 30
F.S. (100)	2,125 2,135	30 - 30	30 - 30	30 - 30
F.S. (100)	2,125 2,135	30 - 30	30 - 30	30 - 30
L. (1 000)	5,125 5,125	125 - 125	125 - 125	125 - 125
S. (1 000)	5,125 5,125	125 - 125	125 - 125	125 - 125

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5/12	3/7/8	4/7/8	7/1/8	7	7/1/8	7/3/8	7/3/8
\$ E.C.	33 1/2	33 1/2	33 1/2	33 1/2	33 1/2	33 1/2	33 1/2	33 1/2
Florin	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.S. (100)	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2

PARIS-CHARLES DE GAULLE 9h30-13h25-18h55

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE TUNISIENNE**

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX**

23, RUE JAWAHAR LEL NEHRU - MONTFLEURY

**Alimentation en eau potable de Tunis et du Cap-Bon**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Réservoirs de stockage et de réduction (LOT n° 5)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un Appel d'Offres International pour la construction de deux cuves de 10 000 m<sup>3</sup> chacune d'un ouvrage de régulation et des connexions hydrauliques entre ces différents ouvrages (quatre conduites de faible longueur).

Ce lot est subdivisé en DEUX SOUS-LOTS :

SOUS-LOT N° 1. — Génie civil des ouvrages.

SOUS-LOT N° 2. — Pose de conduites.

Ce lot est inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Ne peuvent participer à cet Appel d'Offres que les entreprises des pays membres de la BIRD et de la Suisse.

Les entreprises qualifiées qui désirent participer à cet Appel d'Offres peuvent se procurer le dossier auprès de la S.N.E.D.E. (Service Marchés) contre paiement par chèque certifié ou en espèces de la somme de CENT (100) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la S.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception au plus tard le 23 septembre 1979, à 10 heures, au 23, RUE JAWAHAR LEL NEHRU MONTFLEURY - TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

12 PLACE SAINT SULPICE,  
POUR LES HOMMES QUI OSENT.

Une cravate noire avec une chemise blanche... quel ennui ! A la boutique Hommes de Saint Laurent Rive Gauche, nous avons tous les accessoires pour ceux qui osent. Des chemises où la soie se marie avec la laine, des cravates pleines de rayures et — c'est une première — des cachemires aux coloris exclusifs : prune, ardoise, chaudron, pomme, bleu électrique... Difficile de choisir ? Oui, bien sûr, mais chez Saint Laurent, vous aussi, vous avez du talent.

**SAINT LAURENT**  
rive gauche

— BOUTIQUE HOMMES —  
12 PLACE SAINT SULPICE PARIS 6<sup>e</sup>. 326.84.40.

**PARIS COPENHAGUE**

NON STOP  
3 FOIS CHAQUE JOUR  
AVEC SAS  
742.06.14

**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES

PARIS-CHARLES DE GAULLE 9h30-13h25-18h55

**LOGEMENT**

Les loyers de l'ensemble Maine-Montparnasse

**Pêche vénéral**

Liberté des prix et concurrence

pour prolonger le débat sur l'informatisation

collection « INFORMATISATION ET SOCIÉTÉ »

Six pays face à l'informatisation

Information demain :

**ÉDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
29-31 quai Voltaire 75340 PARIS / CEDEX 04

**VILLARS Suisse**

la région de prédilection des Alpes suisses. A Villars, c'est à 20 km du Mont Blanc, à 1 500 m d'altitude, dans un environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALETS TOURNÉS DE 3 A 5 APPARTEMENTS SOUS-TOITÉS, avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique inégalable sur le glacier des Alpes.

CHIFFRE : 8,70% sur 30 ans. Immeuble neuf. D'immense confort.

IMMOBILIER DE VILLARS S.A.  
CHIFFRE : 8,70% sur 30 ans. Immeuble neuf. D'immense confort.

## LOGEMENT

Les loyers de l'ensemble Maine-Montparnasse

## Pêché vénial

L'Association des locataires de l'ensemble Maine-Montparnasse repart en guerre. La Cofimeg et le Groupement foncier français, sociétés immobilières d'investissement (S.I.I.), propriétaires de l'ensemble, ont adressé, depuis juin dernier, le classique « congé pour renouvellement de bail » à plus d'une centaine des sept cent quatre-vingts locataires.

Le nouveau bail qui leur est proposé respecte apparemment l'engagement de modulation pris par les propriétaires envers les pouvoirs publics : le loyer augmentera autant que l'indice du coût de la construction et s'y rajoutera une hausse supplémentaire de 4 %, deux années de suite, en cas de « loyers anormalement bas gérés par le même gestionnaire ». C'est la définition de cas « loyers anormalement bas » qui est à l'origine du « conflit ».

L'engagement de modulation les qualifie ainsi lorsqu'ils étaient d'au moins 10 % inférieurs à la moyenne des loyers pratiqués dans le même ensemble. Les propriétaires de Maine-Montparnasse les définissent comme inférieurs de 20 % aux loyers des appartements

loués à de nouveaux locataires. Cette définition est également celle de la Sefimeg (société sœur de la Cofimeg), qui a retenu ce principe pour ses immeubles du troisième arrondissement.

Dans la mesure où aucun engagement de modulation n'a été pris pour les loyers des appartements vides, soumis aux seules clauses contractuelles de gré à gré entre propriétaires bailleurs et candidats locataires, c'est la seule loi du marché qui joue. Rien d'étonnant que la plupart des baux soumis à renouvellement soient, dans ces conditions, justiciables des deux hausses supplémentaires prévues de 4 %.

« Les loyers étant, dès que des appartements se libèrent, tirés vers le haut, il y aura toujours des loyers « anormalement bas » lorsqu'ils arriveront en fin de bail. » A la Cofimeg, on se sent l'âme serène : oui, on suit la loi du marché à Maine-Montparnasse et on estime les prix pratiqués tout à fait raisonnables (le quartier n'est-il pas recherché ?). Au demeurant, le taux de rotation des locataires est très faible, ce qui est la preuve qu'ils s'y trouvent bien.

## Liberté des prix et concurrence

Les locataires les plus anciens bénéficient d'une sorte de « prime de fidélité » à force d'avoir vu leurs loyers n'augmenter qu'en fonction de la hausse de l'indice du coût de la construction ; en fait, les deux fois 4 % supplémentaires qui leur seront infligés lors du renouvellement de leur bail ne « rattraperont » que très imparfaitement la stagnation de leurs loyers due aux deux ans et demi de blocage relatif. Le fait qu'une convention, créée par ordonnance du 24 septembre 1968, protège les S.I.I. contre le manque à gagner dû à d'éventuels blocages de loyers ne semble pas entrer en ligne de compte (la Cofimeg a ainsi reçu de l'Etat, en 1978, des indemnités de 4,3 millions de francs, pour 103,1 millions de francs au total de loyers).

Il est logique que les S.I.I. aient bonne conscience. Elles vivent dans la plus parfaite légalité : les engagements de modulation n'ont aucune valeur juridique, et qui pourrait leur en vouloir de la légère entorse de la définition des loyers anormalement bas, sinon une association de locataires un peu trop revendicative ? Ce n'est qu'un pêché vénial. La Cofimeg, pas plus que ses homologues, ne se sent responsable de la politique menée par le gouvernement en matière de loyers.

Liberté des prix et concurrence dont les maîtres mots de l'heure.

Le fait qu'ils s'appliquent à Paris à un domaine en situation de pénurie ne peut qu'avoir des effets résolument pervers : le corollaire de la pénurie n'est-il pas automatiquement le marché noir ? La seule originalité est qu'en matière de logement les prix du « marché noir » se pratiquent au grand jour. Dans une telle situation, la politique des loyers des S.I.I. peut, à juste raison, paraître modérée à ses responsables, même si elle suscite la grogne des locataires.

JOSÉE DOYÈRE.

## AFFAIRES

## Le creux de la vague pour les industries d'équipement M.T.P.S. ?

Après quatre années consécutives d'une récession, qui a entraîné la disparition d'une entreprise sur cinq et une réduction de 20 % des effectifs, les industries d'équipement M.T.P.S. (matériel pour manutention, travaux publics, préparation des matériaux, sidérurgie-fonderie et fonderie) semblent entrer dans le bled du tunnel, du moins pour certaines d'entre elles.

Depuis trois mois, a indiqué M. Robert Ferraut, président du syndicat professionnel, le marché des matériels de travaux publics se raffermi, notamment en ce qui concerne le terrassement, tant en métropole qu'à l'étranger. En revanche, il est beaucoup plus hésitant pour la manutention et le franchement des matériaux, pour la préparation des matériaux, du fait d'un certain suréquipement et du retard traditionnel qu'enregistre ce secteur dans son amont.

En cas de reprise conjoncturelle, l'ensemble des entreprises M.T.P.S. accueille favorablement les mesures de soutien prises le 28 août 1979 par le gouvernement en faveur du bâtiment et des travaux publics. Mais, pour stimuler la reprise, estime le président Ferraut, deux objectifs s'imposent comme prioritaires.

En premier lieu, il est de plus en plus nécessaire que l'Etat abandonne la pratique « néfaste » de l'annulation budgétaire pour mettre en place une politique de travaux à moyen et à long terme, seule susceptible d'apporter la continuité indispensable à un bon équilibre entre activités intérieures et exportations. En second lieu, les industries M.T.P.S. demandent la mise en œuvre d'une politique d'encouragement à l'investissement des entreprises françaises, dont le sous-équipement devient notoire.

## Brevets : une situation qui reste préoccupante

La balance des échanges techniques de la France, bien qu'en amélioration, reste préoccupante. Elle est la conclusion que l'on peut tirer d'une étude réalisée par la cellule de recherche économique de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), retraçant l'évolution de la position française en matière de brevets — depuis 1960 — et d'échanges techniques depuis 1969.

La France occupe la sixième place mondiale par le nombre de brevets déposés chaque année, derrière le Japon, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la R.F.A. et le Royaume-Uni. On constate cependant que, depuis 1964, la part des brevets déposés en France par des Français est revenue de 36,77 % à 29,54 % du total.

L'examen de l'évolution de la « balance des brevets », qui prend en compte les dépôts entre 1965 et 1975, fait apparaître que celle-ci s'est globalement améliorée, puisque le taux de couverture passe globalement de 58,2 % à 84,7 % (de 72,5 % à 90,4 % si l'on fait entrer dans ce total les estimations concernant l'Italie). Pays par pays, la situation est la suivante : le taux de couverture vis-à-vis des Etats-Unis — bien que passé de 22,6 % à 35,8 % — reste faible. Il l'est aussi vis-à-vis de l'Allemagne fédérale (35,8 % contre 39,2 %), de la Suisse (57,9 % contre 54,9 %) et du Japon (65,2 % contre 103,2 %). Vis-à-vis de ce dernier pays, la situation tend donc à se détériorer nettement, mais c'est là un phénomène général.

Ce taux de couverture s'est, en revanche, nettement amélioré vis-à-vis de la Grande-Bretagne (110,4 % contre 65,8 %) et de la Belgique (394,7 % contre 354 %). Il reste satisfaisant vis-à-vis des Pays-Bas (107,5 % contre 118,9 %).

L'examen de l'évolution des échanges technologiques est également préoccupant. On constate en effet que, de 1969 à 1976, le déficit entre les recettes (ventes

des brevets et licences) et les dépenses (paiements de redevances) est passé en francs constants de 700 à 1 087,2 millions de francs.

En revanche, l'excédent des « frais d'études », qui était de 32 millions de francs en 1969, a atteint 648,4 millions de francs en 1976, dans le même temps où l'on notait un redressement sensible au poste « Assistance technique » : excédent de 94,6 millions de francs en 1976 (contre un déficit de 115,8 millions de francs en 1969).

Au plan sectoriel enfin on constate entre 1969 et 1977, en France courants, une dégradation dans la chimie (298 millions de francs de déficit contre 214), un léger redressement dans la mécanique (179 millions de francs de déficit contre 243) et une nette amélioration dans l'électronique (43 millions de francs de déficit contre 180). Au total, le déficit pour l'ensemble de l'industrie est passé de 412 à 445 millions de francs.

## L'INDUSTRIE DE L'AUTOMATISATION SYSTEMES ET CONSTITUANTS

Dans le cadre de sa collection « Analyses de secteurs » DAFSA-ANALYSE a publié une étude sur cette industrie.

L'évolution du prix de l'énergie balance l'intérêt pour ce secteur de la construction électrique qui rassemble la production de systèmes d'automatisation et celle de leurs éléments constitutifs. Cet ensemble représente un chiffre d'affaires d'un peu plus de 11 milliards (soit environ 10 % de la construction électrique en 1978).

La stagnation des investissements a entraîné l'évolution plus ou moins favorable de la production de ces branches dont les moteurs essentiels ont été jusqu'en 1977 l'exportation, l'automatisation du secteur textile et les programmes de développement des entreprises nationales. Il semble que la tendance, constatée en 1978, d'une progression de la part des investissements consacrés à l'automatisation de la productivité ainsi que le sous-équipement d'énergie et de matières premières soient des facteurs favorables à l'extension du marché des systèmes et de leurs composants.

L'étude des grandes entreprises qui sont rattachées à ces secteurs montre :

- la présence de tous les grands groupes de la construction électrique et électromécanique ;
- la prépondérance des capitaux étrangers dans le secteur des instruments et appareils de mesure.

L'analyse de vingt-cinq sociétés parmi les plus importantes et l'approche sectorielle permettent de caractériser ce secteur d'activité au sein de la construction électrique comme étant plutôt à forte valeur ajoutée (sauf la construction de systèmes automatisés où la part des achats est élevée) et à faible intensité capitalistique car les investissements sont peu importants au regard de la valeur ajoutée. Les secteurs étudiés, enfin de l'appareillage industriel à bases tension se distinguent par un taux de valeur ajoutée et des marges élevées ainsi que par un effort d'investissement plus particulièrement dans le secteur de la mesure, mais la progression assez favorable de l'activité depuis 1974, la marge brute sur valeur ajoutée a diminué en relation avec l'évolution peu favorable des prix.

Autre publication :

L'INDUSTRIE EUROPEENNE DES FILS ET DES CABLES

Stimulées par la progression des exportations (notamment en R.F.A. et en Italie) ou le développement des investissements des entreprises nationales (France), les industries européennes de fils et câbles ont pu maintenir leurs positions ou légèrement progresser, mais, la plupart du temps, moins nettement que d'autres activités de la construction électrique. Mais l'avenir est incertain.

Sur le marché des télécommunications, elles sont menacées par le développement de produits de substitution et doivent s'adapter à l'évolution technologique (câbles à fibres optiques) tandis que, sur les autres marchés, elles doivent faire face au réajustement des débouchés dû, dans certains cas, à l'augmentation des importations (par exemple fil de bobinage en France). Dans ces conditions, les perspectives de croissance des industries européennes reposent essentiellement sur la progression des exportations vers les pays en voie de développement, débouchés fragiles si l'on tient compte du caractère souvent politique des marchés passés dans le domaine de la téléphonie et de l'énergie, et de la concurrence des pays nouveaux producteurs pour les fils de bobinage.

Les perspectives d'investissement aboutissent à une redistribution de la production entre les grands groupes. On assiste notamment au désengagement de S.I.C.C. (par rapport au groupe américain General Cable) et de P.T.E. (Téléphonie) et à un rapprochement de la position de Dunlop-Pirelli, qui devient le premier groupe câbler mondial avec un chiffre d'affaires câbles consolidé d'environ un milliard de dollars.

Ces études sont disponibles auprès du bureau de vente de DAFSA-ANALYSE - 7, rue Bayard, 75002 PARIS. Siège Social : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17<sup>e</sup>

LES IMPOTS EN FRANCE 79/80

traité pratique illustré par l'exemple, 540 pages

Prix en notre librairie : 83 F - Franco 92 F.

# laissez-nous augmenter les rendements de vos annonces ou vos mailings

La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres.

En mettant un bon à découper au bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement !

Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre de contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale.

## ...et animer votre réseau pour en tirer parti !

(concessionnaires, agents, franchisés, revendeurs, démarcheurs, représentants, etc.).

- l'informer des actions de promotion engagées,
- obtenir son adhésion et sa coopération,
- résoudre ses problèmes spécifiques et locaux,
- le former aux techniques du marketing direct et à l'exploitation des actions entreprises.

Nous sommes certainement les très rares spécialistes français de la publicité à réaction concrète et de l'animation de réseau.

## laissez-nous 15 mn pour le prouver

Notre Directeur Commercial Noël HENRY vous présentera nos « performances authentiques et vérifiables ». Pour cela, faites-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et dès réception nous prendrons rendez-vous.

Prêtez de contacter M. \_\_\_\_\_

FIRME \_\_\_\_\_ FONCTION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

AGENCE DE MENDEZ/ZUNZ/WARWICK  
12, RUE DE FLORENCE 75008 PARIS (01) 387.49.39+  
NEW YORK - LONDRES - FRANCFORT

pour prolonger le débat sur l'informatisation

collection "INFORMATISATION ET SOCIÉTÉ"

N° 5: Six pays face à l'informatisation  
Par l'association internationale "Données pour le développement" (392 pages)

A PARAÎTRE (fin octobre)  
N° 6: L'information demain : de la presse écrite aux nouveaux médias  
Par J.L. Lepigeon et D. Wolton

ÉDITIONS LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
29-31 quai Voltaire 75340 PARIS / CEDEX 07

VILLARS Suisse

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 mn. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arborisé privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4,54%. Directement du constructeur.

IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.  
Case postale 62 - CH-1894 VILLARS-sur-OLLON  
Tél. 25/35 31 41 et 35 22 06

LA MARÉE

reçoit tous les jours sauf samedi et dimanche

déjeuners d'affaires et dîners jusqu'à 23 h.

Réervations par tél. 924.52.42 et 227.59.32

1, rue Daru Paris 8<sup>e</sup>

Devenez EXPERT-COMPTABLE

Titulaires de Certificats comptable, juridique, économique

PROBATOIRE D.E.C.S. avec des COURS par CORRESPONDANCE A VOTRE RYTHME

en bénéficiant d'une Ecole expérimentée reconnue par l'Etat :

ENOES

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale  
Etablissement Privé d'Enseignement Technique et Supérieur  
62 r. de Valenciennes 75008 Paris  
Tél. 322.55.86 +

PARIS COPENHAGUE

SAS

ARIS

## Les ministres de l'énergie des sept grands pays industrialisés vont confirmer les engagements pris lors du sommet de Tokyo

Aucune décision spectaculaire n'est attendue d'une réunion qui fera le point et confirmera les objectifs de limitation des importations pétrolières, de contrôle des marchés libres, et qui pourrait mettre en place — au sein de l'O.C.D.E. — un groupe «ad hoc» chargé du suivi de Tokyo et un organisme destiné à promouvoir le développement des sources d'énergie de substitution.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La C.G.E.I., au capital de 3 millions de francs, vient d'être créée. Son siège est à 75008 Paris, 42, avenue de Friedland.

Cette initiative devrait favoriser le développement des opérations de commerce extérieur des petites et moyennes entreprises et, à plus long terme, contribuer à un meilleur équilibre dans les échanges agro-alimentaires, biens d'équipement et services.

Les principaux actionnaires de la société sont : la Banque Française du Commerce Extérieur ; la Banque Occidentale pour l'Industrie et le Commerce ; la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour l'intermédiaire de sa filiale, l'Union d'Etudes et d'Investissements ; le Crédit Lyonnais ; la Caisse d'Allocations Familiales ; l'Union des Assurances de Paris, et les principaux dirigeants de la société.

Le président-directeur général de la société est M. Jean Gaudillon qui, après une longue carrière à la direction internationale, puis à la direction des groupes d'entreprises du Crédit Lyonnais, va se consacrer entièrement au développement de cette société.

**C. G. E.  
SAINT-GOBAIN  
PONT-A-MOUSSON**

La société OFAGEP, filiale de la COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE, vient de céder 8 334 433 actions de la COMPAGNIE DES MACHINES BULL, représentant 20 % du capital de cette société, à la société ORISUD, filiale de SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON.

L'application en Bourse a été effectuée au cours de 65 F l'action, soit une somme de 255,7 milliards de F.



**Trade  
Development  
Bank  
(France) S.A.**  
20, Place Vendôme, 75001 Paris

Les trois entreprises conduisant le montage du report d'échéance de leurs actions Mobtia pour les actions Huaron, étant prêtes que la loi de 1978 et la loi de report d'échéance applicable en definitive soient soumis à la décision des deux sociétés. Les deux sociétés seront réunies en assemblées générales extraordinaires le 18 décembre 1978.

En résumation des apports réalisés par la Mobtia et les actions actions jointes au 31 décembre 1978, coupon exercice 1978 distribué.

Le Conseil d'Administration réuni sous la présidence de Monsieur Michel ERNST a procédé à l'augmentation en numéraire du capital social le portant de 20 à 30 millions de francs.

Le total des fonds propres de la société atteint ainsi 52 millions de francs.

**Bien sûr,  
un nouveau Plan Comptable**

Pour tout savoir sur ce projet  
demandez à votre libraire

79.L.5960

## M. Raymond Barre insiste sur la nécessité de la concertation entre partenaires sociaux

Le premier ministre a adressé, mardi 26 septembre, au directeur général de la commission au commissaire au Plan, M. Albert Cella-d'Almeida, sur deux axes principaux : 1) les rigueurs de l'époque que nous vivons rendent la planification plus nécessaire que jamais; 2) l'ampleur des changements exige une nouvelle conception de la planification.

« La solution des difficultés que nous rencontrons n'est pas tant une affaire d'« *exp* » que de volonté collective, précise M. Raymond Barre.

Avant de recevoir cette directive, M. Albert avait soumis au premier ministre la proposition de la commission au commissaire au Plan, du VIII<sup>e</sup> Plan. A la liste des présidents et des rapporteurs des commissions, que nous avons publiée dans le *Monde* du 26 septembre, s'ajoute celle des présidents et des rapporteurs des comités.

● **Comité de financement.** — Président, M. Georges Plescoff, président des Assurances générales de France; rapporteurs, M.M. de Margerie, sous-directeur général de l'Etat, et de la Motte, ministre de l'Economie; Bravo, chargé de mission au commissariat général du Plan, et Patat, chargé de mission au commissariat général du Plan.

● **Aménagement du territoire.** — Président, M. Jacques Fuytman, président-directeur général

de la Société de développement régional d'Alsace; rapporteurs, M.M. Prondhomme, professeur à l'université de Paris-Val de Marne, et Savy, chargé de mission au système d'études pour le schéma d'aménagement de la France (Sesame).

● **Economie (Sesame) échanges extérieurs.** — Président, M. Jean Guyot, associé gérant de la banque Lazard et Cie; rapporteurs, M. de Celles, directeur à la direction des relations économiques extérieures au ministère du commerce extérieur.

● **Emploi-revenus.** — Président, M. Jacques Le Gall, professeur à l'université de Paris; rapporteur, Mme Françoise Survan, chargée de mission auprès du rapporteur du Centre d'études des revenus et des coûts.

● **Transports.** — Président, M. Maurice Guéhenne, préfet de l'Air France; rapporteurs, B. Bnatjar, ingénieur des ponts, chaussées, chef du service d'analyse économique, direction générale des transports intérieurs au ministère des transports.

● **Transport maritime et territorial d'outre-mer.** — Président, M. Harry Mery, directeur général de la Société de crédit pour le développement des départements d'outre-mer; rapporteur, M. R. Chénier, sous-directeur chargé de mission au secrétariat d'Etat au ministère de l'Intérieur.

L'approvisionnement des Français en fuel domestique devrait être assuré jusqu'à la fin de l'année, compte tenu du contingentement pour les consommateurs français de 1981, estime M. Daniel Cabannes, directeur commercial de la Compagnie française de raffinage, filiale de la Compagnie française pétrolière. « Il n'y a pas une sérieuse incertitude demeure quant à l'approvisionnement du marché français en fuel au-delà du 31 décembre. »

M. Cabannes a précisé que le prix du fuel domestique en France est le plus bas d'Europe. Il faudrait, a-t-il estimé, une

hausse de 8 % pour aligner mais les prix des Pays-Bas et de l'Italie, et de 30 % pour être au niveau des raffineurs ouest-allemands.

Grand a confirmé les propos de M. Cabannes : les Français ne doivent avoir aucune inquiétude dans l'immédiat quant aux approvisionnements de fuel, a-t-il déclaré. En substance avant d'ajouter : « On ne peut pas encore nos approvisionnements au-delà du 1<sup>er</sup> janvier et l'on n'a donc pas de garantie au-delà de cette date. Mais je puis indiquer que nous pourrions de nos stocks d'hiver se pourvoir de façon satisfaisante.

(Suite de la première page.) an, la hausse est de 11,9%. L'énergie (+ 12% en un mois, + 17% en

D'autre part, les tarifs d'E.D.F. ont été relevés en moyenne de 7,5 % le 1<sup>er</sup> août. Enfin le prix des tabacs et cigarettes ont subi une hausse de 3,1 %.

■ Si le souci d'assainir les comptes des entreprises publiques et de limiter les déficits budgétaires, a entraîné la volonté de répercuter exactement au consommateur les hausses des prix de l'énergie décidées par les pays de l'OPEP expliquent la très forte hausse d'août, cela ne doit pas cacher un phénomène évident : l'inflation reste forte en France.

La hausse des prix, qui atteint un rythme annuel de 13,4 % si on la calcule sur juin-juillet-août (+ 10,8 % en août 1979 par rapport à août 1978), est plus de deux fois plus rapide qu'en Allemagne fédérale. Cela explique la hausse permanente du D.M. et sa récente dévaluation à l'intérieur du système monétaire européen. On triche difficilement avec de telles données.

■ Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,7 % en août par rapport à juillet (+ 0,5 % en août). Les mouvements les plus remarquants ont été ceux des légumes (+ 4,9 % en un mois), les œufs (+ 1,7 %) et la viande de porc (+ 1,7 %).

■ Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 1,6 % en un mois (et même 1,9 % si l'on exclut les produits textiles). En un

en un an, ainsi qu'il résulte d'un autre graphique en grande partie ce bond impressionnant. Mais un autre phénomène doit être souligné : les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 2,6 % au cours des trois derniers mois, ce qui correspond à un rythme annuel de 10,4 %, contre 11,1 % par rapport à août 1978. C'est la conséquence du gain de productivité importants de l'industrie française, qui n'embauche plus — globalement parlant — depuis des mois, ces hausses des prix sont très fortes. Elles doivent — en toute logique — permettre aux firmes privées de continuer à améliorer très sensiblement leur marge bénéficiaire et... d'investir.

■ Les prix des services ont augmenté, quant à eux, de 0,5 % en un mois. Ces hausses, relativement modérées, sont un bon indicateur en juillet (+ 1,6 %). Elle recouvre par ailleurs de très fortes poussées, notamment celles qui tournent autour des services relatifs à l'automobile ; + 0,8 % en un mois pour les stations-services (+ 14,8 % en un an), + 0,5 % pour les garéages (+ 11,2 % en un an). Il est vrai qu'en France les hausses de salaires — qui pèsent lourdement sur les finis des services — dépassent toujours les 10 %. Il est évidemment difficile de sortir de ce genre de cercle vicieux, pour aller vers moins d'inflation... — A. V.

**PLAN COMPTABLE**  
PROJET ET COMMENTAIRE  
réalisé avec la collaboration de  
**la Fiduciaire de France**  
*Commentaire - Bilan - Compte de résultats*  
*Comparaison entre le plan actuel et le projet*  
**FERNAND NATHAN**

**ROYAUME DU MAROC**  
**OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE**  
6 bis, rue Patrice-Lumumba - **RABAT**  
**ALIMENTATION EN EAU POTABLE**  
**DU COMPLEXE DE JORF EL ASFAR**

Dans le cadre de la réalisation des travaux de l'adduction de l'eau à Asfer, l'ONEP lance le présent concours pour la mise à disposition de spécialistes de génie civil électromécanique, électricité pour l'assistance et contrôle des travaux.

Les bureaux d'études et ingénieurs-conseils intéressés peuvent retirer le dossier de concours à l'Office National de l'Eau Potable, 10 bis, rue Patrice-Lumumba, Rabat (Maroc). La date de remise des offres est fixée au mardi 16 octobre 1973, à 13 heures dernier délai.

DATE		VALUE	
1942-43	100.00	100.00	100.00
1943-44	100.00	100.00	100.00
1944-45	100.00	100.00	100.00
1945-46	100.00	100.00	100.00
1946-47	100.00	100.00	100.00
1947-48	100.00	100.00	100.00
1948-49	100.00	100.00	100.00
1949-50	100.00	100.00	100.00
1950-51	100.00	100.00	100.00
1951-52	100.00	100.00	100.00
1952-53	100.00	100.00	100.00
1953-54	100.00	100.00	100.00
1954-55	100.00	100.00	100.00
1955-56	100.00	100.00	100.00
1956-57	100.00	100.00	100.00
1957-58	100.00	100.00	100.00
1958-59	100.00	100.00	100.00
1959-60	100.00	100.00	100.00
1960-61	100.00	100.00	100.00
1961-62	100.00	100.00	100.00
1962-63	100.00	100.00	100.00
1963-64	100.00	100.00	100.00
1964-65	100.00	100.00	100.00
1965-66	100.00	100.00	100.00
1966-67	100.00	100.00	100.00
1967-68	100.00	100.00	100.00
1968-69	100.00	100.00	100.00
1969-70	100.00	100.00	100.00
1970-71	100.00	100.00	100.00
1971-72	100.00	100.00	100.00
1972-73	100.00	100.00	100.00
1973-74	100.00	100.00	100.00
1974-75	100.00	100.00	100.00
1975-76	100.00	100.00	100.00
1976-77	100.00	100.00	100.00
1977-78	100.00	100.00	100.00
1978-79	100.00	100.00	100.00
1979-80	100.00	100.00	100.00
1980-81	100.00	100.00	100.00
1981-82	100.00	100.00	100.00
1982-83	100.00	100.00	100.00
1983-84	100.00	100.00	100.00
1984-85	100.00	100.00	100.00
1985-86	100.00	100.00	100.00
1986-87	100.00	100.00	100.00
1987-88	100.00	100.00	100.00
1988-89	100.00	100.00	100.00
1989-90	100.00	100.00	100.00
1990-91	100.00	100.00	100.00
1991-92	100.00	100.00	100.00
1992-93	100.00	100.00	100.00
1993-94	100.00	100.00	100.00
1994-95	100.00	100.00	100.00
1995-96	100.00	100.00	100.00
1996-97	100.00	100.00	100.00
1997-98	100.00	100.00	100.00
1998-99	100.00	100.00	100.00
1999-00	100.00	100.00	100.00
2000-01	100.00	100.00	100.00
2001-02	100.00	100.00	100.00
2002-03	100.00	100.00	100.00
2003-04	100.00	100.00	100.00
2004-05	100.00	100.00	100.00
2005-06	100.00	100.00	100.00
2006-07	100.00	100.00	100.00
2007-08	100.00	100.00	100.00
2008-09	100.00	100.00	100.00
2009-10	100.00	100.00	100.00
2010-11	100.00	100.00	100.00
2011-12	100.00	100.00	100.00
2012-13	100.00	100.00	100.00
2013-14	100.00	100.00	100.00
2014-15	100.00	100.00	100.00

[illegible]

# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
25 SEPTEMBRE

## Les pétroles « tirent » le marché

Contrairement à ce que beaucoup prédisaient, le début de la séance, celle-ci est encore assez active et les cours bien orientés. Ce mardi au Palais Brongniart, en progrès insignifiant à l'ouverture (+ 0,2 %), l'indice instantané a terminé à environ + 0,55 %.

Des rumeurs de nouvelles découvertes en mer du Nord, et des rumeurs en hausse de découvertes plus anciennes en France, ont suscité, une fois de plus, un très vif accroissement de la demande d'actions pétrolières. Bessac (+ 0,9 %), Pétroles B.P. (+ 0,5 %), après que la notation ait été retardée devant l'attente, Française des Pétroles (+ 0,3 %), ont été les principaux bénéficiaires de cette rumeur. Mais, peu à peu, l'excellente tenue de ce secteur pétrolier s'est propagée vers d'autres compartiments.

Une partie des valeurs chimiques et de nombreuses métallurgiques se sont ainsi distinguées. Avec des gains s'échelonnant de 0 à 10 %, Creusot-Loire, S.E.V., Nord-Est, Jacques Borel et Sauriquet se sont distingués les meilleurs performances de la séance.

Comme on le voit, les marchés et l'alimentation se sont également bien comportés dans l'ensemble (sauf Comptoirs modernes, dont nous publions, ci-contre, les résultats). Alors, les hausses sont restées très sélectives, et, en fin de séance, l'on comptait environ cent progrès, contre soixante-cinq baisses et trente-neuf valeurs en équilibre.

Sur le marché de l'or, relativement calme, le lingot a progressé de 185 à 51 160 et le franc de 500 à 428 50 dollars, l'once de métal vendue à Paris valait 382,74 contre 375,90 en fin de matinée.

INDICE... QUOTIDIEN  
(INSEE, base 100 : 25 déc. 1978)  
25 sept. 25 sept.

Valeurs françaises... 129,4  
Valeurs étrangères... 131,5  
C. DES AGENTS DE CHANGES  
(Base 100 : 25 déc. 1961)  
Indice général... 118,5

LONDRES

Le Stock Exchange maintient ses bonnes dispositions de la veille. Les pétroles et les valeurs industrielles progressent. Idem pour les fonds d'Etat et les mines d'or, malgré la baisse du métal.

De nouvelles (dollar) 378 50 contre 375 78

VALEURS	CLOSURE	COURS
Bessac	148	152
British Petroleum (1)	12 55	12 48 54
Comptoirs modernes	85	84
Creusot-Loire	381	385
Imperial Chemical	312	317
Shell	312	317
Shell Int'l. Oil Co.	312	317
Unilever	148	152
West. Ind. 3 1/2 %	35	35
West. Ind. 4 1/2 %	35	35
West. Ind. 5 1/2 %	35	35

(\*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar britannique.  
(\*) En livres.

NEW-YORK

Marché très indécis

En recul constant tout au long de la séance de mardi — la baisse s'est accentuée à l'approche de la fin de la séance — les valeurs ont terminé à des points vers 15 heures.

Le volume des transactions a été encore légèrement accru, passant de 32,8 millions d'actions échangées à 32,5 millions seulement. Même les institutions ont réduit leur participation, 417 « paquets » d'au moins dix mille actions ayant été traités contre 423 la veille.

Enfin, sur 1 811 valeurs cotées au Big Board, 561 ont reculé, 355 ont monté et 495 sont restées pratiquement inchangées.

Très déçus par l'indice des prix de détail du mois d'août (+ 1,1 %), alors que les plus pessimistes des opérateurs s'attendaient à une progression de 1 %, les investisseurs ont favorisé les valeurs défensives, impressionnés par l'activité fébrile observée autour du titre L.B.M. Le groupe Lazard a enregistré la plus forte hausse du jour (voir d'autre part).

VALEURS	COURS	COURS
Alcoa	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

25 9 25 9

1 dollar (en francs) 222 45 222 50

Taux du marché monétaire

Escompte 11 1/2 %

## BOURSE DE PARIS - 25 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% de variation	Cours	Dernier cours
3 %	34 90	3 905	3 905
5 %	34 90	3 905	3 905
5 % 1970-1980	34 90	3 905	3 905
4 1/4 % 1983-1985	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905
Emp. 5 1/2 % 1977-1980	34 90	3 905	3 905

Compte tenu de la survenue de la date qui nous est indiquée par notre cote complète sans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès la semaine dans la première édition.

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
Alcoa	58 1/2	58 1/2	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
Alcoa	58 1/2	58 1/2	Alcoa	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2	Amstar	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2	Armstrong	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2	Chrysler	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2	Eastman	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2	Exxon	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2	General Electric	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2	General Motors	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2	IBM	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2	Merck	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2	Pharmacia	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2	Roche	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2	Schering	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2	Smith Barney	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2	Union Carbide	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2	U.S. Steel	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2	Verde	48 1/2	48 1/2

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
Alcoa	58 1/2	58 1/2	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS PERMES SEULEMENT  
a) Effort ; b) coupon détaché ; c) sous-jacent ; d) droit de vote

## COTE DES CHANGES

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
Alcoa	58 1/2	58 1/2	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
Alcoa	58 1/2	58 1/2	58 1/2	58 1/2
Amstar	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Armstrong	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Chrysler	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Eastman	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Exxon	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Electric	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
General Motors	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Merck	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Pharmacia	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Roche	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Schering	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Smith Barney	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Union Carbide	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
U.S. Steel	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2
Verde	48 1/2	48 1/2	48 1/2	48 1/2

**LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE**  
la Fédération de France  
**FERNAND NATHAN**

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES  
— DÉCENTRALISATION : « Pouvoir d'Etat, pouvoirs locaux », par Yves Guéhen, L'Esprit, 1979, 120 pages, 12 F.

3-4. AFRIQUE  
— La mise en place du régime de M. Dacko en Centrafrique.

4. ASIE  
— Les négociations sino-soviétiques.

5. AMÉRIQUES  
— PROCHE-ORIENT  
— Israël : M. Begin refuse de recevoir une délégation de la communauté juive américaine.

6-7. EUROPE  
— L'Espagne : la France et ses ressortissants au Pays basque payent l'impôt donné au gouvernement Suroz.

8. DIPLOMATIE  
— Aux Nations unies, M. Gromyko s'élève contre la « campagne mensongère » lancée contre Cuba et l'U.R.S.S.

9. DÉFENSE  
— Sur la défense de l'Europe (II), par François de Rosa.

10-12. POLITIQUE  
— La troisième partie du « projet socialiste » peut faciliter un rapprochement entre la majorité du P.S. et le courant de M. Mauroy.

— Les parlementaires U.D.F. soulignent un effort fiscal plus équitable.

LIBRE OPINION : « Dynamisme et exigence », par Jean Folea.

14-15. SOCIÉTÉ  
— Les obsèques de Pierre Gaudin.

— L'affaire de Radio-Riposte.

POINT DE VUE : « Le pont de la Seine », par Alain Glucksmann.

16. MÉDECINE  
— La fermeture de la maternité Baudelocque : l'origine de l'antécédent ulcère-accidentelle reste encore inexplicable.

16. ÉDUCATION  
— Les difficultés de la rentrée scolaire.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES  
PAGES 17 à 25

— CINÉMA : « Apocalypse Now », de Francis Coppola, par Claude Lanzmann et Thomas Fery.

— MUSÉES : Entretien avec Pontus Hultén, par Jacques Michel, Thomas de Modona et Trévis, par André Chastel.

— LIVRES : Actes du colloque Malévitch au Centre Georges-Pompidou en 1978, « Une avant-garde explosive », de Michel Laronie, par Jean-François Chertier.

28. RÉGIONS  
— Le comité interministériel d'aménagement du territoire.

PAYS DE LA LOIRE : la renouveau d'un contrat avec la société Decaux met en difficulté la municipalité de Nantes.

BRETAGNE : le conflit des longoustiers : opération « pays mort » dans le Bigouden.

31 à 33. LE SICOB  
— Banques de données : la domination américaine.

38 à 42. ÉCONOMIE  
— CONJONCTURE : réunis à Paris, les ministres de l'énergie des sept grands pays industrialisés vont confirmer les engagements pris lors du sommet de Tokyo.

SOCIAL : selon l'ANACT, 3 % seulement des salariés sont concernés par les expériences de réorganisation du travail.

LIRE ÉGALEMENT  
RADIO-TELEVISION (25)  
Annonces classées (25 à 30) : Carnet (27) ; Aujourd'hui (30) ; « Journal officiel » (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1979 a été tiré à 572 775 exemplaires.

A B C D E F G

## AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Monory souhaite

### des « assises européennes de la consommation » à Paris en 1980

M. Monory, ministre de l'économie, devait faire, mercredi, devant le conseil des ministres, le bilan de la politique menée en matière de concurrence et de consommation, et présenter les objectifs qu'il s'est fixés en la matière pour développer la concurrence, et faire apparaître un « contre-pouvoir consommateur ». Le ministre comptait proposer la tenue à Paris, en 1980, d'assises européennes de la consommation.

#### « Do it yourself »

L'heure est à la liberté des prix, à la concurrence et, corrélativement, à l'apparition d'un « contre-pouvoir consommateur ». Jusqu'ici les incantations réglementaires ont laissé sourd ce génie bienfaisant. Que les consommateurs prennent garde : si leur « contre-pouvoir » n'arrive pas à se manifester, les pouvoirs publics les rendront bientôt responsables de la hausse des prix, insuffisamment surveillés par leurs soins.

Le gouvernement estime faire ce qu'il peut pour aider les associations de consommateurs à organiser les consommateurs isolés. On peut toutefois lui reprocher d'avoir mis la charnière devant les besoins, en supprimant les contrôles de prix bien avant que les clients ne soient en mesure d'exercer de façon lucide leur « droit au choix » et ne rendent caduque l'action des contrôleurs.

Le présent projet de budget marque en tout cas une évolution favorable des actions en faveur des consommateurs : 15 millions de francs y seront consacrés en 1980, contre seulement 10 millions en 1979. Le montant des subventions aux organisations d'habitants, passant de 2 à 4 millions de francs, tandis que le budget des « actions concertées » passera de 8 à 11 millions de francs. Parmi ces actions, les émissions régionales télévisées se sont taillées la part du lion en 1979 : 3,2 millions ; il faut y ajouter la rétribution des assistants techniques de la consommation (1,2 million), l'aide aux actions des consommateurs (1 million), la formation (1,2 million), etc. Les crédits destinés à l'Institut national de la consommation atteignent de leur côté 22,8 millions de francs, contre 19,3 en 1979 (+ 17 %).

Cela peut-il suffire à faire du consommateur un « partenaire à part entière » ? Certes des associations, notamment, sont nombreuses, mais encore beaucoup trop rares pour constituer autre chose qu'un exemple exceptionnel ; de plus cela demande de la part des consommateurs une dose considérable de dévouement et d'obstination.

Les limites de ce genre d'opéra-

tion sont évidentes : il y a peu de chances qu'elles se généralisent ; elles ne peuvent en aucun cas être totalement fiables. Les enquêteurs de l'I.N.C. en ont fait eux-mêmes l'expérience sur les fruits et légumes du 23 au 31 août dernier : dans une même zone commerciale de 200 mètres environ, des distorsions de prix importantes apparaissent, que ne justifient pas des différences de qualité. Dans bien des cas, il est même impossible de comparer les prix, faute d'étiquetage suffisant. Enfin le marché de détail ne reflète pas la situation observée à l'origine, qu'il s'agisse de variétés (notées au marché de gros, mais introuvables au détail), des quantités (massives à l'origine pour un produit, mais plus rares au détail), ou des baisses de cours non répétées.

Ce fidèle tenant de la liberté des prix qu'est M. Pierre Franchon, directeur de l'Institut, n'écrit-il pas dans son éditorial de 50 millions de consommateurs que « les systèmes modernes de distribution comme de production constituent un ensemble complexe et insaisissable : en face du marché, le consommateur qui veut faire fuir la concurrence est aussi désarmé par la complexité de la situation observée à l'origine, qu'il s'agisse de variétés (notées au marché de gros, mais introuvables au détail), des quantités (massives à l'origine pour un produit, mais plus rares au détail), ou des baisses de cours non répétées.

Dans ces conditions, la loi de M. Monory dans le pouvoir des consommateurs en matière de prix (« le droit à l'information » et « le droit à l'initiative ») ne peut que paraître un peu naïf, voire un peu naïf.

« Ce n'est pas la loi de M. Monory », lance aux consommateurs est pour le moins prématuré, sinon utopique.

JOSÉE DOYÈRE.

### M. ANDRÉ BERGERON DEMANDE UNE « OPÉRATION VÉRITÉ » SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

M. Bergeron, secrétaire général de F.O., réclame une « opération vérité » sur la Sécurité sociale. Dans une interview à France-Inter, 27 septembre, il déclare : « Nous sommes à la limite de ce que les gens peuvent supporter comme transfert (...). Il faut donc mettre en regard les recettes et les dépenses. C'est ce que nous appelons « opération vérité » en pensant que le régime général de la Sécurité sociale, celui des salariés, ne doit rapporter que les charges correspondant à ses compétences (...). Les salariés ne doivent pas se voir demander plus que leur part ».

Au sujet des appels C.G.T.-C.F.D.T. à un élargissement de l'unité d'action, M. Bergeron affirme : « Je ne suis pas d'accord en profondeur avec la C.G.T. et la C.F.D.T. Les deux organisations essaient de se plier mutuellement ».

FABRICANT - VENTE DIRECTE  
**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
Coutellerie 25 ans d'expérience spécialisée  
**FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS**  
Tél. 700.87.94 - Fermé le samedi

jusqu'au 6 octobre offre spéciale d'avant-saison **NICOLL** COSTUME SUR MESURES formule industrielle **1090 F** avec gilet 1240 F La tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

## LA POLICE DES FRONTIÈRES A EMPÊCHÉ M. PATASSE DE QUITTER PARIS POUR BANGUI

Ce mercredi 26 septembre, à 8 h 45, alors qu'il se présentait à l'embarquement du vol régulier d'Air Afrique pour Bangui, M. Ange Patasse, ancien premier ministre de Bokassa, aujourd'hui l'un des animateurs de l'opposition, a été interpellé par la police de l'air et des frontières, à Roissy. Les Centrafriens qui l'accompagnaient ont refusé de prendre l'avion sans lui.

Au ministère de l'Intérieur, on indique que cette mesure a deux motifs : M. Patasse « était porteur d'une arme personnelle », son passeport, établi au nom de l'Empire centrafricain, n'était plus valide.

## GRÈVE A AIR FRANCE LE 2 OCTOBRE

Les organisations professionnelles d'Air France — personnel au sol et personnel navigant, groupées en intersyndicale de l'air et des frontières, à Roissy, ont décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures le mardi 2 octobre. La C.F.D.T., qui ne participait pas à cette réunion, s'associera à cette journée d'action. En revanche, la C.G.C. et le personnel navigant commercial (hôtesse et stewards) ne participeront pas à cette grève.

Cet arrêt de travail est, selon les syndicats, destiné à appuyer leurs revendications sur les rémunérations, la durée du travail et la défense du « patrimoine » de la compagnie.

## LA GRÈVE DES CHEMINOTS DU DÉPÔT SAINT-LAZARE CONTINUE DE PERTURBER LES LIGNES PARIS-VERSAILLES

Mercredi matin 26 septembre, le trafic des trains sur les lignes Versailles-Saint-Nom-la-Bretèche et Saint-Nom-la-Bretèche-Saint-Lazare, n'était assuré qu'à 30 % le reste du réseau banlieue et grandes lignes étant, selon la direction, normalement assuré. Mardi soir, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient, dans un communiqué commun, appelé l'ensemble des agents de conduite du dépôt Saint-Lazare — aussi bien des grandes lignes que de la banlieue — à cesser le travail de mercredi à 6 heures pour une durée non précisée. Jusqu'à mardi, seuls les agents de conduite des lignes de banlieue avaient été appelés à s'abstenir, dès lundi 24 septembre, par la C.F.D.T. seule, et dans ce dépôt la grève était largement suivie.

La grève a pour objectif essentiel l'ouverture de « véritables négociations » sur la prise en compte des critères d'ancienneté pour l'accès des agents de conduite de banlieue au grade de conducteur principal, réservé généralement aux agents des trains rapides.

● R.E.R. : perturbations dans l'est parisien. — La circulation des trains de la ligne A du R.E.R. a été perturbée mercredi 26 septembre dans l'est parisien sur les branches de Boissy-Saint-Leger et de Marne-la-Vallée par suite d'un arrêt de travail d'agents de l'I.R.T.P. Indique un communiqué de la R.A.T.P. Le service a de ce fait, précisé le communiqué, dû être adapté à la faible puissance électrique disponible.

● La représentation de la « Puce à l'oreille » prévue à la Comédie-Française, ce mercredi 26 septembre, est annulée en raison d'un empoisonnement de l'acteur Guy Michel. Ce spectacle est remplacé par les Fausse confidences, de Marivaux.

## DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

### Les Neuf demandent que la « reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens » figure dans les principes d'un règlement

New-York (A.F.P.). — Les neuf pays de la Communauté européenne ont proposé mardi 25 septembre, devant l'Assemblée générale de l'O.N.U., que toutes les parties au conflit du Proche-Orient acceptent les résolutions 242 et 338, adoptées le 22 novembre 1947 et le 22 octobre 1973 par le Conseil de sécurité (après la guerre de six jours et la guerre du Kippour), auxquelles seraient ajoutés quatre principes :

- 1) Inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ;
- 2) Nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis 1967 ;
- 3) Respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ;
- 4) Reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens.

Les Neuf, dont la proposition a été émise à la tribune de l'Assemblée par le ministre irlandais des Affaires étrangères, M. O'Kennedy, déclarent que les droits légitimes du peuple palestinien comprennent « le droit à une patrie et le droit de jouer pleinement son rôle, par l'intermédiaire de ses représentants, dans la négociation d'un règlement global ».

Les Neuf déclarent que les

deux résolutions du Conseil de sécurité et les principes énoncés forment ensemble « le cadre essentiel d'un règlement de paix » qui répondrait aux droits et aux intérêts légitimes de toutes les parties.

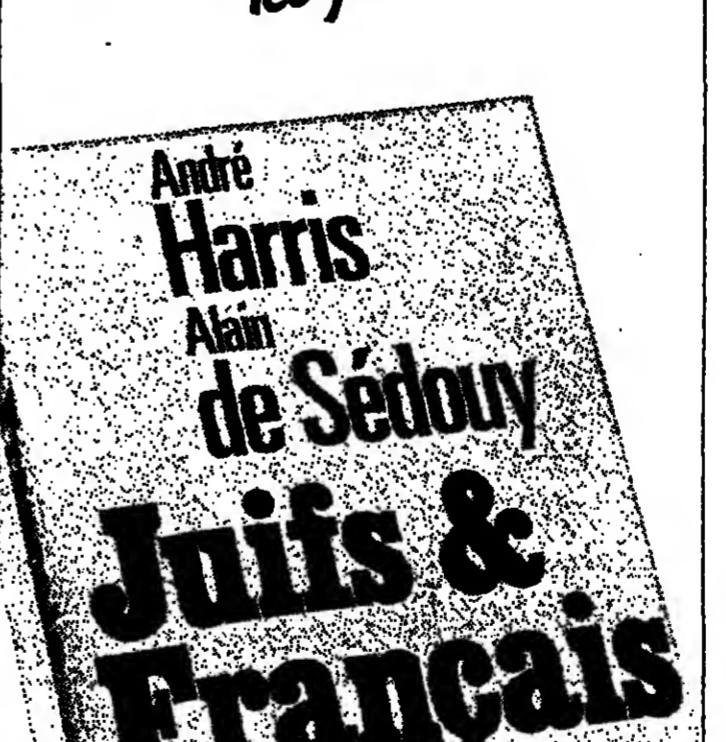
« Cela s'applique à Israël, qui a le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et dûment garanties, et au peuple palestinien, qui a le droit, dans le cadre établi par un règlement de paix, de déterminer son propre avenir en tant que peuple », poursuit la déclaration des Neuf.

Au sujet du traité israélo-égyptien, les Neuf déclarent qu'il s'agit d'une « application correcte des principes de la résolution 242 pour ce qui concerne les relations égypto-israéliennes ».

● L'émir de Qatar, en visite privée en France, a été reçu, mardi 25 septembre, par le président de la République. L'émir a distribué ensuite une déclaration dans laquelle il est indiqué que « les deux hommes d'Etat ont discuté de la situation au Proche-Orient, particulièrement de la question palestinienne. Ils ont souligné la nécessité de trouver une solution juste qui corresponde aux droits légitimes des Palestiniens ».



Et si, trente cinq ans après, la France redevenait un pays invivable pour les juifs ?



GRASSET

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état : D.E.C.S. B.T.S. de distribution

Une large ouverture sur la vie des entreprises (étages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

Ensemble de 120 pages de documents

Ensemble de 120 pages de documents

forte baisse du dollar entraîne vive hausse de l'or

## La fragilité de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France

de la France